

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES  
1981-1982

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

YUGOSLAVIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1982



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



# YOUGOSLAVIE

JUILLET 1982

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

\*  
\*  
\*

© OCDE, 1982

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	7
<b>I. L'évolution économique en 1981</b>	8
Demande et production	9
Emploi et chômage	14
Coûts et prix	18
Commerce extérieur et balance des paiements	22
<b>II. Politique économique</b>	30
Politique monétaire	30
Politique budgétaire	37
Politique des prix et des revenus	41
Problèmes de politique économique à moyen terme	42
<b>III. Plan 1981-1985 révisé et perspectives à court terme</b>	46
Plan 1981-1985 révisé	46
Perspectives à court terme	49
<b>IV. Conclusions</b>	53
<b>Annexe statistique</b>	58

## TABLEAUX

### *Texte*

1. Demande et production	8
2. Compte des ménages	10
3. Emploi	15
4. Evolution des prix	18
5. Facteurs de la hausse de l'indice implicite des prix à la consommation privée	20
6. Gains moyens	21
7. Balance des paiements	23
8. Commerce extérieur	25
9. Masse monétaire et crédit	31
10. Principales sources de création monétaire	34
11. Structure des dépôts	35
12. Taux d'intérêt	36
13. Objectifs pour 1982 en matière de monnaie et de crédit	37
14. Recettes et dépenses consolidées du secteur public	39

15. Budget fédéral	40
16. Plan 1981-1985 révisé et Résolution économique pour 1982	46
17. Quelques projections du Plan révisé	48
18. Indicateurs conjoncturels	50

*Annexe statistique*

A. Produit social	58
B. Produit national et dépenses	59
C. Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité	60
D. Formation brute de capital fixe	61
E. Le revenu national et le compte des particuliers	62
F. Agriculture	63
G. Production industrielle	64
H. Population active et emploi	65
I. Prix et salaires	66
J. Bilan consolidé du système bancaire	67
K. Importations et exportations par groupes de produits	68
L. Importations et exportations par zones	69
M. Balance des paiements	70

**GRAPHIQUES**

1. Indicateurs de la construction de logements	12
2. Indicateurs de conjoncture	13
3. Evolution du marché du travail	16
4. Evolution de la productivité	17
5. Prix	19
6. Taux de change	24
7. Commerce extérieur	26
8. Ventilation des échanges par zones	28
9. Contribution à l'expansion monétaire	33

# STATISTIQUES DE BASE DE LA YOUGOSLAVIE

## LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (1 000 km <sup>2</sup> )	256	Accroissement net de la population, 1971-1981 (1 000), moyenne annuelle	192
Superficie cultivée (1 000 km <sup>2</sup> ) 1980	99.4	Emploi rémunéré, total (1981, 1 000)	5 966
Superficie forestière (1 000 km <sup>2</sup> ) 1978	92.4	<i>dont :</i>	
Population (30-6-1981, 1 000)	22 491	Industrie	2 242
Républiques :		Construction	622
Serbie	9 217	Agriculture (secteur socialisé)	200
Croatie	4 601	Personnes employées dans les exploitations agricoles individuelles (recensement du 31-3-1971, 1 000)	3 892
Bosnie et Herzégovine	4 296		
Macédoine	1 941		
Slovénie	1 835		
Monténégro	601		
Villes principales (recensement du 31-3-1971) :			
Belgrade	1 209		
Zagreb	602		
Skopje	389		
Sarajevo	292		
Ljubljana	258		

## LA PRODUCTION

PNB au coût des facteurs (1980, milliards de dinars)	1 617.2	Origine du PIB en 1980 (pourcentage du PIB) :	
PIB par habitant (1980, dollars E.-U.)	3 030	Agriculture, forêts, pêche	13.0
Formation brute de capital fixe : en 1980 (milliards de dinars)	545.7	Industries extractives et manufacturières	38.4
en 1980 (pourcentage du PNB)	30.8	Construction	10.7
		Divers	37.9

## LES INSTITUTIONS

Consommation publique (1980, pourcentage du PIB)	16.9	Recettes de l'État, y compris la Sécurité sociale (1980, pourcentage du PIB)	34.8
---	------	--	------

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

	Structure des exportations en 1981 (en pourcentage)	Structure des importations en 1981 (en pourcentage)
Produits alimentaires, boissons et tabac	10.6	5.0
Matières premières et produits semi-manufacturés	42.2	64.4
Produits manufacturés finis	47.2	30.6

## LA MONNAIE

Unité monétaire : le dinar	Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne journalière :	
	Année 1981	34.90
	Juin 1982	46.72

*Note :* On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

*L'examen annuel de la situation de la Yougoslavie  
par le Comité d'Examen  
des Situations Économiques et des Problèmes de Développement  
de l'OCDE a eu lieu le 16 juin 1982.*

## INTRODUCTION

Les fortes tensions inflationnistes intérieures qui se sont manifestées à la fin des années 70 et la détérioration de la balance des paiements qui est allée de pair ont été aggravées par la forte hausse des prix pétroliers en 1979 et par le début de la récession mondiale. L'accroissement du déséquilibre extérieur qui en est résulté a amené les autorités à revoir en permanence leurs politiques et leurs objectifs à court et à moyen terme, en faisant porter leur effort moins sur la rapidité de la croissance que sur la réduction du déficit extérieur courant et le freinage de l'inflation. Des mesures de stabilisation ont été mises en place en 1980 et renforcées en 1981 en même temps que les objectifs du Plan quinquennal 1981-1985, beaucoup moins ambitieux que ceux des Plans précédents, étaient révisés en baisse. Sous l'effet de l'orientation restrictive de la politique économique, la croissance réelle du produit social est tombée de 7 % en 1979 à 2½ % en 1980 et 1¾ % en 1981. La demande intérieure totale, entraînée par une baisse de l'investissement fixe suivant les plans prévus, a considérablement fléchi en 1981, favorisant du même coup une forte augmentation du volume des exportations. Comme le volume des importations diminuait de son côté, la balance extérieure réelle s'est nettement améliorée, et sa progression explique et au-delà celle du produit social réel. Le déficit commercial ayant sensiblement baissé pendant que les recettes invisibles augmentaient davantage que les paiements nets au titre des intérêts, le déficit extérieur courant a été ramené de 2½ milliards de dollars en 1980 à ¾ milliard de dollars en 1981. Le taux d'inflation qui, au début de 1981 était supérieur à 50 %, n'était plus que de 28 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente au premier trimestre de 1982.

En 1982, la politique économique est restée restrictive. Les taux d'intérêt ont été sensiblement relevés et le programme monétaire implique le maintien de conditions monétaires rigoureuses. Il est prévu que l'investissement fixe et la consommation du secteur public fléchiront encore l'un et l'autre cette année. Etant donné la faiblesse de la demande intérieure, le maintien des contrôles à l'importation et le programme d'encouragement à l'exportation, on pense que, pour la troisième année consécutive, le seul facteur important de croissance sera la balance extérieure réelle. Les projections officielles font apparaître une légère accélération de la croissance du produit social qui dépasserait 2 %. D'après les prévisions, l'emploi progresserait à peu près au même rythme, ce qui limiterait l'augmentation du chômage. Une nouvelle réduction du déficit extérieur courant — en particulier à l'égard des pays à monnaie convertible — figure aussi au nombre des objectifs de la Résolution économique pour 1982. Bien que depuis la fin de 1981 les gains moyens aient augmenté plus rapidement que les prix pour la première fois depuis deux ans, on prévoit que le taux d'inflation se modérera un peu.

La première partie de la présente Etude retrace les grandes lignes de l'évolution de la demande et de la production, de l'inflation et de la balance des paiements en 1981. La deuxième partie est consacrée à la politique économique et comporte notamment une analyse succincte de certains des problèmes à moyen terme. La révision préliminaire du plan quinquennal, la Résolution économique



pour 1982 et une évaluation des perspectives économiques à court terme font l'objet de la troisième partie. Enfin, l'Étude se termine par un examen des principales considérations de politique économique.

## I. L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE EN 1981

La Résolution économique pour 1981<sup>1</sup>, axée sur la stabilisation de l'économie, avait fixé pour principal objectif une réduction sensible du déficit de la balance des opérations courantes et du taux d'inflation dans le cadre d'une quasi-stagnation de la demande intérieure. En fait, la demande intérieure totale a fortement baissé (de 3½ %) et le déficit extérieur a diminué dans une proportion

Tableau 1. **Demande et production**<sup>1</sup>

	Milliards de dinars aux prix courants	Pourcentages de variation en volume, et aux prix de 1980			
	1980	1978	1979	1980	1981 <sup>2</sup>
Dépenses de consommation	819	7.0	5.2	0.7	-1.2
Consommation collective	143	5.0	7.9	2.5	0.7
Investissements fixes	537	13.5	6.4	-1.7	-7.8
Demande intérieure finale	1 499	9.1	5.9	0.0	-3.4
Formation de stocks <sup>3</sup>	143	-4.6	4.3	1.4	-0.6
Demande intérieure totale	1 641	4.0	9.7	1.3	-3.7
Solde des échanges avec l'extérieur <sup>3</sup>	-95	-0.1	-2.4	5.3	3.7
Exportations	363	-1.9	3.3	8.9	12.4
Importations	458	-1.3	9.6	-9.9	-2.8
Ecart statistique <sup>3</sup>	7	2.8	-0.7	-4.4	1.8
Produit social	1 553	7.1	7.0	2.2	1.7
Secteur socialisé	1 363	9.1	7.2	2.6	1.8
Secteur privé, total	190	-4.6	5.8	1.0	1.1
Agriculture non comprise	57	4.2	6.3	4.3	
Agriculture et sylviculture	202	-5.2	5.3	-0.1	1.4
Autres activités	1 351	9.4	7.3	2.6	1.6
Industrie	582	8.6	8.2	4.1	4.1
Construction	165	11.6	9.6	0.2	-6.2
Services	604	9.5	5.9	1.8	1.4
<i>Pour mémoire :</i>					
Concepts utilisés dans le SCN <sup>4</sup>					
PIB aux prix du marché <sup>5</sup>	1 780	7½	6½	1½	½
Consommation privée	879	7	6	½	-3½
Consommation des administrations publiques	286	6½	1½	2	-2½

1. Définitions et concepts yougoslaves. Pour les données détaillées correspondant aux définitions yougoslaves et à celles du SCN, se reporter à l'annexe statistique. La formation de stocks, les exportations et les importations ne sont pas calculées sur la même base que dans l'annexe statistique et sont explicables par les difficultés de mesure de ces agrégats.

2. Estimations provisoires.

3. Contribution en points à la croissance du produit social mesurée par le changement de la formation de stocks (du solde des échanges avec l'extérieur ou de l'écart statistique) exprimé comme pourcentage du PIB de l'année précédente.

4. Les variations en volume ont été estimées par le Secrétariat.

5. Les recettes nettes des facteurs s'élèvent à environ 5 % du PIB.

Sources : Chiffres communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

1. On trouvera des indications détaillées sur la Résolution économique pour 1981 dans l'Étude Économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de mai 1981, page 42.

beaucoup plus importante qu'on ne l'escomptait. Toutefois, la hausse des prix a dépassé de quelque 8 points le chiffre de 32 % auquel il avait été prévu de la ramener en 1981, les autorités ayant sous-estimé la vigueur des pressions inflationnistes dans les premiers mois de l'année. Ce n'est qu'après l'adoption de nouvelles mesures au second semestre que l'inflation a commencé à se ralentir de manière perceptible. Par suite du dépassement de l'objectif fixé en matière de hausse des prix, les revenus réels des particuliers ont subi une érosion importante de sorte que la consommation des ménages a diminué alors qu'on s'attendait à la voir progresser de 2½ %. C'est principalement en raison de ce fléchissement exceptionnel des dépenses de consommation et à cause de la forte contraction de l'investissement fixe que le taux de croissance, du produit social a été inférieur de moitié environ à celui de 3½ % qui était escompté<sup>2</sup>.

### *Demande et production*

Selon les directives officielles en matière de revenus, pour l'année 1981, la hausse des salaires nominaux devait être inférieure à celle de la valeur ajoutée et la progression des salaires réels ne pas dépasser celle de la productivité. La réglementation des revenus et des prix portait en fait essentiellement sur leurs mouvements relatifs. La réduction souhaitée de l'éventail des salaires a été obtenue en grande partie. Les revenus nominaux ont cependant continué de progresser très rapidement et c'est uniquement parce que les prix ont augmenté à un rythme encore plus vif que les gains réels moyens ont fortement fléchi en 1981 (de quelque 5 %). La baisse, en termes réels, des salaires nets moyens n'a pas eu la même ampleur dans tous les secteurs : si elle a été inférieure de moitié au chiffre moyen<sup>3</sup> dans l'industrie, elle a été beaucoup plus importante pour les activités dites non économiques<sup>4</sup>, dans le secteur des banques et autres institutions financières et surtout dans les administrations publiques où elle a atteint 11½ %. En outre, les autres catégories de revenus d'origine intérieure ont également diminué en termes réels, le fléchissement le plus marqué étant celui des prestations de

2. Le « produit social », selon les définitions yougoslaves, n'englobe pas certaines catégories de services qui sont prises en compte dans le produit intérieur brut tel qu'il est défini dans le système normalisé de comptabilité nationale (SCN) de l'OCDE et des Nations Unies. Le niveau du PIB est supérieur de 11 % environ à celui du produit social. Des chiffres détaillés sont donnés dans l'Annexe Statistique. On dispose, pour les dernières années, de deux séries de comptes pour le produit social à prix constants : l'une avant 1972 comme année de référence, l'autre correspondant à des estimations récentes du Service de Planification sur la base de 1980. Certains problèmes statistiques et des discordances apparentes sont à signaler, dans le domaine, notamment, de la formation de stocks et des opérations extérieures.

3. Salaire moyen dans certains secteurs en pourcentage du salaire moyen dans les industries manufacturières

	1979	1980	1981
Production agricole	94	98	99
Services financiers et bancaires	149	141	133
Administrations publiques	134	140	119
Education et culture	131	126	117
Santé et sécurité sociale	122	116	110

4. Selon la définition yougoslave, les « activités non économiques comprennent l'enseignement, les activités culturelles et scientifiques, les services sanitaires et sociaux, les services de l'administration fédérale, des administrations des Républiques et des collectivités locales ainsi qu'un certain nombre d'activités connexes. Toutes les autres activités sont considérées comme des « activités économiques » et seront désignées, dans la présente Etude, par les termes « secteur des entreprises », ou « entreprises » tout court.

Tableau 2. **Compte des ménages<sup>1</sup>**  
En milliards de dinars, aux prix courants

	1978	1979	1980	1981 Estimations
Salaires nets et autres revenus des ménages dans le secteur socialisé <sup>2</sup>	364.5	457.1	570.6	776.0
Transferts de sécurité sociale	99.6	127.2	158.5	212.4
Salaires et traitements nets dans le secteur privé	49.2	59.0	77.9	103.4
Consommation en nature	39.5	49.6	65.2	95.0
Envois de fonds de l'étranger	58.6	65.6	110.3	} 300.0
Autres revenus	49.0	72.4	111.2	
Revenu total	660.4	830.9	1 093.7	1 486.8
Moins impôts <sup>3</sup> et taxes	16.5	21.8	29.0	34.0
Revenu disponible	643.9	809.1	1 064.7	1 452.8
Consommation privée	525.0	670.1	876.7	1 187.1
Epargne	118.9	139.0	188.0	265.7
Encaisses et dépôts d'épargne	86.9	87.6	118.3	142.8
Epargne logement	43.9	56.9	71.8	89.5
Divers	-1.3	-0.3	-6.6	36.7
Moins crédit net à la consommation	10.6	5.2	-1.5	-3.3
Taux d'épargne <sup>4</sup> (pourcentage)	18.5	17.2	17.6	18.3

1. Le compte des ménages est basé sur la définition SCN.

2. Les impôts et cotisations assis sur les salaires et traitements sont versés directement par les entreprises et autres organismes à l'Etat et aux diverses caisses (caisses de sécurité et d'action sociales principalement); aussi les salaires et traitements sont-ils donnés nets d'impôts et cotisations.

3. Impôts payés par les seuls titulaires de revenus supérieurs à 300 000 dinars par an en moyenne, chiffre qui équivaut à deux fois et demi le salaire ou traitement moyen.

4. Le revenu des ménages et notamment le taux d'épargne ne sont pas calculés ici sur la même base que dans le tableau E de l'annexe statistique. La contrepartie en dinars des dépôts en devises n'est pas prise en compte dans le tableau E qui fait apparaître en conséquence un taux d'épargne nettement inférieur.

Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

sécurité sociale versées aux ménages (6 %) du fait de la politique de ralentissement de l'expansion de ces paiements suivie par les autorités<sup>5</sup>. Le seul poste des revenus des particuliers qui ait continué d'augmenter en termes réels est celui des revenus en provenance de l'étranger (principalement les envois de fonds de Yougoslaves vivant à l'étranger) sous l'effet, surtout, de la dépréciation assez importante du dinar. Aussi, après avoir régulièrement progressé pendant plus de dix ans, le revenu disponible total des ménages a-t-il diminué en termes réels de 3 % en 1981.

Compte tenu de la variation du taux d'épargne, les dépenses de consommation ont pour la première fois depuis une trentaine d'années diminué en 1981 (1½)<sup>6</sup>. Il semble que les dépenses de consommation aient été freinées par le relèvement considérable, en octobre 1980 et en avril 1981, des acomptes exigés

5. De fait, les prestations de sécurité sociale versées aux ménages avaient augmenté de manière disproportionnée pendant les années 70 (à un rythme supérieur de 50 % au taux de croissance de la masse salariale nette globale) et ainsi, constituaient le poste de dépenses du secteur public accusant la plus forte expansion.

6. Selon la définition yougoslave, les dépenses effectuées au titre d'activités non productives, telles que l'éducation, la santé, les activités sociales, les professions libérales, les artistes et l'artisanat, ne sont pas prises en compte dans la consommation des ménages. Si on les prend en considération pour avoir une estimation qui permette la comparaison sur la base des définitions du SCN, la baisse de la consommation privée a probablement été de 3½ en 1981.

pour l'achat à crédit de certains biens de consommation durables et par la suppression des possibilités de crédit à la consommation pour d'autres articles<sup>7</sup>. Le niveau élevé des taux de rémunération des dépôts en devises a peut-être contribué à la faiblesse de la demande des consommateurs, les titulaires de ces dépôts hésitant à amputer leur épargne. Il ressort des chiffres relatifs aux ventes au détail que le ralentissement de la consommation s'est produit surtout au premier semestre, son niveau n'ayant guère varié durant le reste de l'année. Conformément aux objectifs de stabilisation, la consommation collective a marqué une nette décélération, son taux de croissance étant tombé de 2½ % en 1980 à ¾ % l'année dernière<sup>8</sup>, en raison surtout du ralentissement de l'expansion des dépenses réelles de biens et services et, dans une moindre mesure, de celui de la progression de l'emploi.

Conscientes du fait que la croissance excessive de l'investissement fixe<sup>9</sup> avait notablement contribué à l'apparition de fortes pressions inflationnistes et à l'affectation relativement peu satisfaisante des ressources pendant la seconde moitié des années 70, les autorités ont modifié radicalement leur politique d'investissement après 1979. D'importantes mesures ont été prises pour freiner la formation de capital fixe, surtout dans les secteurs non économiques<sup>10</sup>, autres que celui de la construction de logements. Etant donné les délais de réaction habituels, l'effet de ces mesures a été plus sensible en 1981 qu'en 1980, l'investissement fixe ayant marqué un recul de près de 8 % qui a fait de lui la composante de la demande la moins dynamique. Ce sont principalement les organisations socio-politiques (correspondant en gros aux administrations publiques) et les communautés d'intérêt autogérées s'occupant de l'enseignement, des activités culturelles ainsi que des services sanitaires et sociaux qui ont réduit leurs investissements (de 49 % et 31 %, respectivement). Le relèvement du pourcentage d'autofinancement imposé dans le cas de recours au crédit d'équipement explique la forte baisse de la formation de capital fixe dans le secteur des entreprises (9 %). Au total, toutefois, les investissements du secteur privé ont légèrement augmenté du fait, principalement, de la construction de logements. Bien qu'elle ait accusé une diminution cumulée de près de 10 % au cours des deux années précédentes, la part de l'investissement fixe total dans le produit social est demeurée assez élevée en 1981 — 30 %<sup>11</sup> —, pourcentage correspondant à peu près à la valeur

7. Du début d'octobre 1980 à avril 1981, le pourcentage du paiement comptant est passé, en deux étapes, de 15 à 40 % pour les textiles, de 20 à 50 % pour les réfrigérateurs, les machines à laver, les cuisinières, etc. et de 30 à 50 % pour le mobilier; pour les postes de télévision en couleur et le matériel stéréophonique, il a tout d'abord été porté en octobre 1980 de 45 à 55 % avant que les autorités n'interdisent totalement la vente à crédit de ces articles en avril 1981; pour les voitures particulières, il est passé en octobre 1980 de 67 à 75 %, puis les possibilités d'achat à crédit ont été supprimées en avril 1981. Toutefois, en raison de la forte diminution des ventes d'automobiles, les facilités de crédit ont été rétablies en novembre 1981.

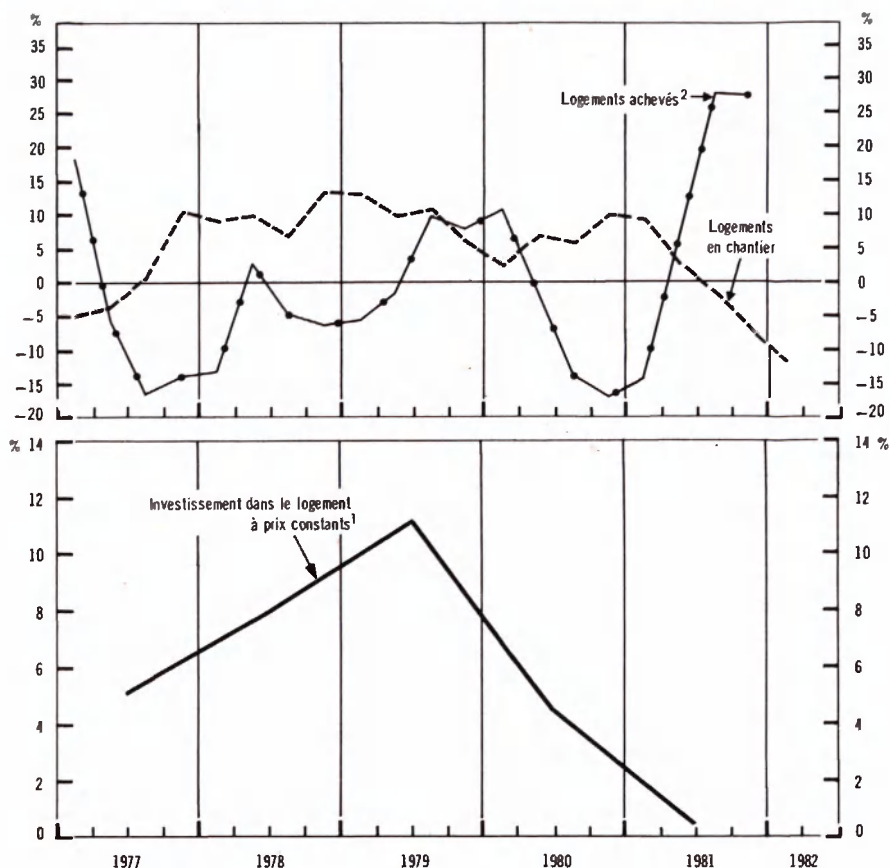
8. Calculée sur la base du SCN, la consommation des administrations publiques a diminué de près de 3 % en 1981. Elle ne prend en compte, d'après les définitions yougoslaves, ni les salaires et traitements versés aux agents des administrations publiques, ni les autres dépenses de services, lesquelles ont diminué en termes réels de 6½ %.

9. L'investissement fixe a progressé à un taux annuel de 9 % entre 1973 et 1979 (contre 6½ % pour le produit social) et a contribué pour près de la moitié à la croissance du produit social.

10. Ces mesures prévoyaient notamment des restrictions de crédit et le relèvement du versement initial à effectuer par les entreprises dans le cas du recours au crédit bancaire pour financer l'investissement. Les administrations publiques et les communautés d'intérêt autogérées (qui sont responsables de l'enseignement, des activités culturelles, des services de sécurité et d'aide sociales et des soins médicaux) ont été fermement invitées à réduire leurs investissements dans les secteurs non prioritaires (définis par le Plan) même si cela devait se traduire par l'interruption de travaux de construction.

11. De 1973 à 1979, la part de l'investissement fixe dans le produit social, calculée aux prix courants, a été en moyenne de 34 %.

**Graphique 1. Indicateurs de la construction de logements**  
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente



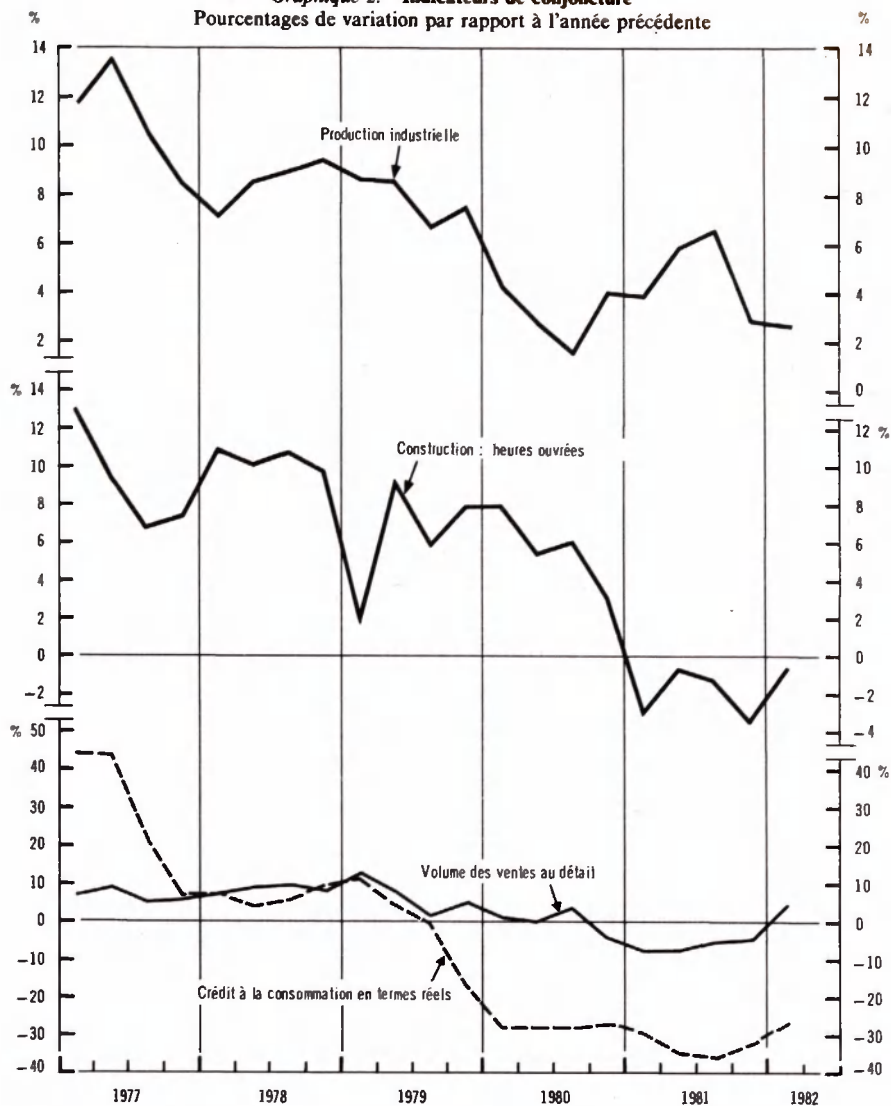
1. Données annuelles.
2. Moyenne mobile sur trois trimestres.

Sources : Comptes nationaux de la Yougoslavie; Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

moyenne sur longue période avant le milieu des années 70 et dépassant de beaucoup la moyenne enregistrée dans la zone de l'OCDE.

Après être demeurée stable en 1980, la demande intérieure finale a diminué de  $3\frac{1}{2}$  % en 1981, marquant ainsi sa première baisse depuis 1965. Il est probable qu'un certain déstockage est intervenu en 1981, les restrictions à l'importation ayant vraisemblablement forcé les entreprises d'effectuer des prélèvements sur leurs stocks de matières premières notamment, qui ont peut-être été supérieurs à la formation involontaire de stocks provoquée par la contraction de la demande intérieure finale. La forte baisse de la demande intérieure totale en 1981 (tableau 1) a été compensée et au-delà par l'amélioration de la balance extérieure en termes réels, due, comme l'année précédente, à la persistance d'une forte croissance des exportations et à la diminution des importations. Les statistiques relati-

**Graphique 2. Indicateurs de conjoncture**  
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente



Sources : Index, Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

ves à la formation de stocks ne sont pas très fiables<sup>12</sup> et les variations des importations et des exportations en volume posent quelquefois des problèmes d'estimation. Toutefois, les erreurs estimées dans les fluctuations de la formation

12. Comme dans les autres pays, il est très difficile d'évaluer le niveau et la variation des stocks en volume. Chose plus importante, la formation de stocks représente en Yougoslavie, si l'on s'en tient aux données disponibles, sur longue période, une proportion relativement élevée du produit social aux prix courants. Un ajustement en baisse de ces données se traduirait, soit par une augmentation des dépenses finales (de consommation principalement) par rapport au chiffre indiqué dans les comptes sociaux, soit par une diminution de la valeur ajoutée (et donc des rendements), soit probablement par les deux à la fois.

de stocks et dans le solde de la balance extérieure doivent se compenser dans une certaine mesure. On observe aussi des écarts statistiques particulièrement importants pour certaines des dernières années<sup>13</sup>. Le produit social a augmenté en 1981 de 1 $\frac{1}{2}$  %, soit un peu moins qu'en 1980<sup>14</sup>.

La production a continué de progresser l'année dernière dans les principaux secteurs à l'exception de celui de la construction, où elle a diminué de plus de 6 % (tableau 1). Si l'activité a été soutenue dans la construction de logements, un net ralentissement a été observé dans les travaux de construction entrepris par les administrations publiques et les secteurs connexes. Comme en 1980, la production industrielle a augmenté d'environ 4 % en 1981, et des taux d'expansion ont été également du même ordre que l'année précédente dans les principaux sous-secteurs (biens de consommation, matières premières et biens d'équipement). Si l'accroissement de la production industrielle a été nettement inférieur au taux tendanciel de 7 $\frac{1}{2}$  % observé pendant les années 70, il n'en a pas moins été considérable compte tenu de la conjoncture économique mondiale et des pénuries périodiques d'énergie électrique<sup>15</sup> et de certains produits qui ont perturbé la production dans certains secteurs en 1981. La production agricole n'a que légèrement progressé (de 1 $\frac{1}{2}$  %), en raison de facteurs structurels (qui nuisent aux rendements) et de conditions climatiques défavorables. La faiblesse de la demande intérieure a eu une incidence négative sur l'expansion de la production dans le secteur des services et, notamment, dans le domaine des échanges intérieurs qui sont demeurés stationnaires.

### *Emploi et chômage*

Le ralentissement de la croissance de la production s'est accompagné d'une décélération proportionnellement plus faible de la progression de l'emploi, celui-ci ayant augmenté de 3 % en 1981, après avoir progressé d'environ 4 % en moyenne pendant les années 70. Cette expansion relativement rapide de l'emploi s'explique par le délai normal de réaction aux variations de la production et par le fait que les licenciements sont réglementés par la loi, ce qui, dans un système d'entreprises autogérées, freine les licenciements. En période de tassement de l'activité économique, les entreprises maintiennent le niveau de l'emploi au détriment, surtout, des bénéficiaires et elles réduisent le taux d'embauche. Toutefois, la faculté donnée à chacune d'elles d'arrêter l'embauche est limitée. Du fait de l'importance des problèmes de chômage, la collectivité exerce une forte pression sur les entreprises pour qu'elles accroissent l'emploi — en particulier de personnel qualifié — qui bénéficie du soutien de l'administration fédérale, des administrations des Républiques et des collectivités locales.

Malgré la politique suivie par les autorités, qui encourage l'emploi dans le secteur privé non agricole, le taux d'accroissement de ce dernier est tombé en 1981 au-dessous de celui de l'emploi total. Dans le secteur socialisé, sous l'effet des restrictions budgétaires, la progression de l'emploi a une fois encore été plus forte pour les activités économiques que pour les activités non économiques. Après s'être sensiblement ralentie en 1980, sa progression dans les industries manufacturières et les industries extractives s'est accélérée pour atteindre le taux de 3 $\frac{1}{2}$  % qui, pour être légèrement inférieur à la moyenne des années 70, n'en

13. Les variations annuelles considérables accusées par la valeur de l'écart statistique reflètent les difficultés que présente l'estimation de la part de la formation de stocks et de la balance extérieure réelle dans la croissance du PIB.

14. Sur la base du SCN, le PIB aux prix du marché a augmenté d'un peu moins de  $\frac{1}{2}$  %.

15. Des pénuries d'énergie électrique, dues en grande partie à l'insuffisance des pluies, ont été observées pendant l'hiver 1981-1982.

Tableau 3. **Emploi**  
Pourcentages de variation

	1980 En milliers	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Population totale	22 227	1.0	1.0	0.9	0.8	0.3	0.8 <sup>1</sup>
Population active totale <sup>2</sup>	9 424	0.6	0.4	0.5	0.4	0.6	0.2 <sup>1</sup>
Emploi total (à l'exclusion du secteur agricole privé)	5 798	3.5	4.5	4.6	4.3	3.2	2.9
Secteur privé	117	1.1	4.3	7.3	5.8	7.3	2.6
Secteur socialisé	5 681	3.5	4.5	4.5	4.3	3.2	2.9
Activités économiques	4 706	3.3	4.4	4.3	4.5	3.3	2.9
Agriculture	191	1.1	0.0	2.8	2.7	1.6	4.7
Industries et mines	2 162	3.0	4.3	3.5	3.9	2.8	3.7
Construction	622	4.4	6.2	6.8	6.2	3.3	-0.1
Autres	1 734	3.6	4.6	4.8	4.8	3.9	2.8
Activités non économiques	975	4.9	4.8	5.4	3.2	2.7	2.6
Enseignement	402	3.7	2.4	2.9	2.1	1.8	1.8
Santé	313	5.8	4.7	7.2	5.6	4.0	4.1
Administrations publiques	261	6.6	9.0	7.0	2.4	2.4	2.0
Offres d'emploi	78	10.2	18.9	14.3	11.1	-2.5	-1.7
Taux de chômage recensé <sup>3</sup>	785	(6.9)	(7.6)	(7.9)	(8.2)	(8.4)	8.6

1. Estimations préliminaires.

2. Y compris les travailleurs yougoslaves employés à l'étranger et dans le secteur agricole privé. Ceux-ci étaient évalués par les autorités à environ 800 000, dans le premier cas, à la fin de 1981 et à environ 3½ millions, dans le second cas, au milieu des années 70.

3. En pourcentage de la population active.

Source : Indeks, Bulletin statistique mensuel de l'Office fédéral de statistique.

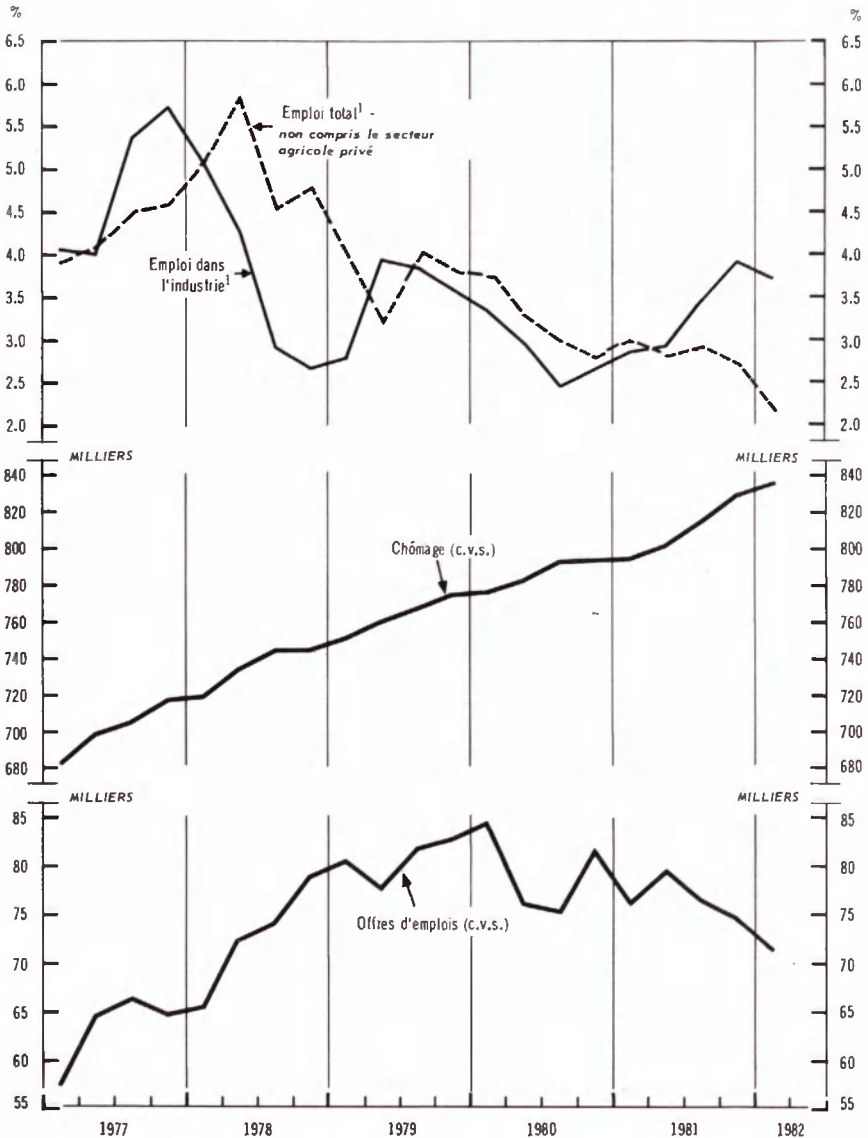
demeure pas moins assez élevé si l'on considère que le taux de croissance de la production s'est maintenu à 4 %. Cette évolution tient peut-être à la reprise qui a été observée dans certains secteurs des industries extractives et manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, tels que la construction mécanique, le matériel de transport et la construction navale. L'emploi a progressé à un taux très supérieur à la moyenne (4 %) dans le secteur du tourisme et de la restauration, et à un rythme rapide également (4½ %) dans le secteur agricole socialisé, ce qui est en accord avec les efforts déployés par les autorités pour développer la production agricole. Le secteur de la construction n'a enregistré qu'une légère contraction de l'emploi malgré le net recul de sa production. Le faible taux de croissance des dépenses des administrations publiques et des communautés d'intérêt autogérées responsables des services sociaux (qui va dans le sens de la politique de stabilisation) a aussi affecté l'emploi dans l'enseignement où il n'a progressé que modérément pour la deuxième année de suite.

Malgré l'accélération de la croissance de l'emploi et l'arrêt qu'a probablement marqué le net mouvement de retour des travailleurs expatriés, le nombre de chômeurs recensés a continué d'augmenter pour atteindre, en 1981, le chiffre de 808 000, soit une hausse de 3 % par rapport à l'année précédente. Etant donné, toutefois, que parmi les demandeurs d'emploi, figurent des personnes qui ont déjà un travail mais qui cherchent à en changer, le nombre effectif des chômeurs est légèrement inférieur (d'environ 20 %, probablement) au chiffre ci-dessus. En revanche, l'exode rural serait plus important qu'il ne paraît s'il n'était freiné par l'effet de découragement que provoque la situation du marché du travail; ce facteur de ralentissement de la montée du chômage a peut-être joué un rôle



important en 1981. Le chômage des femmes a continué de progresser à un rythme supérieur à la moyenne, sa part dans le chômage total ayant atteint 59 % en 1981, alors qu'elle n'était que de 50 % en 1977. Les taux de chômage de l'ensemble des cadres et de la main-d'œuvre qualifiée se sont élevés respectivement à 46 et 40 %; le nombre des demandeurs d'emploi a considérablement augmenté même parmi les personnes ayant fait des études supérieures. Le taux de chômage des jeunes a continué de progresser plus rapidement que celui des autres groupes d'âge de sorte qu'un peu plus de la moitié des chômeurs étaient, l'année

Graphique 3. Évolution du marché du travail



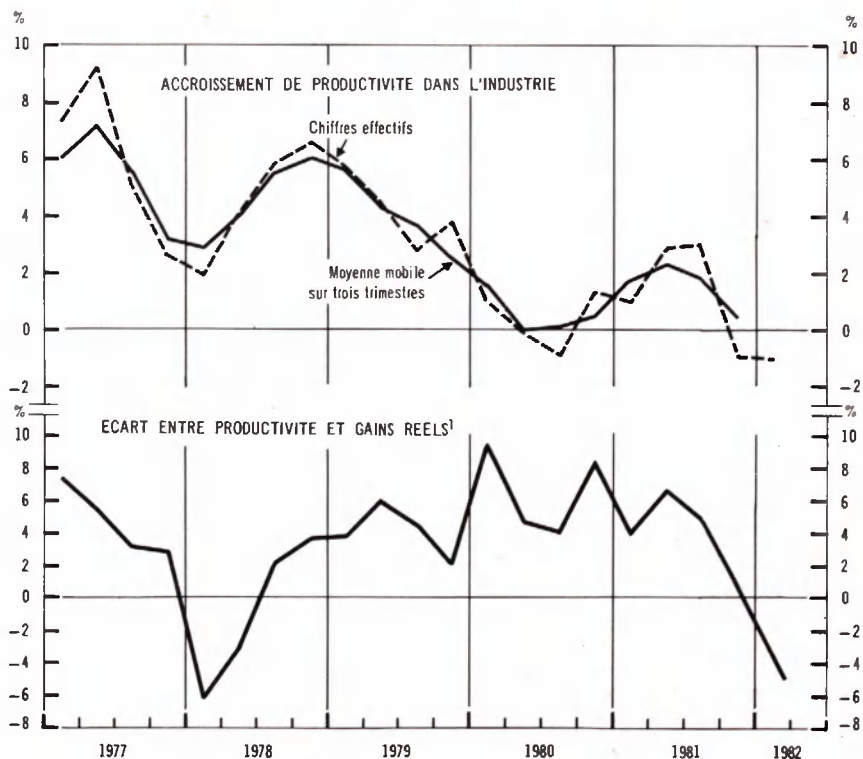
1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

dernière, âgés de moins de 25 ans. La dégradation de la situation du marché du travail en 1981 a été plus marquée que ne le donnent à penser les chiffres annuels. Du début à la fin de l'année 1981, la croissance de l'emploi n'a été que d'environ 2½ % et le chômage a augmenté de plus de 4½ %.

La progression relativement rapide de l'emploi en période de faiblesse de la demande a eu pour contrepartie un fléchissement de la productivité (compte non tenu du secteur agricole privé), celle-ci ayant diminué de 1 % en 1980 et de 1½ % en 1981, alors qu'on avait enregistré en moyenne des gains de 2½ % pendant les années 70. La productivité a baissé de façon sensible dans la construction (de 3 % en 1980 et de 7 % en 1981) et dans le commerce intérieur (3 % environ pour chacune de ces deux années). Elle a, par contre, continué d'augmenter dans l'industrie, tant en 1980 qu'en 1981, à un taux voisin de ¾ %, chiffre nettement inférieur, cependant, à la moyenne annuelle des années 70, soit 3½ %. Si la médiocrité des résultats ainsi obtenus en matière de productivité est en grande partie un phénomène conjoncturel, la diminution du taux tendanciel de croissance de la productivité dans l'industrie, celui-ci étant revenu depuis le milieu des années 70 à un niveau voisin de 3 % alors qu'il avait été de 3½ % au cours des cinq années précédentes, constitue une évolution assez peu satisfaisante pour un pays en voie d'industrialisation.

Graphique 4. Évolution de la productivité  
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente



1. Un taux d'accroissement positif correspond à une progression de la productivité supérieure à celle des gains. Les données se rapportent à l'industrie.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

## Coûts et prix

Après s'être maintenu en moyenne aux alentours de 13 % pendant trois ans, le taux d'inflation a augmenté entre la fin de 1978 et le début de 1981, époque à laquelle le glissement des prix de détail sur douze mois a culminé à plus de 50 %. Sur l'ensemble de l'année 1981, les prix de détail ont monté de 46 %, taux supérieur de moitié environ à celui qui avait été enregistré en 1980. L'accélération de l'inflation sur un an a été généralisée, la hausse des prix de détail des produits industriels atteignant notamment 50 %. Les prix à la production ont augmenté beaucoup plus vite dans l'agriculture que dans les autres secteurs sous l'effet, en partie, des efforts déployés par les autorités pour stimuler la production agricole. Toutefois, cette augmentation ne s'est pas totalement répercutée sur les prix de détail car elle a porté, pour une large part, sur les produits agricoles employés dans l'industrie et les prix de certaines denrées alimentaires ont été sévèrement réglementés. Comme au cours des trois années précédentes, la hausse des prix de détail a été nettement inférieure à la moyenne dans la plupart des activités de services (29 %). Cela tient au fait que le poids des coûts de main-d'œuvre dans le secteur des services est considérable et que, en 1981, ces coûts ont continué d'augmenter beaucoup moins fortement que les prix de détail, surtout dans le cas des activités non économiques. La modération relative qui a marqué l'évolution des prix réglementés a joué aussi un rôle à cet égard. Après le resserrement du contrôle des prix en juin 1981, la hausse annuelle des prix de détail est tombée d'un taux d'environ 55 % au premier semestre à 25 % au second semestre et s'est donc établie à 39 % pour l'ensemble de l'année.

L'évolution générale des prix en 1981, avec, notamment, l'irrégularité de leur progression au cours de l'année, a été fortement influencée par les conséquences des développements observés en 1980 et par des changements de politique. Tout d'abord, la levée en octobre 1980<sup>16</sup> du contrôle des prix de certains

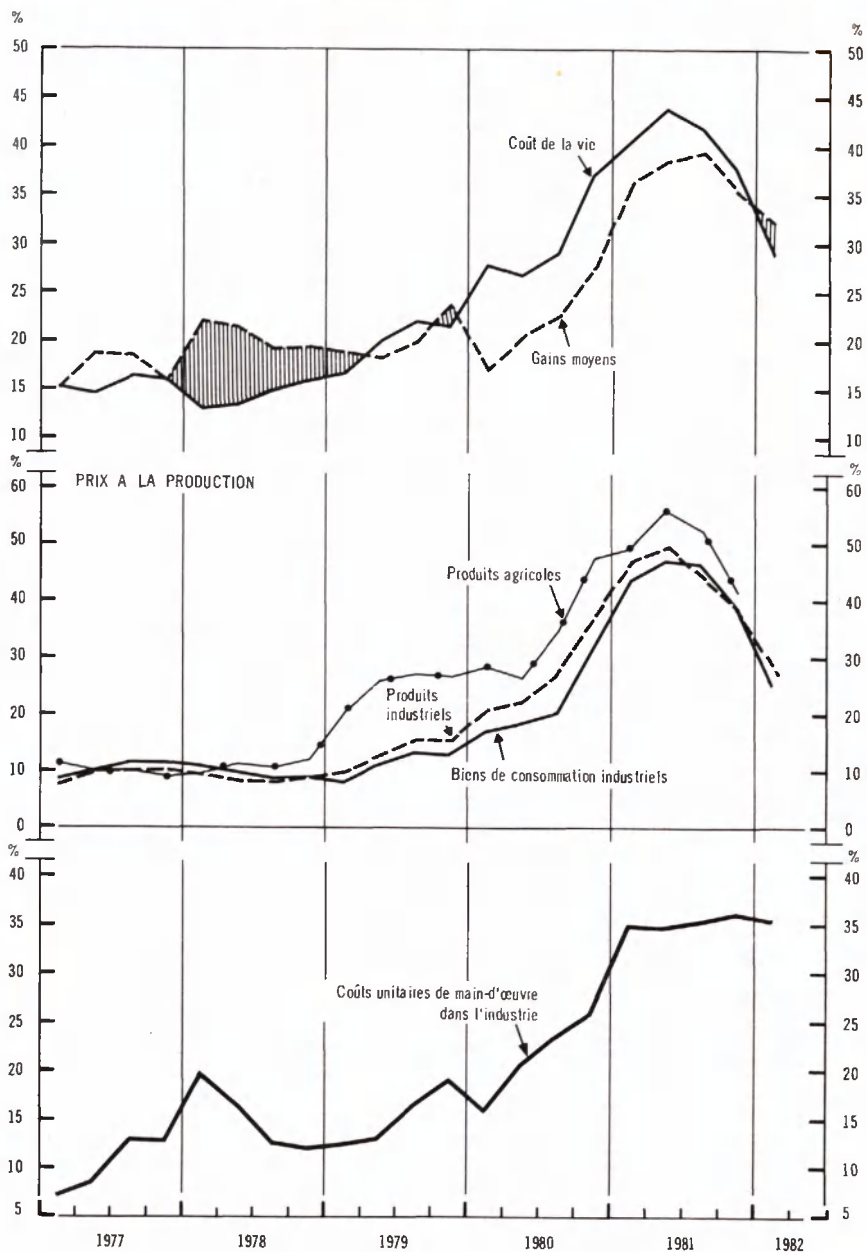
Tableau 4. Evolution des prix  
Pourcentages de variation

	1978	1979	1980	1981	Déc. 80	Déc. 81	Mars 82
					Déc. 79	Déc. 80	Mars 81
Prix à la production							
Produits industriels, total	8.3	13.2	27.3	44.6	39.8	37.4	24.9
Biens d'équipement	5.3	6.1	12.3	24.6	22.0	18.7	13.1
Produits intermédiaires	7.9	16.1	34.3	48.1	46.2	40.8	27.9
Biens de consommation	9.7	11.1	21.1	44.2	33.3	36.3	22.4
Produits agricoles	10.0	25.6	35.6	51.5	43.7	38.5	
Prix de détail, indice global	13.4	21.9	30.4	46.0	39.3	39.3	27.0
Produits agricoles	15.3	20.4	34.1	39.2	41.0	36.0	38.0
Produits industriels	13.3	22.9	31.6	49.4	42.2	41.5	26.6
Services	13.9	21.7	22.7	29.2	23.9	27.0	20.4
Coût de la vie, indice global	14.3	20.4	30.3	40.7	38.1	36.2	28.4
Biens	14.2	20.4	31.8	42.9	39.3	37.8	29.8
dont :							
Alimentation	15.2	18.3	31.5	42.9	39.3	38.0	33.4
Biens de consommation durables	17.6	22.1	29.4	52.1	35.3	49.4	30.6
Services	14.5	20.5	20.5	27.1	21.1	25.5	19.1
Prix à l'exportation <sup>1</sup>	9	15	19	9			
Prix à l'importation <sup>1</sup>	5	19	20	10			

1. En dollars des Etats-Unis. Ces pourcentages de variation sont assortis d'une marge d'erreur importante (surtout pour 1980 et 1981).  
Sources : Indeks, Bulletin statistique mensuel de l'Office fédéral de statistique et chiffres communiqués directement à l'OCDE.

16. On trouvera des indications détaillées à ce sujet dans l'Etude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de mai 1981, pages 41 et 42.

**Graphique 5. Prix**  
 Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente



Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

produits et la décision de transférer des organismes fédéraux à des « communautés » spécialisées établies au niveau des Républiques, la responsabilité de la fixation et du contrôle des prix d'un nombre important d'articles ont favorisé l'apparition de tendances spéculatives qui se sont conjuguées<sup>17</sup> aux incertitudes entourant les objectifs et les mécanismes prévus en matière de prix pour 1981 pour entraîner des relèvements de prix par anticipation au début de l'année. En second lieu, le taux de l'impôt sur les ventes a été majoré de trois points au début de l'année alors que les subventions n'ont été que relativement peu augmentées. L'évolution du poids net de la fiscalité indirecte a contribué en 1981 pour environ 5 points à la progression de l'indice de prix implicite à la consommation privée, son incidence ayant surtout été sensible au premier semestre. Enfin, il est apparu évident dès le milieu de l'année que, en l'absence de nouvelles mesures, la hausse des prix de détail serait nettement supérieure au taux de 32 % qui avait été fixé comme objectif (en mars 1981) pour 1981. En conséquence, à la mi-juin, les autorités ont renforcé le contrôle des prix et décidé que, pendant les six derniers mois de l'année, les prix de détail des biens et des services ne devraient pas progresser de plus de 7 et 5 %, respectivement. La fermeté dont ont fait preuve les pouvoirs publics et la prise de conscience, par le secteur des entreprises, des risques inhérents à une forte inflation ont contribué à un net ralentissement de la hausse des prix au second semestre de sorte que les objectifs fixés n'ont été que légèrement dépassés.

Les prix à l'importation<sup>18</sup> ont, eux aussi, contribué à renforcer les tendances inflationnistes. En raison, surtout, de la dévaluation du dinar intervenue au milieu de l'année 1980<sup>19</sup>, la hausse des prix à l'importation en dinars a été supérieure à 50 % au second semestre de 1980, ce qui a eu une incidence considérable sur l'évolution des prix au premier semestre de 1981. Par suite d'un ralentissement général de l'inflation dans le monde et de la diminution de la dépréciation « effective » du dinar, la hausse des prix à l'importation en dinars a été en décélération

Tableau 5. Facteurs de la hausse de l'indice implicite des prix à la consommation privée

	1979	1980	1981
	Points de pourcentage		
Coûts salariaux unitaires	5½	6½	10½
Bénéfices et autres coûts intérieurs	5½	9½	9
Prix agricoles à la production	5½	7	10½
Prix à l'importation <sup>1</sup>	2½	7	6½
Impôts indirects nets	2	1	5
Poste résiduel	—	-½	-½
Indice implicite des prix à la consommation des ménages (pourcentages de variation)	(21½)	(30½)	(41)

1. Incidence directe.  
Source: Estimations de l'OCDE.

17. Les objectifs en matière de prix ont été fixés en mars 1981 et il y a eu également des retards dans la mise en place des « communautés » responsables des prix.

18. Les données relatives aux prix à l'importation étant entachées d'une marge d'erreur importante, les chiffres cités dans l'Etude ne doivent être considérés que comme des ordres de grandeur.

19. La dépréciation du dinar vis-à-vis du dollar des Etats-Unis (en cents E.U. par dinar) a été de 23 % en 1980 en moyenne annuelle et de 35½ % et 27 % en glissement annuel, respectivement en 1980 et 1981. La baisse du taux de change effective au cours de ces deux dernières périodes a été de 28 % et 16½ % respectivement.

pour revenir à un peu plus de 30 % au second semestre de 1981. Sur l'ensemble de l'année 1981, les prix à l'importation (compte tenu des effets indirects résultant de l'alignement de certains prix intérieurs sur les prix mondiaux) ont contribué au total pour environ 8 points à la progression de l'indice implicite des prix à la consommation privée.

La hausse des coûts salariaux unitaires (compte non tenu de l'agriculture) est passée de 21 % en 1980 à environ 35 % l'année dernière sous l'effet des pressions au relèvement des salaires nominaux, après la baisse des salaires réels en 1980, et, dans une moindre mesure, du ralentissement de l'amélioration de la productivité, dans l'industrie en particulier. De fait, les coûts salariaux unitaires dans l'industrie, ont beaucoup plus augmenté qu'en 1980 (tableau 5), ce qui explique aussi la forte accélération de la hausse des prix industriels à la production, notamment dans le secteur des biens de consommation<sup>20</sup>. Dans l'ensemble, la progression de 41 % marquée par l'indice implicite des prix à la consommation privée sur l'ensemble de l'année 1981, peut être imputée pour 11 points environ à l'alourdissement des coûts unitaires de main-d'œuvre.

La part de l'augmentation des bénéfiques et des autres coûts des entreprises dans la hausse de l'indice de prix implicite à la consommation a été en 1981, avec un chiffre de 9 %, un peu moindre que celle des coûts unitaires de main-

Tableau 6. Gains moyens  
Pourcentages de variation

	1981 <sup>1</sup> En milliers de dinars	1977	1978	1979	1980	1981
Gains moyens nets dans le secteur socialisé, ensemble du secteur (En termes réels) <sup>2</sup>	9 846	18.8 (3.3)	20.9 (5.8)	20.4 (0.1)	20.5 (-7.5)	33.6 (-4.7)
Activités économiques, dans leur ensemble	9 675	18.7	20.6	20.7	20.9	35.0
Industrie et secteur minier	9 557	17.7	20.5	20.2	22.3	37.4
Agriculture	9 354	13.1	14.6	18.3	24.4	41.4
Construction	9 239	18.1	20.5	20.0	18.8	31.6
Transports	10 586	18.2	20.8	21.1	20.6	33.9
Commerce	9 334	22.3	21.0	21.9	17.6	30.1
Logement et services d'utilité publique	9 556	19.8	21.6	21.2	19.9	31.3
Services financiers et autres	12 867	19.8	20.8	20.2	16.7	29.3
Activités non économiques dans leur ensemble	10 746	19.6	21.7	19.6	18.9	27.5
Enseignement et activités culturelles	10 950	21.0	22.7	22.0	18.7	27.9
Santé et sécurité sociale	10 199	17.6	22.0	20.9	17.6	28.8
Administrations publiques <sup>3</sup>	11 157	21.0	20.4	15.2	20.8	25.6
Coûts salariaux unitaires dans leur ensemble <sup>4</sup>		14.7	16.1	17.3	21.3	35.0
dont : Industrie		12.6	14.4	15.4	20.7	36.0

1. Milliers de dinars par mois.

2. Corrigés par l'indice du coût de la vie.

3. Y compris les organisations socio-politiques.

4. Non compris l'agriculture et chiffres provisoires pour 1981.

Source : Indeks, Bulletin statistique mensuel de l'Office fédéral de statistique.

20. L'augmentation des gains moyens nets dans les industries productrices de biens de consommation a été supérieure d'environ 4 points au taux observé dans les autres secteurs.

d'œuvre. En donnant pour directive de limiter, en 1981 — pour la deuxième année de suite — l'augmentation de la masse salariale à un taux inférieur à celui de la hausse de la valeur ajoutée, les pouvoirs publics sont restés fidèles à leur politique d'amélioration de la situation financière des entreprises, clé d'une progression plus saine des investissements fondée sur un taux d'autofinancement plus élevé. A court terme, néanmoins, cette politique a tendu à faire monter les prix en 1981 car les sociétés, afin d'accroître leurs marges bénéficiaires, ont relevé leurs prix dans de plus fortes proportions que ne le justifiait l'augmentation des coûts unitaires. Dans les secteurs productifs, les bénéfices (après déduction des impôts, des cotisations et des dépenses liées à certains services sociaux fournis par les entreprises) ont progressé, de nouveau, en 1981, à un rythme plus rapide que la masse salariale (45 % et 38 %, respectivement). Dans l'industrie, les chiffres correspondants ont été de 48 % et 41 %. En 1980, les bénéfices avaient augmenté légèrement plus vite<sup>21</sup>; l'année dernière, les entreprises ont eu des charges supplémentaires : le maintien du niveau de vie des travailleurs en période de diminution des salaires réels nets a entraîné en 1981 une augmentation d'un peu plus de 50 % des dépenses des entreprises au titre de la nourriture et du logement des travailleurs.

### *Commerce extérieur et balance des paiements*

En 1981, la politique économique est demeurée axée en priorité sur la réduction du déficit de la balance des opérations courantes, celui-ci ayant atteint en 1979 un niveau qui ne pouvait durer (3.6 milliards de dollars, soit 5½ % du PIB). Après avoir réussi à le ramener à 2.3 milliards de dollars en 1980, les autorités se sont fixé comme objectif de l'abaisser à 1½ milliard en 1981. En fait, le déficit est tombé, l'année dernière, à un peu moins de ¾ milliard de dollars (moins de 1 % du PIB). Au premier semestre, il se trouvait encore à un niveau beaucoup plus élevé que prévu, mais au second semestre les autorités ont décidé de stimuler davantage les exportations et de freiner les importations, notamment par l'amélioration de la compétitivité (obtenue par le biais d'une dépréciation plus rapide du dinar), par des mesures de contrôle des importations et par l'encouragement des exportations. La contraction de la demande intérieure totale étant venue renforcer les effets de cette action, la balance des opérations courantes a dégagé un léger excédent au second semestre.

Pendant plusieurs années, jusque vers le milieu de 1981, la politique du taux de change a abouti à des variations irrégulières de la valeur nominale et de la valeur effective du dinar. Il est, bien sûr, très difficile de réguler le taux de change étant donné l'incompatibilité des objectifs poursuivis, un niveau de compétitivité satisfaisant et la réduction des effets inflationnistes de la hausse des prix à l'importation. De plus, étant donné l'importance des fluctuations des taux de change des principales devises mondiales, il n'a pas été facile de parvenir à la fois à maintenir la compétitivité des produits nationaux sur les principaux marchés extérieurs et à ne pas alourdir inutilement le coût des importations de pétrole et autres matières premières libellées en dollars. Les variations du taux de change effectif du dinar ont été relativement faibles pendant plus de douze mois après la dévaluation de juin 1980. Etant donné la forte hausse des coûts intérieurs, cette situation s'est traduite par une détérioration de la compétitivité extérieure de plus de 20 %, qui a eu des effets défavorables sur la balance courante.

21. La croissance des bénéfices avait été en 1980 d'un peu plus de 50 % et celle de la masse salariale de 27 %.

Tableau 7. **Balance des paiements**  
En millions de dollars des Etats-Unis

	1976	1977	1978	1979	1980	1981 <sup>1</sup>
Balance commerciale	-2 489	-4 380	-4 317	-7 225	-6 086	-4 828
Importations, caf	7 367	9 634	9 988	14 019	15 064	15 757
Exportations, fob	4 878	5 254	5 671	6 794	8 978	10 929
Services et transferts, net	2 654	2 798	3 061	3 564	3 795	4 078
Recettes	4 404	4 820	5 775	7 732	9 322	11 467
Envois de fonds des travailleurs expatriés et des émigrants	1 884	2 097	2 921	3 393	4 050	5 100
Tourisme	802	841	1 050	1 183	1 645	1 990
Transports	908	1 071	1 150	1 405	1 669	1 924
Intérêts	90	123	155	188	197	397
Divers	720	688	499	1 563	1 761	2 056
Dépenses	1 750	2 022	2 714	4 168	5 527	7 389
Envois de fonds des travailleurs expatriés et des émigrants	469	670	1 176	1 683	2 511	3 058
Tourisme	77	90	120	155	130	
Transports	479	503	565	674	837	925
Intérêts	369	381	455	821	1 281	2 107
Divers	356	378	398	835	768	
Balance des opérations courantes	165	-1 582	-1 256	-3 661	-2 291	-750
Mouvements de capitaux à long terme	1 093	1 402	1 350	1 084	1 923	
Mouvements de capitaux à court terme (y compris les comptes bilatéraux et les erreurs et omissions)	-243	67	-108	853 <sup>2</sup>	298	
Financements exceptionnels	50	75	350	250	250	
Variation des réserves (nette)	1 065	-38	336	-1 474	180	
dont :						
Devises	1 203	51	257	-1 188	523	
Tirage sur le crédit du FMI	189	-112	-74	286	343	

1. Données préliminaires.

2. Dont 665 millions de dollars au titre des comptes bilatéraux.

Sources : Banque nationale de Yougoslavie et chiffres communiqués directement à l'OCDE.

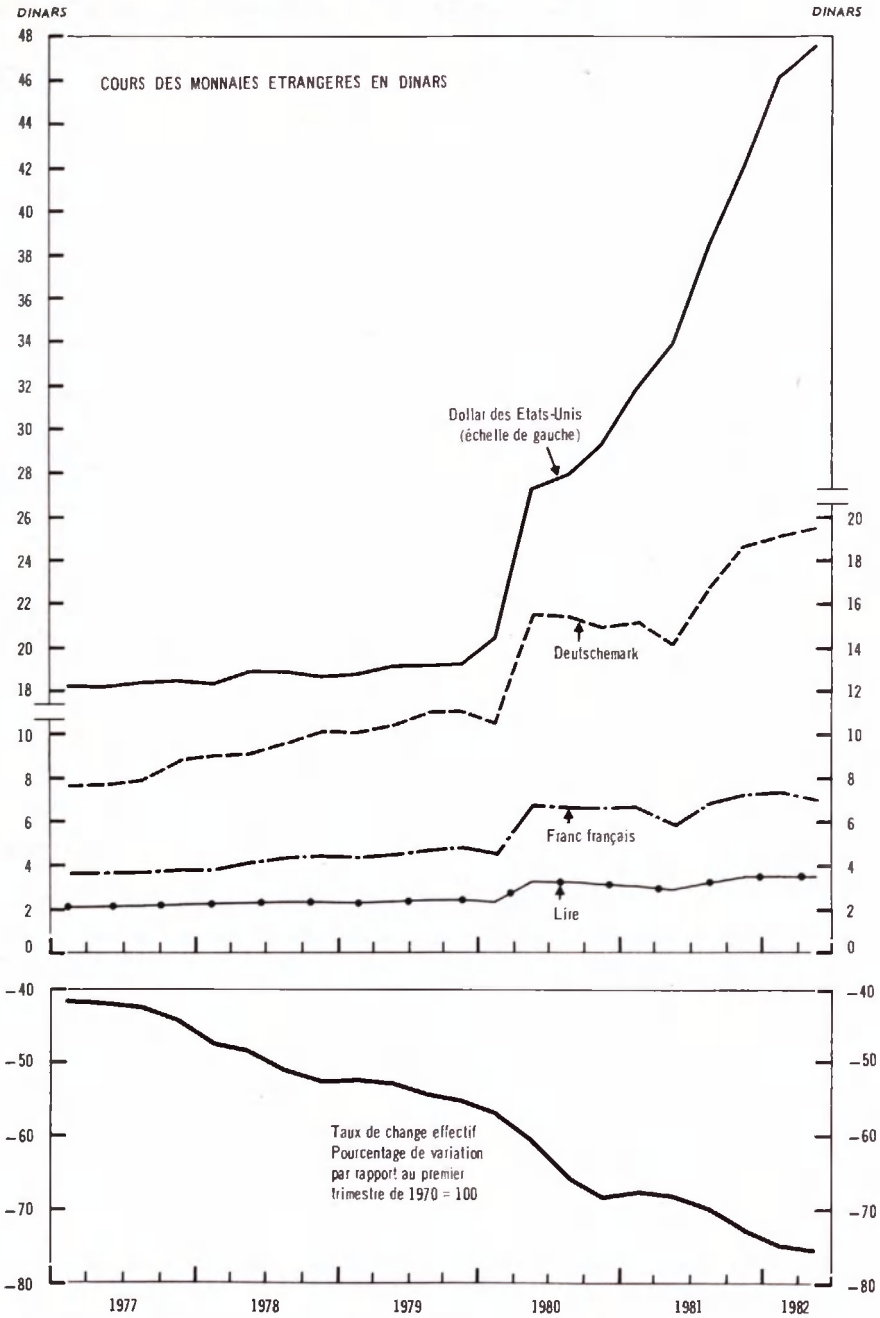
La politique de change a changé de cap en août 1981, la valeur du dinar diminuant régulièrement depuis lors, ce qui a permis de compenser en partie la perte de compétitivité enregistrée précédemment. Du milieu à la fin de 1981, le dinar s'est déprécié de 18 % en termes effectifs et de 15 % par rapport au dollar des Etats-Unis, de sorte que sur l'ensemble de l'année, la baisse a été de 17 et 27 % respectivement. Toutefois, cette dépréciation n'a pas assuré l'équilibre du marché des changes et la demande de devises est demeurée forte. Aussi, ces dernières ont-elles parfois été attribuées en vertu de dispositions administratives, de contrats spéciaux conclus entre un certain nombre d'entreprises et d'autres critères ne favorisant pas une utilisation rationnelle des ressources limitées du pays, en devises.

Comme il a été indiqué dans l'Etude précédente<sup>22</sup>, la vigueur de la demande intérieure avait provoqué, pendant la seconde moitié des années 70, une concentration des ressources sur le marché national qui s'était traduite par une détérioration notable de la situation foncière de la balance des paiements. Inversement, au

22. Etude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie, mai 1981, pages 24 à 28.



Graphique 6. Taux de change



Sources : Banque Nationale de Yougoslavie et estimations de l'OCDE.

Tableau 8. Commerce extérieur<sup>1</sup>  
Pourcentages de variation

	1977	1978	1979	1980	1981 <sup>2</sup>
<i>Echanges en volume</i> <sup>3</sup>					
Exportations	-4½	-½	-½	10½	11
Importations	14½	-1	8	-10	-5
<i>Indices implicites des prix</i> <sup>4</sup>					
Exportations	12½	8½	20½	19½	9½
Importations	14½	4½	30	19	10
Termes de l'échange	-1½	3½	-7½	½	½
<i>Echanges en valeurs par zones (en dollars)</i>					
Exportations, total	7½	8	19½	32	21½
Pays de l'OCDE	3	3½	36	12½	4½
<i>dont</i> : CEE	5½	-7½	49½	14½	11½
Allemagne	-8½	21	56½	5½	11½
Etats-Unis	-16	25	½	5½	-1½
Pays à économie planifiée	4	13½	12½	51½	30½
<i>dont</i> : URSS	-½	-9½	36½	77½	46½
Pays en voie de développement	30½	4½	2½	38½	36½
Importations, total	30½	3½	40½	7½	4½
Pays de l'OCDE	35½	2½	51	-6½	5½
<i>dont</i> : CEE	32½	½	49	-10	5½
Allemagne	27½	14½	60½	-13½	-2½
Etats-Unis	47½	12½	72½	-4½	-5½
Pays à économie planifiée	24½	7½	18½	27½	9
<i>dont</i> : URSS	29½	5½	30½	50½	10
Pays en voie de développement	26	½	44	33½	-6½
<i>Echanges en valeur par groupes de produits (en dollars)</i>					
Exportations :					
Matières premières et produits intermédiaires	3	5½	29	29	14½
Biens d'équipement	30½	4½	2	19½	25½
Biens de consommation	3	14½	16½	45	31½
Importations :					
Matières premières et produits intermédiaires	27½	5½	41½	26½	6
Biens d'équipement	38½	5½	39½	-19½	0
Biens de consommation	32½	-9	37½	-43	3½

1. Les données relatives aux échanges en volume et aux prix sont assorties d'une importante marge d'erreur, surtout en 1980 et 1981.

2. Chiffres provisoires.

3. Prix de 1980.

4. En dollars des Etats-Unis.

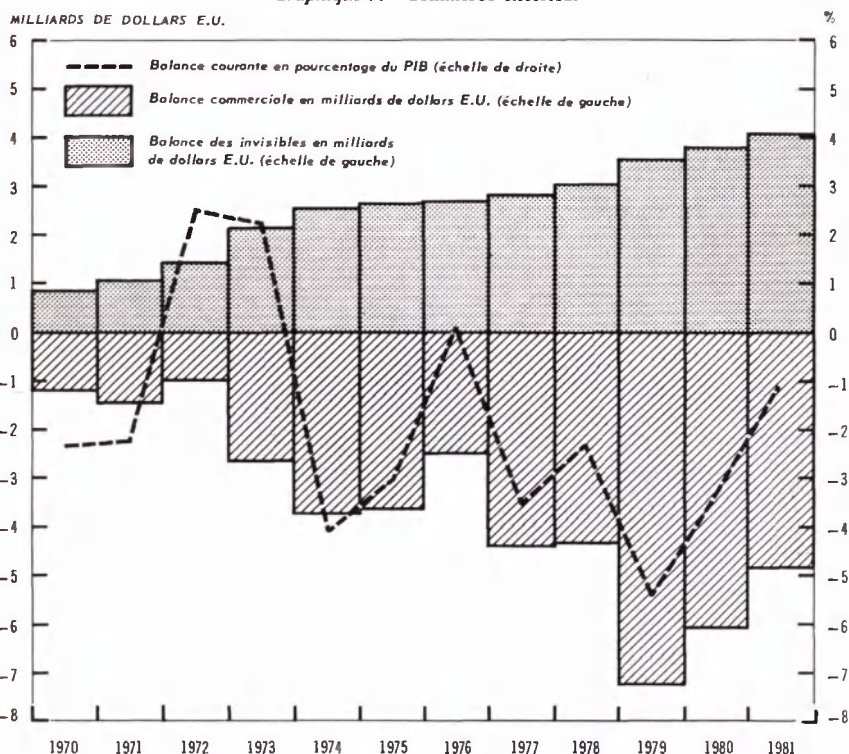
Source : Statisticki Godisnjak, 1981. Indeks.

cours des deux dernières années, la faiblesse de la demande intérieure, résultant en grande partie de l'action des pouvoirs publics, a favorisé la croissance des exportations. Ces dernières ont bénéficié également de conditions de crédit avantageuses, d'incitations fiscales et d'une politique du taux de change plus active. D'autres mesures ont également joué dans le même sens : les diverses communautés chargées des relations économiques extérieures (dans les Républiques et les provinces) ont, en particulier, été vivement incitées à atteindre les projections relatives aux exportations. Dans certains cas (surtout avant que ne s'amorce la dépréciation rapide et continue du dinar) les exportations ont apparemment été effectuées à perte malgré les avantages qu'assure aux détenteurs de devises un marché étroit. Sous l'effet de ces divers facteurs, les exportations de marchandises ont de nouveau progressé en volume de 10 % en 1981, les ventes à l'étranger de biens de consommation, de matières premières et de produits intermédiaires ayant enregistré le taux de croissance le plus élevé (20 %), tandis que celles

de machines et d'équipements n'augmentaient que modérément par suite du recul de l'investissement dans la plupart des pays<sup>23</sup>.

Les exportations en valeur (dollars des Etats-Unis) ont augmenté de 21 % mais avec d'importantes différences suivant les zones de destination. Les ventes aux pays de l'OCDE ont progressé de 4½ %, ce qui implique probablement qu'elles ont légèrement diminué en volume. Cette évolution peu satisfaisante des exportations à destination de la zone de l'OCDE est imputable, notamment, à la faiblesse de la demande, à une perte de compétitivité et à des obstacles aux importations. Comme au cours des deux années précédentes, les ventes aux pays de la CEE ont augmenté plus rapidement que les exportations vers les autres pays de l'OCDE. Du fait, essentiellement, de l'alourdissement de sa facture pétrolière, la Yougoslavie avait accusé en 1979 et 1980 un déficit important (1 milliard de dollars pour l'ensemble de ces deux années) avec les pays à économie planifiée et les pays en développement avec lesquels elle commerce sur la base d'accords bilatéraux. Afin de rétablir l'équilibre des comptes des échanges fondés sur la compensation, elle a accru ses exportations vers les pays à économie planifiée et vers certains pays producteurs de pétrole dans une proportion très supérieure à la moyenne (36½ % et 30 % respectivement), ce qui indique un net accroissement en volume. Nombre de ces pays constituent des marchés moins élaborés que ceux

Graphique 7. Commerce extérieur



Sources : Banque Nationale de Yougoslavie et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

23. Comme on l'a déjà indiqué, les données relatives au commerce extérieur, tant en volume qu'en valeur unitaire, ne sont pas très fiables. La conversion en dollars des chiffres à prix courant des échanges avec les zones à monnaies non convertibles pose elle-même des problèmes statistiques difficiles.

des pays de l'OCDE; la demande de produits étrangers y est souvent forte et moins axée sur la qualité, ce qui a favorisé l'essor des exportations yougoslaves. En 1981, les ventes à l'URSS ont progressé de près de 50 % et celles à destination de certains pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique d'environ 90 %.

Les importations de marchandises ont diminué de 5 % en volume l'année dernière sous l'effet des mesures de contrôle, de la pénurie de devises et du tassement de la demande intérieure. La baisse a été particulièrement sensible (16 % en volume) dans le secteur des machines et outillages par suite, essentiellement, du fléchissement des investissements en capital fixe. Les importations de biens de consommation ont, elles aussi, accusé un net recul (10 %) dû à la baisse de la consommation des ménages et à la limitation, par voie réglementaire, des achats de certains produits. En revanche, les importations de matières premières et de produits intermédiaires n'ont que légèrement diminué en volume (2 %); leur contraction, jointe à la réduction plus marquée des achats de biens intermédiaires en 1980 (16 %), explique certaines pénuries ayant affecté la production industrielle. En valeur (exprimée en dollars des Etats-Unis), les importations ont augmenté l'an dernier de 4½ %. On a observé de 1980 à 1981 un ralentissement considérable des achats de pétrole, leur taux de progression étant tombé de 62 % à 4½ % sous l'effet d'une diminution en volume de 15 % et d'une hausse des prix de 22 %. Pour ce qui concerne la ventilation par zones et toujours en valeur (dollars des Etats-Unis), ce sont les importations en provenance des pays à économie planifiée qui ont augmenté le plus vite suivies par les achats effectués dans la zone de l'OCDE, alors que les importations en provenance des pays en voie de développement ont sensiblement diminué l'année dernière. Cette divergence d'évolution s'explique, en grande partie, par une diminution des achats de pétrole à l'Irak<sup>24</sup> et, dans une moindre mesure, par le freinage des importations de café.

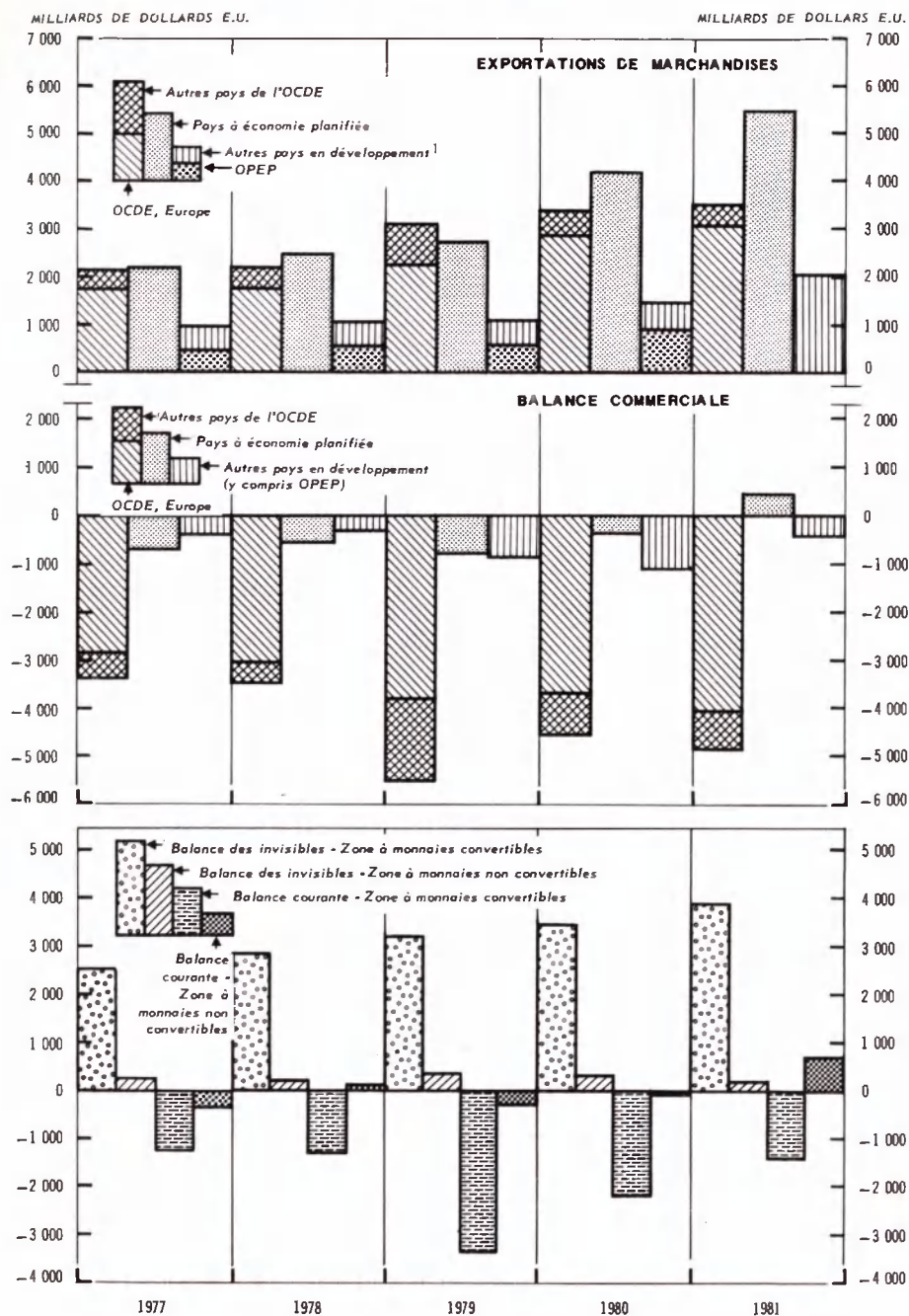
Le déficit commercial total a diminué, en 1981, de 1½ milliard de dollars pour s'établir à 4¾ milliards de dollars. Vis-à-vis des pays à monnaie convertible, la baisse a été relativement peu importante (moins de ½ milliard), le solde négatif revenant à 5½ milliards en 1981, après avoir culminé à 6½ milliards en 1979. Le déficit avec la zone de l'OCDE a augmenté légèrement pour s'élever à 4¾ milliards. Toutefois, le solde des échanges avec les pays auxquels la Yougoslavie commerce sur la base d'accords de compensation s'est amélioré de 1 milliard de dollars (un déficit de ½ milliard en 1980 ayant fait place à un excédent du même montant l'année dernière). Le redressement de la balance commerciale « hors pétrole » explique entièrement, et même plus, la réduction du déficit commercial total puisque le déficit non pétrolier s'est établi en 1981 à 1½ milliard de dollars, chiffre égal à la moitié environ et à moins d'un tiers, respectivement, à ceux de 1980 et de 1979<sup>25</sup>. Le déficit pétrolier a continué de s'accroître légèrement

24. En 1980, les importations de pétrole brut en provenance d'Irak représentaient, en valeur, environ 30 % de l'ensemble des achats de pétrole. En 1981, leur part n'a plus été que de 13 %. Cette diminution n'a été compensée que dans une faible mesure par les importations en provenance d'autres pays de l'OPEP.

25.

	1973	1974-77 Moyenne	1978	1979	1980	1981
	En milliards de dollars					
Déficit commercial						
Total	1.7	3.6	4.3	7.2	6.1	4.8
Pétrole	0.3	0.9	1.1	1.9	3.1	3.2
Produits autres que le pétrole	1.4	2.7	3.2	5.3	3.0	1.6

Graphique 8. Ventilation des échanges par zones



1. Y compris l'OPEP en 1981.

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série B et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

l'année dernière pour représenter près des deux tiers du déficit commercial global alors qu'il en avait constitué environ un quart de 1974 à 1979 et moins d'un cinquième avant le premier choc pétrolier de 1973.

En s'établissant à 4 milliards de dollars, l'excédent des opérations invisibles a enregistré en 1981 une nouvelle et légère hausse qu'explique amplement la progression du solde créditeur des échanges avec les pays à monnaie convertible ( $\frac{1}{3}$  milliard)<sup>26</sup>. Les principales catégories de recettes invisibles ont fortement augmenté l'année dernière (tableau 6). Grâce à l'accroissement du nombre des touristes (celui des nuitées est supérieur de  $7\frac{1}{2}$  % à celui de 1980), les recettes brutes du tourisme ont continué de se gonfler à un rythme rapide (21 %). La dépréciation du dinar et l'achèvement des travaux de réparation des dégâts causés par le tremblement de terre survenu en 1979 dans le Montenegro ont eu, également, une incidence favorable. Le ralentissement de la progression des recettes tirées des transports a été dû à la médiocrité de la conjoncture mondiale dans le secteur des transports maritimes, surtout au second semestre de 1981. Le montant brut des envois de fonds des ménages (Yougoslaves vivant à l'étranger, principalement) a notablement augmenté en 1981 (de 26 %), ce qui témoigne peut-être de l'attrait croissant pour les Yougoslaves de la détention d'avoirs en devises dans les banques nationales<sup>27</sup>. Si les sorties correspondantes de capitaux ont aussi progressé rapidement (de 22 %), elles ne constituent pas, à proprement parler, des envois de fonds des ménages, mais des transferts à l'étranger<sup>28</sup> effectués en grande partie pour payer des importations, des voyages et autres dépenses courantes. Le niveau élevé des taux d'intérêt et le gonflement de la dette extérieure ont entraîné une nouvelle et vive augmentation des paiements d'intérêts (2.1 milliards de dollars, soit 65 % de plus qu'en 1980), ceux-ci étant effectués presque exclusivement en monnaies convertibles.

Grâce à la réduction du déficit de la balance des opérations courantes, le montant net des opérations de financement compensatoire a diminué en 1981 tandis que les réserves officielles nettes se sont accrues dans le même temps pour atteindre près de  $1\frac{1}{3}$  milliard de dollars. Toutefois, une part plus importante de la dette étant venue à échéance l'année dernière, les emprunts bruts sont demeurés élevés en 1981 ( $3\frac{3}{4}$  milliards de dollars environ) bien qu'en diminution par rapport au « sommet » atteint l'année précédente. Le montant net des crédits-fournisseurs a moins augmenté qu'en 1980, en raison surtout de la diminution des importations de matériel. En termes nets, également les crédits à long terme, tous libellés en devises convertibles, ont augmenté d'environ  $1\frac{1}{2}$  milliard de dollars (contre  $2\frac{1}{2}$  milliards en 1980). De ce fait, l'endettement extérieur (crédits à court terme compris) s'élevait, à fin 1981, à 20 milliards de dollars (ayant ainsi doublé en quatre ans), dont imputable pour  $18\frac{1}{2}$  milliards de dettes libellées en monnaies

26.

	1978	1979	1980	1981
	En milliards de dollars			
Excédent des opérations invisibles				
Total	3.1	3.6	3.8	4.1
Pays à monnaie convertible	2.9	3.2	3.5	3.9
Pays signataires d'accords de compensation	0.2	0.4	0.3	0.2

27. Dans ce poste sont peut-être prises en compte d'autres entrées de capitaux enregistrées dans la balance courante qui ne correspondent pas à des envois de fonds d'émigrants au sens propre du terme.

28. Les Yougoslaves sont autorisés, lorsqu'ils déposent des devises auprès des banques, à se faire ouvrir un compte en devises à l'aide duquel ils peuvent effectuer des transferts à l'étranger sans limitation de somme.

convertibles. Compte non tenu du crédit octroyé par le FMI, la dette en devises convertibles à moyen et long terme était de 15 $\frac{1}{2}$  milliards. Les versements d'intérêts se sont montés, l'année dernière, à un peu plus de 2 milliards de dollars et le service de la dette à un peu moins de 4 milliards de dollars, soit respectivement, 9 $\frac{1}{2}$  % et 17 $\frac{1}{2}$  % du total des recettes extérieures courantes<sup>29</sup>.

## II. POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Au cours de la période d'après-guerre, les institutions, les politiques économiques et les moyens d'action ont constamment évolué, en particulier sous l'influence d'un processus de décentralisation lié à l'importance grandissante des Républiques et des Provinces qui s'est traduit par un transfert de pouvoirs en faveur des échelons inférieurs de l'administration<sup>30</sup>. La décentralisation a fait des progrès importants au cours des années qui ont suivi l'adoption de la Constitution de 1974. Toutefois, à cause des deux chocs pétroliers et de la récession mondiale, il s'est avéré difficile d'atteindre les objectifs prioritaires de l'action économique, à savoir un taux de croissance rapide et soutenu et une réduction des disparités régionales sur le plan des résultats économiques. En conséquence, des déséquilibres considérables ont affecté l'économie durant la seconde moitié des années 70, prenant en particulier la forme d'un important déficit de la balance extérieure courante et d'un taux d'inflation élevé et croissant. Au cours des deux années écoulées, cette double évolution a donné lieu à une réévaluation des objectifs, des politiques et des dispositifs institutionnels. A court terme, priorité a été donnée à la stabilisation aux dépens de la croissance économique. La mise en place des politiques à plus long terme et des changements institutionnels nécessaires est encore à l'étude<sup>31</sup>; la révision du Plan 1981-1985 a été achevée (cf. troisième partie ci-après). Dans la présente section, après avoir analysé les politiques à court terme, on examinera certains problèmes de politique économique à plus long terme.

### *Politique monétaire*

Ces dernières années, la régulation monétaire s'est améliorée, l'accent étant mis sur une maîtrise accrue de l'expansion du crédit<sup>32</sup>. Mais le fonctionnement en a été rendu très complexe par des dispositifs institutionnels et des politiques spécifiques : maintien de taux d'intérêt nominaux faibles en période d'inflation

29. Le service de la dette contractée en devises convertibles a représenté un peu plus de 20 % du montant des exportations de biens et services et des transferts courants nets.

30. Sur la base des définitions de l'OCDE, le secteur des administrations publiques comprend : a) l'administration fédérale, b) les administrations des six Républiques et des deux Provinces autonomes, c) les administrations communales et municipales, d) les communautés d'intérêt autogérées pour le commerce, les pensions de retraite, la sécurité sociale, l'éducation, la santé, la protection sociale, etc., e) les organismes politiques à vocation sociale (notamment les syndicats, les organisations de jeunesse, les associations d'étudiants, etc.). L'ensemble des catégories a), b) et c) sont appelées en Yougoslavie les communautés sociopolitiques (DPZ).

31. Ceux-ci sont examinés dans le cadre du Programme de stabilisation en préparation qui portera surtout sur les problèmes et les politiques à moyen et à long termes.

32. Cet infléchissement opéré depuis 1978 en faveur d'un contrôle direct (*ex ante*) du crédit a réduit le rôle des réserves obligatoires en tant que moyen de régulation des prêts bancaires. Aujourd'hui, le rôle des réserves relève plutôt de la fonction de précaution.

Tableau 9. Masse monétaire et crédit

	Position à la fin de 1980, en milliards de dinars	1977	1978	1979	1980	1981
		Variation au cours de l'année, en milliards de dinars				
Expansion du crédit intérieur <sup>1</sup>	1 568.4	154.1	213.1	258.4	350.7	359.4
Crédits	1 455.9	138.9	181.6	236.4	320.8	333.6
Titres	112.5	15.2	31.5	22.0	29.9	25.8
Dépôts non monétaires (accroissement = -)	-844.9	-88.4	-129.5	-120.1	-116.6	-123.6
Opérations en devises	-261.9	-22.1	-19.4	-79.5	-147.6	-113.2
Masse monétaire (M1)	461.7	44.6	64.2	59.8	86.5	122.6
Disponibilités quasi-monétaires	785.3	56.0	117.7	119.0	209.4	258.0
<i>dont :</i>						
Dépôts en devises	318.3	23.7	55.8	44.9	118.1	135.5
Masse monétaire (M3)	1 246.9	100.6	181.9	178.9	295.8	380.7
		Pourcentage de variation au cours de l'année				
Crédits	1 454.4	24.1	25.4	26.3	28.3	23.0
Crédits à court terme	333.0	18.8	24.2	29.5	31.4	53.4
Crédits à long terme	1 121.4	25.7	25.7	25.4	27.4	14.0
<i>dont :</i>						
Total des crédits au logement	193.2	9.8	49.5	40.2	42.1	31.4
Crédits aux ménages	156.8	28.9	38.7	29.7	33.9	32.0
<i>dont :</i>						
Crédits à la consommation	51.1	23.7	22.0	6.7	0.4	-7.8
Crédits au logement	91.6	31.5	69.2	55.1	57.9	44.9
Crédits aux entreprises	1 102.3	21.4	26.5	28.0	29.5	24.7
<i>dont :</i>						
Crédits au logement	60.7	-5.7	40.7	36.7	27.3	28.5
<i>Pour mémoire :</i>						
Masse monétaire (M1)		21.6	25.6	19.0	23.0	26.6
Disponibilités quasi-monétaires		19.8	34.7	26.0	36.0	33.0
Masse monétaire (M3)		22.4	30.8	23.1	31.2	30.5
Produit social nominal		24.0	22½	29½	33½	43.0

1. Banques et institutions financières.

Sources : Bulletin de la Banque nationale de Yougoslavie et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

rapide, forte expansion récurrente du crédit inter-entreprises (crédits-fournisseurs, principalement), flux importants de crédits « sélectifs » qui n'étaient pas directement visés par les plafonds et dépôts en devises de montants très appréciables des ménages et des entreprises, notamment. Toutefois, en 1980 et en 1981, la Banque nationale de Yougoslavie<sup>33</sup> a pris des mesures de plus en plus fermes pour éviter que l'expansion du crédit n'atteigne les taux excessifs enregistrés les années précédentes. En l'occurrence, le principal objectif de la politique monétaire en 1981 a été de maintenir la croissance du crédit bancaire et de la masse

33. La Banque nationale de Yougoslavie comprend une banque à l'échelon fédéral et huit à l'échelon des Républiques et des Provinces.



monétaire à un taux légèrement inférieur à celui du produit social nominal. Des plafonds trimestriels ont été fixés pour l'expansion du crédit<sup>34</sup> et afin de réduire le nombre des prêts non plafonnés, les autorités ont pour la première fois assujéti les prêts au logement à l'encadrement du crédit<sup>35</sup>. Toutefois, l'effet de l'encadrement a été en partie neutralisé lorsque, au milieu de 1981, les crédits à l'exportation ont de plus en plus été placés hors plafond afin de favoriser les exportations. Au total, les principaux agrégats ont progressé beaucoup moins vite que le produit social en 1981.

La progression du crédit bancaire s'est ralentie : elle est passée de 29 % environ en 1980 à 23 % en 1981, dépassant de peu l'objectif retenu. Cependant, comme l'augmentation nominale du produit social (43 %) dépassait de beaucoup le taux attendu (24 %), le resserrement du crédit bancaire a été beaucoup plus marqué que ne le prévoyait la Résolution économique pour 1981. Les taux de croissance des crédits à court terme et des crédits à moyen terme ont enregistré une évolution fortement divergente (53 % et environ 14 % respectivement) en partie parce que les autorités ont décidé de limiter l'expansion des crédits bancaires à moyen terme pour contraindre les entreprises à alléger leurs programmes d'investissement. Toutefois, il semble que le crédit à court terme ait été utilisé plus largement que dans le passé pour le financement de l'investissement.

L'évolution globale ne permet pas de distinguer certaines différences considérables qui existent entre les crédits octroyés aux divers secteurs. Par suite d'une amélioration des finances publiques, les crédits au secteur public ont diminué de 10 %. A l'inverse, les crédits aux ménages ont enregistré une augmentation de 32 %, dont la plus grande partie est allée au secteur résidentiel; abstraction faite du logement, la progression a été de 15 % environ. Les crédits bancaires au secteur des entreprises ont augmenté de 25 %. Toutefois, la situation des entreprises en matière de crédit et de trésorerie a été plus aisée qu'il n'y paraît, car le crédit inter-entreprises direct (crédits-fournisseurs, principalement), qui s'était développé au cours des quatre années précédentes, a continué de s'accroître en 1981<sup>36</sup>. Compte tenu de l'expansion de ces crédits (+46 %, soit l'équivalent de 40 % du crédit bancaire<sup>37</sup>) et des crédits sous forme d'effets de commerce, les crédits au secteur des entreprises se sont accrus dans de beaucoup plus fortes proportions que le crédit bancaire. Malgré quelques difficultés temporaires de trésorerie, la position de liquidité de l'ensemble des entreprises ne semble pas avoir été particulièrement tendue en 1981, en partie à cause de la contraction des investissements.

La création de monnaie de réserve en 1981 a été nettement supérieure au niveau attendu, en partie parce que la contribution négative des opérations en devises a été plus faible que prévu, mais surtout parce que l'apport de crédits des

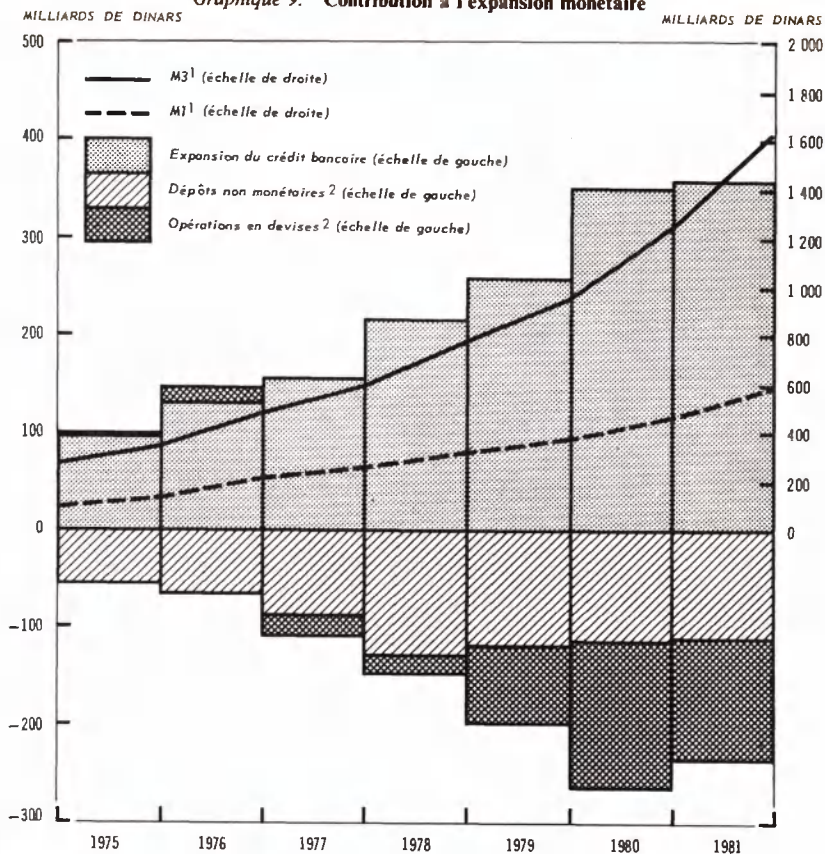
34. Objectifs trimestriels pour 1981 (décembre 1980 = 100) : mars : 104 $\frac{1}{2}$ , juin : 111, septembre : 115, décembre : 121. Environ 85 % des crédits ouverts par les banques commerciales sont plafonnés. Les crédits destinés aux activités suivantes ne sont pas soumis à des plafonds : développement régional, réparation des dégâts causés par les tremblements de terre, exportations et certaines importations, production et stocks agricoles, etc.

35. Au cours de la période de trois ans s'achevant en 1980, les prêts bancaires au logement ont augmenté de 44 % par an (l'accroissement annuel nominal des investissements résidentiels étant de 34 %), soit près de deux fois plus vite que tous les autres crédits bancaires. En 1981, le taux d'accroissement des prêts au logement a été de 33 % et ceux-ci ont représenté 15 % du total des crédits bancaires accordés dans l'année.

36. Le développement du crédit inter-entreprises s'est situé dans la ligne de l'orientation générale adoptée par les pouvoirs publics qui favorisait le regroupement des entreprises — essentiellement à l'échelon régional — en communautés de travail associé et en entreprises pour les investissements en commun, les opérations financières, les politiques communes de commercialisation et d'achats, les relations en matière de commerce extérieur, etc.

37. En 1977, le pourcentage correspondant était de 20 %.

Graphique 9. Contribution à l'expansion monétaire



1. Volume.
2. Variation par rapport à l'année précédente.

Source : Banque de Yougoslavie, Bulletin trimestriel.

Banques nationales aux banques commerciales et à divers fonds a dépassé les prévisions (d'environ un tiers, cf. tableau 10). Plus des quatre cinquièmes de ces crédits représentent un financement « sélectif » destiné principalement aux exportations ainsi qu'à la production et aux stocks agricoles (plus de la moitié et du tiers du total des crédits sélectifs, respectivement)<sup>38</sup>. L'objectif retenu pour l'expansion de la masse monétaire (M1) en 1981 était de 22 %, soit 2 points de moins que la croissance attendue du produit social nominal. En l'occurrence, l'expansion effective de M1 (26½ %), quoique plus élevée que prévu, a été nettement plus faible que celle du produit social. Les principaux facteurs de modération ont été l'encadrement du crédit et l'amélioration des comptes des administrations publiques qui, d'après les estimations, se sont soldés par un léger excédent

38. Le reste (16 % du total des crédits sélectifs) a surtout servi à financer les importations de produits de base, les stocks de charbon, les achats de biens d'équipement et le crédit à l'exportation de navires. De 1977 à 1981, les crédits sélectifs ont augmenté à un taux annuel moyen de 37 %. Par ailleurs, le Plan quinquennal en cours met davantage l'accent sur le soutien et la promotion des exportations et sur une accélération considérable du développement agricole, de sorte que l'accroissement relatif des crédits sélectifs pourrait s'amplifier au cours des prochaines années.

Tableau 10. Principales sources de création monétaire

Milliards de dinars

	Position à la fin de 1980	Variation au cours de l'année			
		1978	1979	1980	1981
<b>I. Opérations de la Banque Centrale</b>					
Opérations intérieures					
1. Crédits aux banques commerciales et à divers fonds	134.9	11.1	28.2	36.6	72.0
2. Avances à l'administration fédérale et à d'autres clients	117.1	10.4	9.1	9.9	4.1
Opérations en devises	-59.0	4.7	-38.3	-40.4	-17.0
Variation des réserves minimales	—	1.7	14.0	15.2	2.3
<b>Total</b>	<b>208.2</b>	<b>27.9</b>	<b>13.0</b>	<b>21.3</b>	<b>61.4</b>
<b>II. Contreparties autonomes<sup>1</sup></b>					
1. Dépôts des clients auprès de la Banque nationale	23.1	-1.9	-4.9	-2.3	-8.2
2. Postes en cours de règlement	15.7	-8.1	2.9	-4.5	13.1
3. Monnaie en circulation	116.0	-16.6	-15.7	-25.3	-32.8
4. Réserves obligatoires	66.4	-9.9	-4.5	-15.1	-16.8
5. Autres dépôts des banques commerciales auprès de la Banque nationale	19.7	-6.5	-3.9	-1.2	-14.2
6. Bons du Trésor	5.0	0.3	0.1	0.1	0.4
7. Divers	-58.4	12.4	19.2	27.8	7.8
<b>Total</b>	<b>187.5</b>	<b>-30.3</b>	<b>-6.8</b>	<b>-20.5</b>	<b>-50.7</b>

1. Le signe moins indique un accroissement des contreparties autonomes.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

alors qu'ils étaient précédemment déficitaires. Toutefois, la réduction du déficit extérieur courant étant plus forte que prévu, l'effet de contraction des opérations en devises sur M1 a été moins prononcé qu'en 1981 et inférieur au niveau attendu. Les disponibilités quasi monétaires<sup>39</sup> ont augmenté beaucoup plus vite (33 %) que M1, surtout à cause de l'incidence de la baisse du taux de change sur les dépôts en devises.

Suivant la tendance observée ces dernières années, les dépôts libellés en dinars ont augmenté beaucoup moins que les dépôts en devises (soit 31½ % et 46 % respectivement). A la fin de l'année, les seconds représentaient quelque 56 % du total des dépôts des ménages. Toutefois, étant donné la dépréciation du dinar et les modifications des rapports de change entre les monnaies, l'augmentation de ces dépôts s'est fortement ralentie au cours des deux dernières années (tableau 11). Ce ralentissement est peut-être dû en partie aux variations des taux d'intérêt pratiqués à l'étranger par rapport aux taux intérieurs, mais il semble qu'une proportion croissante des devises entrant dans le pays soit conservée en espèces par les ménages, pour l'épargne comme pour les transactions (il s'agit là d'un phénomène courant en période de forte inflation et de dépréciation rapide de la monnaie). Par rapport au produit social nominal, le volume de monnaie en circulation (en dinars) a connu une progression relativement faible (+ 26 % en moyenne en 1980 et 1981) sans doute en partie à cause de la tendance précédemment décrite. Les dépôts en devises des entreprises, à l'inverse de ceux des

39. Celles-ci comprennent les dépôts en devises des résidents, les autres dépôts à vue, les dépôts à terme, les dépôts soumis à restriction, les dépôts d'épargne-logement, les obligations émises par les banques et les créances sur les banques dans le cadre de fonds communs.

Tableau 11. Structure des dépôts

	Position à la fin de 1980, milliards de dinars	1977	1978	1979	1980	1981
		Pourcentages de variation au cours de l'année				
Dépôts en dinars <sup>1</sup>	902.6	24.4	26.7	27.8	27.2	31.4
dont :						
Ménages	199.9	30.5	40.1	24.2	11.9	27.8
Entreprises (OTA) <sup>2</sup>	409.6	23.8	18.7	28.5	37.5	33.3
Dépôts en devises <sup>1</sup>	318.5	31.7	55.8	28.9	59.1	46.3
(en milliards de dollars E.U.)	(8.0)	(31.5)	(53.4)	(25.6)	(4.2)	(7.0)
Ménages	230.1	40.3	45.8	38.5	55.9	38.9
(en milliards de dollars E.U.)	(5.8)	(40.0)	(43.6)	(34.9)	(2.1)	(1.6)
Entreprises (OTA)	88.4	12.7	83.1	8.0	68.1	66.2
(en milliards de dollars E.U.)	(2.2)	(12.5)	(80.3)	(5.2)	(10.1)	(21.5)
Total des dépôts	1 221.1	25.7	32.1	28.0	34.2	35.3

1. Dépôts auprès des banques et des institutions financières.

2. Organisations du travail associé.

Source : Bulletin de la Banque nationale de Yougoslavie.

ménages, ont augmenté rapidement (tableau 11) sous l'effet d'un relèvement des dépôts obligatoires préalables auprès des banques pour certaines importations et peut-être en raison de contraintes administratives<sup>40</sup>. En outre, il se peut que le secteur des entreprises ait pris de plus en plus conscience des avantages des dépôts en devises sur des dépôts en dinars qui se déprécient. Le total des dépôts en devises en 1981 a représenté environ 45 % des disponibilités quasi monétaires, soit respectivement 4 et 10 points de plus qu'en 1980 et 1979.

Traditionnellement, les autorités ont utilisé les taux d'intérêt comme instrument de développement à long terme en maintenant des taux relativement stables et négatifs en termes réels afin d'encourager l'investissement<sup>41</sup>. Du fait de cette politique et compte tenu de la vive accélération de l'inflation enregistrée ces deux dernières années, les taux d'intérêt sont devenus fortement négatifs. Au début de 1981, la plupart des taux des prêts étaient de l'ordre de 8 %, alors que le taux d'inflation dépassait 50 %. La Résolution économique pour 1981 a marqué un changement d'orientation en préconisant une utilisation active des taux d'intérêt, qui devraient être davantage alignés sur le taux de l'inflation. Au milieu de 1981, les banques sont convenues que les taux d'intérêt sur l'épargne des ménages devaient être relevés en même temps que les taux des crédits à la consommation. Mais ce n'est que depuis quelques mois qu'on a enregistré des hausses substantielles des taux d'intérêt. A la fin de 1981, il a été décidé que les dépôts à vue du secteur des entreprises porteraient intérêt à 1 %, 2 % et 3 % en 1982, 1983 et 1984 respectivement. A partir de février 1982, le taux d'escompte de la Banque

40. Les plafonds d'importation pour 1981 ayant été atteints dès la fin du premier semestre, un certain nombre d'entreprises possédant des devises ont dû attendre jusqu'au début de 1982 pour obtenir des licences d'importation.

41. Le taux d'escompte officiel a été maintenu à 6 % pendant plus de quatre ans jusqu'en 1981, en dépit des fluctuations considérables du taux d'inflation au cours de cette période. De même, les taux d'intérêt sur les dépôts à vue et sur les dépôts à terme des ménages ont été maintenus pendant deux ans à 7½ % et 10 % respectivement. Les faibles variations des taux applicables aux prêts qui se sont produites au cours de cette période ont surtout reflété des écarts de taux d'intérêt d'une banque à l'autre et spécialement d'une région à l'autre.

Tableau 12. Taux d'intérêt  
En pourcentage

	1978	1979	1980		1981		1982
	T4	T4	T2	T4	T2	T4	T1
Banque centrale							
Taux d'escompte officiel	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	12.0
Taux de rendement à l'émission							
Bons de l'administration fédérale	8-10	8-10	8-10	8-10	8-10	8-10	8-10
Taux applicable aux prêts							
Prêts à court terme	9.60	8.78	9.48	9.44	9.75	9.82	12.19
Prêts à moyen et à long terme	8.99	6.91	6.55	5.74	6.45	8.81	11.24
Crédits aux ménages							
Crédit à la consommation	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	14.45
Crédit à la construction de logements	5.21	5.75	5.67	5.68	6.20	6.32	7.15
Taux applicable aux dépôts							
Dépôts à terme des OTA <sup>1</sup>							
Jusqu'à 1 an	4.55	5.09	6.53	5.69	8.97	6.32	10.84
A plus de 1 an	6.04	7.56	5.64	8.72	6.92	6.79	6.80
Dépôts des ménages							
Dépôts à vue	7.50	7.50	7.50	7.50	7.50	7.50	7.50
Dépôts à terme							
De 1 à 2 ans	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	11.0
A plus de 2 ans	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	13.0

1. Organisations du travail associé (= « entreprises »).  
Source : Bulletin trimestriel de la Banque nationale.

nationale a été porté de 6 à 12 % et les taux d'intérêt sur les crédits sélectifs ont aussi subi de fortes augmentations<sup>42</sup>. Le 1<sup>er</sup> mars 1982, le taux des crédits à la consommation a été porté de 12 à 14½ %, les taux sur les dépôts d'épargne allant de 7½ à 13 %. Enfin, les taux d'intérêt sur les prêts commerciaux à court et à long terme ont augmenté de quelque 2½ points en mars 1982 s'établissant ainsi aux environs de 12 % suivant la durée des dépôts et l'objet de l'emprunt. Les taux d'intérêt sur les dépôts en devises sont restés inchangés<sup>43</sup>, ce qui a pu en réduire l'attrait.

Dans le cadre de la politique de stabilisation, l'action monétaire devrait conserver une orientation restrictive en 1982. La Résolution économique pour 1982 suppose le maintien d'un contrôle sévère de l'expansion du crédit intérieur, qui devrait se ralentir. On s'attend aussi à une diminution du rythme de croissance des autres agrégats. Les principaux objectifs pour 1982 sont récapitulés au tableau 13 :

- i) La croissance beaucoup plus rapide du crédit à court terme que du crédit à long terme correspond au double objectif : accroître la part de l'autofinancement dans l'investissement et réduire l'investissement global.

42. Les taux sont passés de 2 à 8 % pour les ventes d'équipement, de 5 à 8 % pour les importations de matières premières et de composants, de 3 à 4 % pour les stocks agricoles et de 6 à 12 % pour les avances de trésorerie à certaines entreprises.

43. Ces dépôts sont rémunérés en devises à des taux compris entre 7½ et 10 %.

Tableau 13. Objectifs pour 1982 en matière de monnaie et de crédit

	Position à la fin de 1981, milliards de dinars	Variation au cours de 1982 :	
		En milliards de dinars	En pourcentage
Masse monétaire (M1)	584.3	98.5	17.0
Expansion du crédit intérieur	1 927.8	333.5	17.3
Crédit à court terme	386.4	87.0	22.5
Crédit à long terme	1 135.4	113.5	10.0
Crédit	1 789.5	269.5	15.1
<i>dont :</i>			
Crédits « sélectifs » dans les	416.8	172.5	41.4
Exportations	199.0	96.3	48.4
Agriculture	118.9	50.5	42.5
Ventes garanties par l'Etat	72.7	9.2	12.7
Importations	14.9	8.2	55.0
Stocks et réserves	11.4	7.9	69.3
Titres	138.3	64.0	46.3
<i>Pour mémoire :</i>			
Produit social nominal (objectif officiel pour 1982)		511.0	23.0

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

- ii) Un plafond de 25 % a été fixé pour le montant des crédits à court terme susceptibles d'être utilisés en vue de dépenses à long terme.
- iii) L'augmentation des crédits sélectifs accordés par les banques commerciales pour les exportations ainsi que pour la production et les stocks agricoles ayant été plus rapide que celle des autres crédits, les crédits aux secteurs non prioritaires s'en sont trouvés nettement resserrés.
- iv) Le taux de croissance prévu de M1 est plus faible en 1982 qu'en 1981 et il est inférieur à la croissance projetée du produit social nominal.

S'il est probable que la faible croissance prévue des agrégats monétaires et la réduction substantielle des taux d'intérêt réels négatifs auront une incidence considérable sur les variations en termes réels et en termes nominaux au cours de 1982, l'expansion persistante du crédit inter-entreprises entraînera sans doute un certain resserrement des liquidités dans le secteur des entreprises.

### Politique budgétaire

L'existence d'un système d'administration décentralisé ainsi que l'application d'une législation stricte sur les sources de recettes et l'affectation des dépenses aux échelons inférieurs de l'administration ont pour effet de réduire la souplesse de la politique budgétaire. De plus, les autorités voient en général dans cette politique un instrument permettant d'assurer à moyen terme les besoins économiques et sociaux du pays dans le cadre du Plan (servant ainsi essentiellement à l'affectation des ressources) et elles évitent d'ordinaire de l'utiliser pour la régulation de la demande. En principe, les budgets des Républiques et des Provinces

autonomes ainsi que ceux des niveaux inférieurs d'administration ne doivent enregistrer ni excédent ni déficit<sup>44</sup>; cette prescription et l'application d'un barème proportionnel pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, privent l'économie d'importants facteurs de stabilisation automatique. Néanmoins, en période de difficultés économiques, la politique budgétaire a souvent été utilisée avec succès pour atteindre les objectifs de stabilisation. En 1980 et en 1981, il s'agissait de réduire la taille du secteur public et d'atténuer ainsi les tensions inflationnistes résultant de l'expansion rapide qu'il avait connue précédemment (les dépenses des administrations publiques représentaient 35 % du produit social au début des années 70 et 43 % en 1978). En 1981, les dépenses ont été ramenées à 35 % du produit social, surtout par une forte diminution des rémunérations réelles à tous les niveaux de l'administration et par des réductions sensibles des investissements, conformément aux orientations des Résolutions économiques pour 1980 et 1981.

Les recettes publiques totales ont augmenté de 35 % en 1981, c'est-à-dire, comme en 1980, beaucoup moins que le produit social nominal. Ce taux dépassait toutefois de 16 points le niveau attendu, l'inflation ayant été beaucoup plus forte que ne le prévoyait le budget 1981. Les recettes au titre de l'impôt de base sur les ventes ont enregistré le taux de croissance le plus élevé (58 %, soit plus du double du taux de 1980). Cette accélération est due pour une large part au relèvement du taux de l'impôt de base sur les ventes<sup>45</sup> qui est passé de 14 à 17 % au début de 1981. Les recettes de l'impôt sur le revenu (essentiellement établi sur une base proportionnelle) ont augmenté plus lentement (28½ %) que la rémunération moyenne. Les recettes douanières ont enregistré une progression relativement lente (17 %) en raison de la faiblesse des importations et, dans une moindre mesure, d'une légère réduction du taux moyen des droits de douane. Les recettes fédérales<sup>46</sup>, dont la moitié environ proviennent de l'impôt de base sur les ventes, ont augmenté rapidement (47 %) en 1981. La progression des recettes des autres niveaux d'administration a été inférieure à 30 %; en effet, l'accroissement de leurs dépenses étant freiné par des textes législatifs et leurs budgets devant être en équilibre, l'accroissement de leurs recettes a aussi été limité<sup>47</sup>. En conséquence, les impôts et cotisations ont été diminués vers le milieu de l'année afin de réduire l'excédent dû principalement au fait que la croissance de la masse salariale a été beaucoup plus rapide dans le secteur des entreprises que dans les administrations publiques.

Les données sur les dépenses consolidées de l'ensemble des administrations publiques ne sont pas encore disponibles mais, d'après les premières indications, l'objectif officiel qui était de maintenir la croissance des dépenses un peu au-dessous de celle des recettes a été atteint, un léger excédent (estimé à 7 milliards de dinars) étant enregistré après le déficit de 1980 (tableau 14). La faiblesse du taux de croissance des dépenses fédérales a été due principalement à la nette

44. Les administrations des Républiques, des Provinces, des villes et des communes ainsi que les communautés d'intérêt autogérées et les fonds connexes effectuent environ quatre cinquièmes du total des dépenses publiques. En fait, des déficits ou excédents légers apparaissent, mais ils sont censés être compensés l'année suivante.

45. Les taux des autres impôts sur les ventes (perçus par les Républiques et les Provinces) sont restés inchangés. Les recettes au titre de ces impôts ont augmenté de 33 % en 1981.

46. 50 % du produit total de l'impôt de base sur les ventes revient au budget fédéral, le reste étant affecté aux Républiques et aux Provinces autonomes.

47. Ces textes législatifs ont permis de rembourser l'an dernier une partie des cotisations payées par les ménages aux communautés d'intérêt autogérées assurant des services en matière d'éducation, de culture, de santé, etc. Cette mesure allait aussi dans le sens de la politique visant à freiner la baisse des revenus réels des ménages. En outre, les droits indirects sur le pétrole et ses dérivés ont été réduits (le prix final restant inchangé) afin d'améliorer les marges bénéficiaires des entreprises des secteurs intéressés.

Tableau 14. **Recettes et dépenses consolidées du secteur public<sup>1</sup>**  
Milliards de dinars

	1977	1978	1979	1980	1981 <sup>2</sup>
<b>Recettes</b>					
Impôts directs <sup>3</sup>	175.5	232.5	279.6	351.4	458.6
Impôts indirects <sup>4</sup>	109.4	126.3	157.7	190.0	269.3
Autres impôts et recettes non fiscales	19.8	25.5	33.4	46.1	66.3
Recettes totales	304.7	384.3	470.7	587.6	794.2
<b>Dépenses</b>					
Défense nationale et administration	71.5	83.9	103.8	141.2	
Enseignement	43.7	57.4	67.5	82.2	
Sécurité sociale et services sociaux	114.4	146.5	178.6	220.6	
Interventions économiques	28.0	38.1	42.2	53.1	
Autres dépenses <sup>5</sup>	54.3	63.4	77.7	101.2	
Dépenses totales	311.9	389.3	469.8	598.3	
Excédent ou déficit	-7.2	-5.0	0.9	-10.7	
<b>Financement</b>					
Extérieur, net	-0.1	-0.1	—	—	
Intérieur, net	7.3	5.1	0.9	10.7	

1. Y compris les budgets, fonds et communautés d'intérêt à tous les niveaux de l'administration. Non compris le fond de développement des régions sous-développées. Net des transferts entre unités du secteur public.

2. Chiffres préliminaires.

3. Y compris les impôts sur le revenu et les bénéfices des entreprises et des particuliers, les cotisations de sécurité sociale, les taxes sur les salaires à la charge des employeurs et les impôts fonciers.

4. Y compris les taxes sur les biens et services ainsi que sur les opérations et les échanges internationaux.

5. Y compris les dépenses consacrées au logement et aux services d'intérêt collectif, les investissements et les subventions à la consommation.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

décélération de la hausse nominale des salaires moyens (25 % au lieu de 34 % dans les autres secteurs de l'économie) et à la croissance modérée de l'emploi, conformément aux orientations de la Résolution économique pour 1981. Les subventions aux Républiques et aux Provinces ont aussi augmenté dans de très faibles proportions (12 %) par suite du ralentissement des dépenses au titre des dommages causés par les tremblements de terre de 1979, tandis que les dépenses d'investissement baissaient de moitié environ. Les dépenses des autres administrations publiques semblent avoir progressé plus lentement (24 % environ) et moins qu'en 1980, du fait que la part de l'investissement (qui a fortement diminué en 1981) dans les dépenses totales a été plus élevée dans les échelons inférieurs d'administration qu'au niveau fédéral. Le passage d'un léger déficit du secteur public en 1980 à un excédent en 1981 peut s'expliquer par la réduction considérable du déficit du budget fédéral (opérations ordinaires) qui a été ramené de 20 milliards de dinars en 1980 à 1½ milliard en 1981. Compte tenu des remboursements de dettes et des fonds de réserve, le déficit global (besoin de financement) de l'administration fédérale est passé de 22½ milliards de dinars à 4½ milliards en 1981 et, contrairement à ce qui s'était passé en 1980, il a été entièrement couvert par des avances de la Banque nationale. L'incidence budgétaire totale a été fortement négative en 1981, ainsi qu'il ressort de la variation de solde d'environ 18 milliards de dinars (1½ % du produit social) enregistrée par le budget fédéral qui est passé d'un déficit en 1980 à un excédent en 1981 et de la réduction de 3½ points entre 1980 et 1981 de la part des dépenses publiques dans le produit social.



Tableau 15. **Budget fédéral**  
Milliards de dinars

	1977	1978	1979	1980	1981 Chiffres préliminaires	1982 Plan
<b>Recettes courantes</b>	80.0	72.6	93.5	109.5	161.3	203.9
Droits de douane	39.7	23.4	24.6	20.7	21.0	30.3
Part du produit de l'impôt de base sur les ventes	—	26.3	37.7	47.4	73.4	88.9
Contributions financières des républiques et des provinces autonomes	39.0	20.8	28.4	38.5	63.8	80.4
Divers	1.3	2.2	2.8	2.9	3.1	4.3
<b>Dépenses</b>	89.0	77.8	97.3	129.5	163.0	200.4
Défense nationale	38.1	42.6	55.1	76.3	99.1	122.7
Administration	5.3	6.2	7.1	9.3	11.2	13.7
Versements aux républiques et aux provinces autonomes	6.1	7.0	10.5	14.3	16.0	20.8
Investissements	1.5	1.9	2.4	2.0	1.1	1.7
Versements aux caisses de retraite	13.7	16.4	19.4	24.9	31.3	38.9
Subventions et remboursements d'impôts	22.3	1.4	—	—	—	—
Divers	2.0	2.3	2.8	2.7	4.3	2.6
<b>Solde des opérations courantes</b>	-9.0	-5.2	-3.8	-20.0	-1.7	3.5
<b>Affectations</b>	4.5	4.3	4.7	2.5	2.9	3.5
Réserves budgétaires	0.3	0.3	0.2	0.1	0.3	0.3
Amortissement de la dette et divers	4.2	4.0	4.5	2.4	2.6	3.2
<b>Financement</b>						
Recettes	13.5	9.5	8.5	22.5	4.6	—
Avances de la Banque nationale	9.5	9.5	8.5	9.2	4.6	—
Emprunts	4.0	—	—	13.3	—	—

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

La Résolution économique pour 1982 implique un nouveau resserrement de la politique budgétaire, beaucoup moins prononcé toutefois qu'en 1981. Les recettes fédérales devraient augmenter de 26½ %, la progression des recettes douanières étant particulièrement élevée (44 %) du fait de l'accroissement substantiel de la part de ces recettes affectée au budget fédéral au détriment des « communautés pour les relations économiques avec l'extérieur ». On prévoit que les différents postes de dépenses fédérales auront des taux de croissance analogues; toutefois, les dépenses d'administration devraient continuer d'augmenter plus lentement que les autres postes de dépenses, conformément aux lignes directrices de la Résolution économique préconisant une modération continue des salaires et une forte réduction (20 %) des dépenses non salariales. Le budget fédéral devrait être équilibré en 1982. Quant aux autres administrations, la croissance de leurs dépenses devrait ici encore être inférieure à celle du produit social nominal et sans doute plus lente que celle des dépenses fédérales; l'augmentation des dépenses totales des Républiques et des Provinces ne devrait pas dépasser 18 %. Comme les années précédentes, on prévoit que l'investissement public diminuera quelque peu en termes nominaux et constituera pour la troisième année consécutive l'élément le plus restrictif de l'action budgétaire. Dans ces conditions, les comptes des administrations publiques devraient aussi être équilibrés en 1982.

## *Politique des prix et des revenus*

Les prix et les revenus sont assujettis depuis longtemps à des réglementations et à des directives en Yougoslavie, mais les objectifs et les méthodes ont changé au fil des ans en fonction de la situation et des buts visés. Ces derniers temps, les mesures ont surtout porté sur l'évolution relative des bénéfiques et des salaires, qui a influé sur les mouvements des prix. Au début de 1981, la charge du contrôle et de la détermination des prix a été transférée dans une large mesure du niveau fédéral à l'échelon des Républiques et des Provinces autonomes, en même temps qu'étaient créées des « communautés pour les prix » aux niveaux de la Fédération, des Républiques et des collectivités locales. Les prix sont fixés dans le cadre de ces « communautés » par voie d'accords entre les producteurs, les consommateurs et les représentants de l'administration, des chambres de commerce et des syndicats. Les prix des différents biens et services sont fixés en fonction de six grands critères : rapport entre la demande et l'offre, influence de la variation des prix mondiaux, écarts de productivité entre les secteurs, considérations d'ordre financier, encouragement de certains secteurs prioritaires par des hausses de prix plus rapides<sup>48</sup> et compatibilité avec les objectifs généraux retenus en matière de prix. Sur la base de ces critères et suivant les biens et services considérés, les entreprises qui parviennent à un accord sur les révisions de prix sont tenues soit d'en « informer » les « communautés » compétentes, soit de soumettre ces modifications pour « approbation ». Certains prix sont fixés, surtout à l'échelon fédéral, directement par décret.

Le nouveau système de formation des prix a été mis en place pour essayer de donner un rôle accru aux « critères du marché » dans la fixation des prix, mais après une année d'application, on ne peut encore guère affirmer que cet objectif ait été atteint. Les modifications apportées au mécanisme de formation des prix ont malheureusement été introduites au moment même où l'inflation s'accélérait fortement, rendant nécessaire l'adoption de mesures strictes de contrôle des prix. La concurrence a de ce fait été restreinte, ce qui, conjugué aux limitations imposées aux importations, a permis aux producteurs efficaces dont les coûts étaient faibles, de bénéficier d'une rente importante. Par ailleurs, le fonctionnement adéquat des « critères du marché » a été compromis par les disparités régionales et sectorielles excessives en matière de formation des prix. Ces différents facteurs ont contribué à renforcer les pressions exercées par les prix.

Au début de 1982, les mesures de contrôle des prix mises en place au milieu de 1981 ont été levées et les autorités ont fixé pour l'année en cours des objectifs qui ont été incorporés dans la Résolution économique pour 1982. Ces objectifs prévoient une hausse moyenne des prix de 15 % environ en 1982<sup>49</sup>. Compte tenu de l'évolution des prix en 1981, les autorités ont entrepris une action plus énergique pour s'assurer que les accords entre producteurs et consommateurs soient conformes aux objectifs généraux dans ce domaine et que les diverses hausses soient approuvées par les « communautés pour les prix » compétentes. Indépendamment des mesures de freinage de la demande intérieure, d'autres dispositions ont aussi été prises et elles auront une influence sur l'évolution des prix en 1982 :

48. Afin de favoriser l'investissement, certains secteurs prioritaires peuvent être autorisés à relever leurs prix d'environ 5 points de plus que le taux normal admis.

49. Les autorités ont annoncé des objectifs spécifiques pour 35 secteurs industriels. Au total, les prix industriels à la production devraient augmenter de 14 %, les prix agricoles à la production de 17 %, les prix de détail de 15 %, les prix des services de 16 %, la hausse du coût de la vie étant de 17 %. La hausse de l'indice implicite des prix du produit social est fixée à 20 % (il s'agit ici du niveau moyen et non des glissements en cours d'année comme pour les autres objectifs concernant les prix).

- i) pas d'augmentation des taux des impôts sur les ventes et possibilité de certaines réductions de taux;
- ii) suppression des subventions ayant pour objet de réduire les prix de détail de l'huile comestible, du sucre, de la farine et de la viande;
- iii) obligation pour les entreprises d'accroître leurs provisions pour amortissement;
- iv) modification des marges bénéficiaires du commerce de détail qui sont exprimées en pourcentages et non plus sous forme de montants absolus fixes.

Au total, ces changements pourraient avoir pour effet d'accentuer la hausse des prix.

En principe, les niveaux et les taux de croissance des revenus des ménages devraient dans l'ensemble être conformes aux objectifs globaux, à savoir : premièrement, une répartition des revenus aboutissant à des bénéfices élevés (accumulation) afin de favoriser l'autofinancement de l'investissement, et, deuxièmement, d'une façon plus générale, les directives annuelles de la Résolution économique. Comme les prix, les salaires sont déterminés par voie d'accords sectoriels<sup>50</sup>, mais surtout au niveau des Républiques et des collectivités locales et avec la participation des administrations, des syndicats et des chambres de commerce. La répartition fonctionnelle des revenus entre les secteurs devrait dépendre du rapport capital/travail (en général, les gains sont plus élevés dans les secteurs à forte intensité capitaliste) et, à l'intérieur d'un même secteur, de la qualification et de l'effectif du personnel de chaque entreprise par rapport à l'effectif moyen. En fait, dans une même région, la rémunération moyenne pour un emploi identique varie considérablement suivant les secteurs et, à l'intérieur d'un même secteur, suivant les entreprises. Ces écarts sont accentués par les disparités de revenu par habitant entre les différentes Républiques. La répartition des revenus s'explique dans une large mesure par des facteurs historiques, et dans la pratique, la plupart des accords salariaux reconnaissent et confirment ces différences. En 1980 et 1981, les relèvements de salaires prévus par les accords ont été conformes aux Résolutions économiques relatives à ces deux années qui recommandaient un accroissement des bénéfices, mais l'application de ce critère et le glissement habituel des salaires ont abouti à une hausse des salaires nominaux plus forte que les autorités ne l'avaient proposé. Cependant, les salaires réels ont encore baissé à cause de l'accélération de l'inflation. La politique économique pour 1982 prévoit, premièrement, une modération relative de l'augmentation des salaires nominaux qui devrait être inférieure à la progression de la valeur ajoutée, les augmentations opérées dans le secteur des entreprises dépassant pour la troisième année consécutive celles des secteurs non économiques, et, deuxièmement, une hausse des salaires réels inférieure à la croissance de la productivité.

### *Problèmes de politique économique à moyen terme*

La dernière Etude de l'OCDE sur la Yougoslavie<sup>51</sup> exposait les principaux facteurs des déséquilibres qui, dans le double domaine de l'inflation et du secteur extérieur, ont affecté l'économie après la flambée des prix du pétrole de 1973. On y suivait en particulier l'évolution de la structure de la demande, au détriment du secteur extérieur et au profit de la demande intérieure, notamment de la

50. Pour l'industrie, on compte environ 240 accords, soit quelque 30 accords sectoriels dans chacune des six Républiques et des deux Provinces autonomes. Ce même principe s'applique aux accords touchant les autres activités.

51. Voir Etude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie, mai 1981, pages 20 à 34.

demande d'investissement en raison de l'importance accordée à l'effort de croissance rapide et de réduction des disparités régionales. La nécessité de concilier les objectifs économiques des différentes Républiques et d'améliorer les résultats sur le plan national de façon à atteindre un taux élevé de croissance autonome a toujours été au centre du débat économique. Au cours des quatre dernières années, cette question a suscité une attention accrue en raison des performances décevantes de l'économie à partir du milieu des années 70. Les chocs pétroliers et la lourdeur de la conjoncture internationale ont certes contribué aux difficultés économiques croissantes, mais certains changements institutionnels et certaines mesures ont aussi entravé le renforcement nécessaire du secteur extérieur et l'intégration plus complète du marché intérieur. L'absence de fait d'un marché des changes unifié a permis à certaines pratiques monopolistiques de se développer. Ces diverses questions sont en cours d'examen et les autorités se proposent, en dépit des ramifications considérables et de la complexité d'institutions en évolution, de faire disparaître les principaux obstacles qui freinent l'amélioration des résultats économiques.

A moyen terme, le niveau excessif des investissements qui s'est traduit par la création d'installations faisant double emploi, a été à l'origine de graves distorsions. Cette tendance s'est accentuée au cours des années 70, entraînant un gaspillage considérable de ressources financières et réelles rares et, à un degré moindre, de main-d'œuvre qualifiée. A cet égard, on peut citer deux exemples frappants : cinq usines d'automobiles produisent cinq marques différentes de voitures<sup>52</sup> et cinq raffineries fonctionnent à la moitié environ de leur capacité alors que deux nouvelles raffineries doivent bientôt entrer en service. Il semble que pour éviter ce genre de difficultés à l'avenir, les autorités envisagent de rétablir un système analogue à celui qui était appliqué jusqu'au début des années 70 et dans lequel les investisseurs éventuels étaient tenus de notifier leurs projets d'investissement à la chambre économique fédérale<sup>53</sup>. Toutefois, les pouvoirs fédéraux vont être considérablement renforcés pour permettre aux autorités d'évaluer la validité économique et sociale de ces projets et de les rejeter s'ils risquent d'aboutir à la création d'installations faisant double emploi. En dépit de son importance, un dispositif de ce genre ne résoudrait pas les problèmes de double emploi existant à cause desquels beaucoup d'entreprises se trouvent dans l'obligation de n'utiliser qu'une partie de leur capacité de production et (ou) de produire à des coûts nettement excessifs du point de vue du rendement économique. La récente hausse des taux d'intérêt, en encourageant les entreprises et les Républiques qui disposent de capitaux en excédent à placer des fonds dans d'autres régions, devrait contribuer à améliorer les rendements des investissements, de même que les mesures visant à favoriser les opérations entreprises conjointement par plusieurs Républiques<sup>54</sup>.

Il ne semble pas que dans le passé la rentabilité des investissements et leur taux réel de rendement sur la durée du projet aient constitué des éléments essentiels au moment où les décisions étaient prises. La majeure partie du financement a traditionnellement été fournie par des sources externes (principalement par les banques) et, l'existence de taux d'intérêt réels fortement négatifs impliquant une

52. L'an dernier, une usine qui produisait moins de 8000 voitures par an en moyenne a été fermée.

53. Pour les petits projets, la notification doit être faite auprès de la Chambre économique de la République ou de la Province. Celles-ci sont pour l'essentiel des chambres de commerce.

54. Les entreprises des Républiques qui sont importatrices nettes de produits alimentaires sont encouragées à créer des entreprises conjointes avec les Républiques dont la production agricole est excédentaire. De même, le Plan stipule qu'à concurrence de la moitié, les transferts de capitaux des Républiques les plus développées aux Républiques et Provinces moins développées (y compris le Kosovo) devraient prendre la forme d'opérations conjointes.

diminution rapide et substantielle de l'endettement en termes réels, les investisseurs étaient fortement incités à emprunter, quelle que soit la valeur économique et sociale du projet envisagé. Cependant, malgré la modicité du service ultérieur de la dette, de nombreuses entreprises n'ont pas pu faire face à leurs engagements, ce qui montre bien que les projets d'investissement étaient mal choisis, tant sur le plan des produits que des procédés adoptés. Pour remédier à cette situation, les autorités — comme on l'a vu plus haut — se préoccupent maintenant de faire disparaître les écarts entre taux d'intérêt et taux de l'inflation afin d'obliger les entreprises à mieux évaluer leurs projets d'investissement et de décourager à la fois l'endettement excessif et l'expansion des investissements. A cet égard, une loi récente a fortement relevé le taux obligatoire des provisions pour amortissement, l'objectif étant de constituer des fonds suffisants pour la modernisation et la rationalisation des unités et de faire en sorte que les entreprises fassent preuve de plus de discernement dans la conduite de leurs propres affaires, notamment en matière d'investissement.

Les relations économiques avec l'extérieur et les dispositifs institutionnels qui s'y rapportent ont aussi été au centre des préoccupations récentes. La question la plus importante concerne la compétitivité insuffisante des produits manufacturés yougoslaves, en particulier dans les pays industriels avancés. Cette situation est due pour une part à des déficiences structurelles, notamment l'absence de spécialisation, les coûts élevés de production qui en résultent et la structure des investissements notée précédemment; l'élimination de ces facteurs repose sur une rationalisation de la production à moyen terme. A court terme, les effets du manque de compétitivité sur le compte des opérations extérieures courantes peuvent être atténués (et l'ont effectivement été) par un freinage de la demande intérieure, qu'il n'est toutefois pas possible de prolonger au-delà d'un certain temps.

L'affectation de ressources au secteur extérieur suppose aussi l'application d'une politique de taux de change active ainsi que des mesures visant à réduire l'attrait du marché intérieur pour les producteurs. En fait, bien que les droits de douane aient été abaissés régulièrement ces dernières années, la forte protection effective accordée aux producteurs intérieurs ne semble pas avoir été fortement amenuisée; le recours croissant à des contrôles directs et à d'autres mesures de limitation des importations a sans doute plus que compensé les incitations à la compétitivité résultant de l'abaissement des droits de douane, de sorte que des producteurs ayant de mauvais rendements ont pu avec profit accroître leur capacité et leur production destinée au marché intérieur. Qui plus est, la protection effective (qui a aussi été dans le passé renforcée par des ajustements modérés du taux de change) revêt probablement plus d'importance que les avantages accordés aux exportateurs sous forme de restitutions d'impôts<sup>55</sup> et d'autres avantages fiscaux, de sorte que des exportateurs potentiels peuvent juger plus intéressant de vendre leurs produits sur le marché intérieur.

Le taux de change offre un moyen important d'ajuster et (comme cela s'est produit au cours des douze derniers mois) d'améliorer la compétitivité afin de remédier aux différentiels accusés des taux d'inflation. Mais, comme les entreprises savent que les augmentations excessives de coûts seront finalement couvertes par des variations du taux de change, elles risquent de ne pas observer la discipline financière voulue et de laisser les coûts intérieurs augmenter davantage qu'il ne serait normal. Dans ces conditions, pour donner de bons résultats, une politique du taux de change requiert une discipline financière de la part des entreprises et une surveillance renforcée de l'évolution des salaires et des prix. Tenant compte de ces facteurs, les autorités ont adopté une politique du taux de change plus

55. Les exportateurs bénéficient du remboursement de 60 % environ des droits de douane.

active vers le milieu de 1981. Toutefois, en l'absence d'un marché des changes unique, il est probable que les effets en seront limités. Les échanges extérieurs étant surtout fondés sur les « communautés d'intérêt pour les relations économiques avec l'extérieur » qui fonctionnent à l'échelon des Républiques et des régions, il risque d'être difficile de mettre sur pied un marché des changes unifié. Au demeurant, l'idée d'un marché unifié qu'on instituerait en augmentant les pouvoirs de la Banque Nationale et en obligeant les exportateurs à céder leurs devises sur un marché surveillé, recueille de plus en plus de suffrages. De fait, en mai 1982, des mesures temporaires ont été prises pour accroître l'offre de devises et en faciliter la circulation d'une région à l'autre<sup>56</sup>. Il convient de rappeler que depuis longtemps — bien avant la création des « communautés d'intérêt » — les opérations sur le marché des changes étaient réduites du fait que les exportateurs conservaient une partie de leurs recettes en devises. Un autre élément qui gêne la régulation du marché des devises est la proportion élevée et croissante de leur épargne que les ménages détiennent sous cette forme (cf. supra).

Dans le système actuel, les échanges extérieurs sont fondés sur des objectifs rigoureux qui prévoient les exportations et les importations de chaque République et de chaque Province autonome dans le cadre d'une projection globale de la balance des paiements de la Yougoslavie. Ces projections particulières sont établies suivant un processus permanent de concertation entre les Républiques et les autorités fédérales. Les principaux critères retenus pour la fixation des projections individuelles sont la capacité d'exportation des Républiques, leur besoin d'importations et le niveau de développement économique. Chacune des entreprises appartenant aux « communautés » existant à l'échelon des différentes Républiques est en droit de décider ce qu'il faut exporter et importer pour se conformer aux projections commerciales dont la réalisation incombe aux différentes « communautés pour les relations économiques avec l'extérieur » à l'échelon des Républiques et des collectivités locales. Dans ces conditions, il existe une marge de manœuvre considérable dans l'interprétation de ces critères, ce qui rend quelquefois l'accord difficile, notamment du fait que les entreprises situées dans des Républiques disposant d'un potentiel d'exportation relativement élevé désirent conserver l'essentiel de leurs gains en devises, alors que dans d'autres Républiques, les entreprises qui ont besoin de plus d'importations pour soutenir un taux de croissance plus rapide, revendiquent une part importante des recettes d'exportation. Les liaisons directes entre exportations et importations reflètent aussi le fait qu'une proportion relativement élevée des échanges de la Yougoslavie — notamment en matière d'exportations industrielles — se fait sur une base bilatérale, en même temps qu'elles témoignent de la pénurie de devises.

Cette situation présente de nombreux inconvénients et les autorités envisagent actuellement d'apporter des correctifs aux distorsions apparentes. A cet égard, on estime qu'un taux de change plus réaliste — fixé sur un marché des changes unique — et une orientation plus « nationale » des « communautés » seraient probablement favorables aux exportations et rendraient moins nécessaires les dispositifs complexes de caractère administratif et contractuel qui existent actuellement. Ces changements assureraient sans doute aussi une structure de production plus efficiente en facilitant une meilleure évaluation des projets potentiels d'investissement à tous les niveaux d'administration et donc une meilleure connaissance des impératifs nationaux s'agissant de l'affectation des ressources.

56. En vertu de ces mesures, qui resteront en vigueur jusqu'à la fin de 1982, les entreprises sont tenues de rapatrier leurs recettes d'exportation dans un délai de 60 jours au lieu de 90 et de céder 15,9 % de leurs recettes d'exportation en devises fortes à la Banque nationale qui les place elle-même sur le marché des changes national; avant la mise en place de ces mesures, les entreprises devaient céder à la Banque nationale 10 % de leurs gains en devises convertibles.

### III. PLAN 1981-1985 RÉVISÉ ET PERSPECTIVES A COURT TERME

#### Plan 1981-1985 révisé

Face à l'évolution intérieure et aux perspectives économiques internationales, les autorités yougoslaves ont entrepris une réévaluation de leurs politiques à moyen terme et, en premier lieu, une révision préliminaire du Plan 1981-1985. Les modifications apportées aux objectifs figurent aux tableaux 16 et 17. Les objectifs figurant dans les tableaux examinés ci-après seront ajustés en fonction du programme de stabilisation à moyen terme que les autorités étudient actuellement et qui doit servir de base à la révision du Plan et des politiques économiques. Les ajustements en baisse des composantes de la demande intérieure et du produit social traduisent le principal objectif recherché, qui est de dégager un excédent de la balance des opérations courantes pour la période 1983 à 1985, et non plus simplement la position d'équilibre prévue par le plan initial, de manière à ramener la charge du service de la dette à un niveau maîtrisable. Bien que sujet

Tableau 16. **Plan 1981-1985 révisé et Résolution économique pour 1982**  
Pourcentage annuel de variation en volume aux prix de 1980

	1980	1981	Résolution économique 1982	Plan		Plan révisé	
				1980	1985	1985	1985
				1975	1980	1980	1982 <sup>1</sup>
Dépenses de consommation	3	-1½	—	4½	2½	2	3½
Consommation des administrations publiques	2½	½	-½	5½	3	2½	4½
Formation de capital fixe	-2	-7½	-6	7½	1	-2½	—
Demande intérieure finale	—	-3½	-2	5½	2½	½	2½
Formation de stocks <sup>2</sup>	1½	-½	-½	½	½	½	1
Demande intérieure totale	1½	-3½	-2½	5½	2½	½	3½
Exportations <sup>3</sup>	9	12½	9½	3½	8	8½	7½
Importations <sup>3</sup>	-10	-2½	5½	½	1	3½	4½
Balance extérieure <sup>2</sup>	6½	5	½	½	2	1½	1
Ecart statistique	-4½	2	4½	-1	½	1½	—
Produit social	2½	1½	2½	5½	4½	3	3½
Agriculture	½	1½	4	2½	4½	3½	4
Industrie	4	4	3½	6½	5	4½	4½
dont : Energie	6	1½	6	7	6½	5½	7
Construction	½	-6½	-4½	7	1	2½	-½
Services	1½	1½	3	5½	4	3½	4
<i>Pour mémoire :</i>							
Exportations	9	11	9½	3½	8½	8½	6½
Biens	11	11	8½	4	8	8½	6½
Services	5	9½	11	1½	9½	8½	7½
Importations	-10	-2½	5½	½	1	3½	4½
Biens	-10½	-4½	6½	½	1	3	4½
Matières premières	-5½	-2	16	2½	3½	5½	4½
Biens d'équipement	-23	-15½	-35½	-7	-8½	-6	10½
Biens de consommation	-8½	-9	3½	6½	-2	-1½	-1
Services	-6½	12½	-½	5	1	4½	3½

1. Les objectifs pour les trois dernières années de la période du Plan 1981-1985 sont fondés sur les résultats de 1981 et la Résolution économique pour 1982.

2. Contribution en points de pourcentage à la croissance du Produit Social.

3. Biens et services.

Sources : Plan quinquennal, 1981-1985 et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

à révision, l'objectif retenu pour le taux de croissance des exportations de biens et services (8½ % en moyenne annuelle) risque de se révéler trop optimiste, surtout si l'on n'arrive pas à réduire rapidement les obstacles au développement des exportations<sup>57</sup> dont il a été question dans la partie II. Il est néanmoins probable que l'objectif fixé pour la balance courante sera atteint. En effet, les autorités ont annoncé que toute insuffisance de la croissance des exportations serait compensée par une réduction des importations, pour lesquelles l'objectif a été considérablement relevé, impliquant une reprise régulière de la croissance en volume à partir de 1982. A l'heure actuelle, les échanges commerciaux sont suivis sur une base mensuelle, tout écart par rapport aux objectifs devant être corrigé dans les mois suivants.

Contrairement à la consommation des administrations publiques dont l'objectif de croissance n'a pratiquement pas été modifié dans le Plan révisé, les chiffres des dépenses de consommation et plus particulièrement des investissements fixes, ont été révisés en baisse (tableau 16). Selon les projections officielles, l'accroissement des dépenses de consommation sera dû essentiellement à une légère augmentation des transferts sociaux réels (surtout des pensions), en faveur des ménages, à une progression des revenus réels dans le secteur agricole et au développement persistant de l'emploi. Les gains moyens nets dans le secteur socialisé devraient accuser un léger fléchissement sur l'ensemble de la période du Plan mais étant donné le recul substantiel enregistré en 1981, on s'attend à une certaine croissance en termes réels sur l'ensemble des trois années allant jusqu'en 1985. La forte réduction des objectifs en matière d'investissements fixes s'explique, entre autres choses, par un ajustement par rapport aux niveaux élevés enregistrés précédemment<sup>58</sup>, par la nécessité de permettre une certaine croissance de la consommation privée et par la part élevée des biens importés dans l'investissement. Compte tenu des baisses enregistrées en 1981 et 1982, le Plan prévoit que le total des investissements fixes en volume restera stationnaire entre 1983 et 1985. Les investissements des entreprises devraient se redresser légèrement mais, dans les autres secteurs, les projections font apparaître une diminution jusqu'en 1985.

Les prévisions de formation de stocks ont aussi été légèrement révisées en baisse. Il se révèle en effet que, sauf pour certaines matières premières dont l'approvisionnement est insuffisant du fait des restrictions à l'importation, les entreprises ont tendance à maintenir leurs stocks à des niveaux élevés par rapport à leur production. La hausse des taux d'intérêt devrait contribuer à corriger ce déséquilibre, surtout si l'on arrive à instaurer un marché national plus unifié. On prévoit une augmentation de la demande intérieure globale de ¾ % par an en moyenne sur l'ensemble de la période du Plan, mais avec une progression annuelle de 3½ % au cours des trois dernières années; l'objectif paraît réalisable à condition que les politiques appropriées soient mises en place. Toutefois, la réalisation des objectifs fixés pour la demande intérieure globale et le produit social dépend dans une très large mesure des projections de la consommation privée, des exportations et des importations. Les révisions apportées aux chiffres du Plan initial impliquent une accélération de la croissance du produit social après 1982 (voir tableau 16).

57. Les perspectives d'évolution du commerce mondial sont assez peu encourageantes jusqu'à la fin de 1983 tout au moins : le ralentissement prévu sur les marchés de l'OPEP devrait notamment avoir des effets négatifs sur les recettes d'exportation. Pour ce qui est des services, la dépression prolongée affectant les transports maritimes mondiaux et le ralentissement de la croissance du tourisme mondial, récemment enregistré, pourraient compromettre la réalisation de l'objectif fixé.

58. Les nouveaux objectifs prévoient un abaissement de la part des investissements publics dans le produit social de 35 % (en prix courants) en 1980, de 30 % en 1981 et de 25 % en 1985.



Tableau 17. **Quelques projections du Plan révisé**  
Pourcentage annuel de variation

	1980	1981	Résolu- tion éco- mique 1982	Plan		Plan révisé	
				1980 1975	1985 1980	1985 1980	1985 1983 <sup>1</sup>
<i>Emploi</i>							
Population totale	1/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
Population active	1/2	1/4	3/4	1 1/4	3/4	3/4	3/4
Emploi total	3/4	1/4	1/2	1/2	1/4	1/4	1/4
Total sans l'agriculture	3 1/2	3	2	2 1/2	2	2	2
Secteur social	3 1/2	3	2	4	2 1/2	2	2
Secteur social (activités productives seulement)	3 1/2	3	2	4	2 1/2	2 1/2	2
<i>Productivité</i>							
Total	1 1/2	1 1/2	2 1/2	4 1/2	4	2 1/2	3 1/2
Total sans l'agriculture	-1	-1	—	2	2 1/2	1/2	1 1/2
Secteur social (activités productives seulement)	-1	-1	1/2	2 1/2	2	1	1 1/2
Industrie	1 1/2	1/2	1 1/2	3 1/2	2 1/2	2	2 1/2
<i>Gains</i>							
Gains nets moyens en termes réels (par personne employée dans le secteur social)	-7 1/2	-5	0	1	2	-1	1 1/2
Revenu total disponible des ménages en termes réels	-1 1/2	-3	1	5 1/2	3 1/2	2	3 1/2
<i>Prix (indices implicites)</i>							
PIB	30 1/2	40 1/2	20	18 1/2	14 1/2	20	13 1/2
Agriculture	33	43 1/2	21 1/2	17	12 1/2	21 1/2	14 1/2
Industrie	34	45	22	18 1/2	14 1/2	22	15
Consommation privée	30 1/2	41	20	18 1/2	14 1/2	20 1/2	14 1/2

1. Les objectifs pour les trois dernières années de la période du Plan 1981-1985 sont fondés sur les résultats de 1981 et la Résolution économique pour 1982.

Sources : Renseignements communiqués directement à l'OCDE et Plan quinquennal, 1981-1985.

Sauf dans la construction, les objectifs fixés pour la croissance de la production ont été révisés en baisse (tableau 16) et, en dehors de l'agriculture ramenés à des taux nettement inférieurs à ceux des tendances de moyenne période. La réalisation de l'objectif de production agricole pourrait donc exiger des modifications de politique. La croissance de la production des secteurs industriels et des services sera influencée par les exportations, ce qui conduit à penser que les objectifs pourraient ne pas être atteints. Dans les services, la production sera aussi probablement affectée par la faiblesse des taux de croissance prévus de la consommation privée et publique.

Les modifications prévisionnelles en baisse des objectifs de demande et de production ne s'accompagnent d'aucune révision de la croissance de l'emploi dans le secteur non agricole, qui reste fixée à 2 % par an dans le Plan révisé (tableau 17). C'est donc la productivité qui supportera le poids de l'ajustement et l'on prévoit que son taux de croissance annuel tombera de 4 1/2 % dans la seconde moitié des années 70 à 2 1/2 % pendant la période du Plan. Le ralentissement de la croissance de la productivité est conforme au souci des autorités de limiter les effets d'une croissance faible sur le chômage. Néanmoins, l'accroissement de l'emploi prévu par le Plan reste compatible avec de nouvelles augmentations, modérées il est vrai, du chômage. Par ailleurs, la faiblesse des gains de productivité peut aller à l'encontre des besoins de modernisation et de restructuration de l'industrie ainsi que de l'amélioration de la situation financière des entreprises,

notamment d'un recours plus large à l'autofinancement pour les investissements. Le taux de croissance annuel de la productivité dans l'industrie est chiffré à 2 % (et à environ 2½ % pendant les trois dernières années du Plan), ce qui est assez peu, surtout dans une phase de redressement conjoncturel et qui traduit une certaine faiblesse tendancielle. On prévoit aussi une croissance minimale de la productivité des services à moyen terme, contrairement à la tendance observée dans la zone de l'OCDE.

En ce qui concerne les revenus et les prix, le Plan révisé autorise une augmentation annuelle d'un peu plus de 1 % en moyenne des gains réels nets au cours des trois dernières années. Etant donné les baisses notables des gains réels enregistrées au cours des deux dernières années, et les mécanismes de formation des prix et de détermination des revenus, il est fort possible que l'augmentation des gains réels dépasse l'objectif, d'autant que l'on prévoit une progression de plus de 20 % par an des revenus nominaux. Si cette éventualité se concrétisait, cela serait en contradiction avec certains objectifs du Plan visant à améliorer la situation financière des entreprises et contribuerait en outre à accroître les tensions inflationnistes. Selon le Plan révisé, le taux annuel d'inflation (correspondant au coût de la vie) serait de 14½ % pour la période 1983-1985. Bien que plus réaliste que celui du Plan initial, cet objectif pourrait pêcher par défaut si les politiques actuelles restent inchangées et si aucune modification n'est apportée au mécanisme de formation des prix dont on a relevé les principales lacunes dans la partie II ci-dessus. Les autorités examinent actuellement l'adoption d'un programme rigoureux de lutte contre l'inflation visant à ramener le taux de cette dernière à 10 % en 1985.

### *Perspectives à court terme*

Dans le cadre des objectifs de stabilisation à moyen terme, la Résolution économique pour 1982<sup>59</sup> prévoit le maintien d'une orientation restrictive de la politique économique et un ajustement correspondant de tous les objectifs macro-économiques. Comme dans le Plan 1981-1985, les principaux objectifs pour 1982 sont les suivants : nouvelle amélioration de la balance des paiements, forte décélération du taux d'inflation et accélération modérée de la croissance du produit social. Il pourrait toutefois se révéler difficile d'atteindre tous ces objectifs simultanément étant donné que les résultats de 1981 dans certains secteurs clés ne sont pas aussi favorables que les autorités l'auraient souhaité et, une reprise de la consommation privée s'est amorcée au premier trimestre de l'année en cours. Si les objectifs fixés pour le commerce extérieur ne sont pas non plus atteints, certains aspects fondamentaux du programme de stabilisation risquent d'être compromis. Les autorités peuvent évidemment prendre des mesures en cours d'année — comme elles l'ont souvent fait dans le passé — afin de remettre certains agrégats sur le sentier souhaité, mais il reste que certains objectifs ne seront probablement pas réalisés.

L'augmentation rapide et continue d'une année sur l'autre des gains nets moyens peut être un important facteur d'incompatibilité entre les prévisions de la Résolution économique concernant l'inflation et la demande intérieure, d'une part, et les évolutions récentes, d'autre part. Après avoir accusé un retard sur la hausse des prix pendant environ deux ans, l'augmentation des gains nets moyens

59. Les objectifs concernant les principales composantes de la demande et de la production, tels qu'ils figurent dans la Résolution pour 1982, sont présentés dans le tableau 16. Les autres objectifs sont donnés au tableau 17.

Tableau 18. **Indicateurs conjoncturels**  
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1981	1981		1982				
		T4	Déc.	T1	Fév.	Mars	Avril	Mai
Production industrielle (taux annuel CVS <sup>1</sup> )	4.0	2.9 (0.8)	4.8 (—)	2.6 (-1.4)	2.2 (-1.8)	2.3 (-4.0)	1.1 (-1.4)	-0.6 (-7.9)
Construction (nombre d'heures travaillées) (taux annuel CVS <sup>1</sup> )	-2.0	-3.9 (-3.0)	-4.2 (-4.6)	-1.0 (-6.1)	-0.7 (-10.6)	-0.5 (—)	-2.7 (-1.6)	
Volume des ventes au détail (taux annuel CVS <sup>1</sup> )	-6.0	-4.2 (-1.7)	-4.4 (-8.4)	5.0 (6.9)	1.2 (1.9)	4.2 (7.9)	3.0 (6.3)	
Volume des stocks des détaillants	1.5	3.6	6.4	10.4	13.7	7.4		
Prix à la production, industriels	45.0	38.3	37.4	26.0	24.9	24.9	23.3	24.1
Prix de détail, total	46.0	41.4	39.3	28.6	28.4	27.0	26.0	26.3
Produits industriels	49.4	44.1	41.5	29.1	29.5	26.6	24.2	24.8
Produits agricoles	39.2	34.3	36.0	35.4	33.3	38.0	43.3	42.4
Services	29.2	27.2	27.0	19.5	17.0	20.4	22.5	20.4
Coût de la vie	40.7	37.5	36.2	28.8	28.0	28.4	28.7	29.4
Alimentation	42.9	39.4	38.0	33.4	31.6	33.4	35.2	36.3
Gains nets moyens, total	33.6	33.0	34.0	33.0	33.5	33.8		
Entreprises	35.0	33.7	35.4	33.6	34.1	34.5		
Administrations publiques	25.6	28.6	22.7	30.3	30.8	31.3		
Gains nets moyens en termes réels, total	-5.1	-3.3	-1.6	3.3	4.3	4.2		
Emploi	2.9	2.7	2.6	2.2	2.3	2.2		

	En millions de dollars, taux annuel					
Déficit commercial	-4 828	-404	29	-3 637	-3 346	-2 827
Exportations	10 929	13 763	19 088	8 851	8 099	10 885
Importations	15 757	14 167	19 059	12 488	11 445	13 712

1. Taux annuel corrigé des variations saisonnières par rapport à six mois plus tôt.  
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

de 34 % enregistrée sur les 12 mois allant jusqu'au début de 1982 a été supérieure de 5 points à celle du coût de la vie. Outre qu'elle implique une augmentation des gains réels supérieure à ce qui est prévu par la Résolution économique, l'accélération récente des gains moyens risque, par des répercussions sur les coûts dans une période de croissance lente, de faire monter le taux d'inflation. En dehors d'un sévère coup de frein à la hausse des gains nominaux, les autorités peuvent aussi recourir à d'autres moyens pour faire en sorte que l'objectif de 17 % retenu pour l'augmentation du coût de la vie pour l'ensemble de l'année ne soit pas par trop dépassé<sup>60</sup>; il est possible d'agir sur le taux de change pour modérer les prix des importations, et les bénéfiques peuvent être comprimés ou l'inflation réduite au moyen de contrôles et d'accords concernant les prix. Toutefois, recourir à ces moyens serait aller à l'encontre de l'objectif prioritaire de développement des exportations ou à l'encontre de l'objectif visant à améliorer la situation financière du secteur des entreprises de manière à accroître la part de l'autofinancement dans leurs investissements.

60. En mai 1982, l'augmentation d'une année sur l'autre du coût de la vie était de 29½ % et celle des prix de détail s'établissait à 24½ %.

L'augmentation des gains nets moyens en termes réels observée au premier trimestre de 1982 a déjà entraîné un raffermissement de la consommation privée, comme en témoigne la croissance de 5 % du volume des ventes au détail (d'une année sur l'autre), contre 1½ % l'année précédente. Si cette évolution se poursuivait, l'objectif de la Résolution économique pour 1982 concernant la consommation privée pourrait être nettement dépassé, à moins que l'on ne prenne des mesures pour freiner la progression des gains nets moyens ou qu'on ne laisse l'inflation s'accélérer. Si, comme cela est probable, la croissance de la consommation privée se révèle supérieure aux prévisions, on risque d'enregistrer un transfert de ressources au détriment du secteur extérieur et par conséquent, s'il n'y est pas remédié, des répercussions négatives sur le programme de stabilisation. La consommation des administrations publiques devrait rester dans les limites définies par la Résolution économique pour 1982 étant donné le contrôle rigoureux exercé par les autorités sur leurs dépenses.

Pour la troisième année consécutive, les prévisions officielles annoncent une baisse notable des investissements fixes. Les retards et les interruptions touchant un certain nombre de projets de construction laissent de nouveau présager un recul considérable des investissements publics<sup>61</sup>. Bien qu'inférieure à celle enregistrée en 1981, la baisse prévue des investissements des entreprises reste importante (6½ % en 1982). Les restrictions frappant les importations de biens d'équipement et les crédits à l'importation, une compression des bénéfices des entreprises probablement plus sévère que ce que prévoit la Résolution (en raison essentiellement d'une augmentation plus forte que prévue des gains nets moyens) et des conditions de crédit restrictives, conduisent à penser que la diminution des investissements des entreprises sera peut-être encore supérieure aux prévisions, comme cela avait été le cas en 1981. Pour la première fois depuis de nombreuses années, on s'attend à un recul des investissements sous forme de logements en 1982; les investissements des entreprises et des administrations publiques dans ce secteur (pour loger leurs salariés) devraient diminuer beaucoup plus rapidement que ceux des particuliers. La Résolution prévoit aussi que la formation de stocks aura une incidence négative sur la croissance du produit social, ce qui semble plausible. L'évolution globale de cette composante pourrait recouvrir une légère augmentation des stocks de produits finis (tant au niveau de la fabrication que de la vente au détail) et une baisse des stocks de matières premières et de biens intermédiaires (essentiellement en provenance de l'étranger). Ainsi, d'après les pronostics officiels, la demande intérieure devrait diminuer de 2½ %, mais la réalisation de cet objectif dépendra pour beaucoup de la mesure dans laquelle la croissance de la consommation privée pourra être freinée.

La forte croissance du volume des exportations de biens et services chiffrée à 9½ % pour 1982, tout en étant inférieure à celle de 1981 (voir tableau 16), est peut-être un peu optimiste surtout si l'on considère que l'objectif englobe une progression de 12 % des exportations de marchandises à destination des pays à monnaie convertible :

- i) On prévoit que la croissance des échanges mondiaux restera modérée (de l'ordre de 2 %).
- ii) Les revenus pétroliers ayant fléchi, la demande d'importations émanant des pays de l'OPEP devrait se ralentir en 1982.
- iii) La balance commerciale avec les pays d'Europe de l'Est ayant été équilibrée en 1981, le besoin de pousser les exportations sur ces marchés est moindre. En outre, en raison des difficultés de financement

<sup>61</sup> L'investissement public est relativement faible car la plupart des investissements dans les transports, l'infrastructure, l'énergie, etc., en sont exclus.

touchant les échanges bilatéraux avec certains pays, la demande d'importations de ces derniers va probablement être réduite.

- iv) Si, pendant les quelque dix-huit derniers mois, la politique du taux de change a pu compenser les écarts de coûts relatifs par rapport à la zone de l'OCDE, elle n'a pas donné aux exportations yougoslaves une avance suffisante sur le plan de la compétitivité pour engendrer une croissance durable.
- v) La persistance de la récession dans de nombreux pays de l'OCDE et les compressions de revenus réels auront probablement pour effet de ramener la croissance en volume des services au-dessous de l'objectif de 11 %.
- vi) Les restrictions à l'importation sur les marchés étrangers constituent toujours une entrave à la croissance des exportations yougoslaves.

Il semblerait que pendant les cinq premiers mois de 1982, la croissance des exportations ait d'ores et déjà été nettement plus faible que prévu<sup>62</sup>. Comme le volume des importations sera probablement amputé pour compenser toute insuffisance du volume des exportations<sup>63</sup>, la balance extérieure réelle pourrait encore fournir une contribution positive mais nettement plus faible que prévu à la croissance du produit social. Au total, il est prévu que la croissance du produit social sera inférieure à l'objectif de 2½ %.

Pendant les cinq premiers mois de 1982, la production industrielle ne s'est accrue que de 1½ % par rapport à la même période de l'an dernier (tableau 17), la progression étant plus forte dans les industries extractives que dans les industries manufacturières. En chiffres désaisonnalisés la production industrielle est restée pratiquement stationnaire depuis les premiers mois de 1981. Il faudrait donc qu'elle se redresse sensiblement pendant le reste de l'année pour que l'objectif de 3½ % soit atteint. Ce redressement pourrait toutefois être affecté par les restrictions frappant les importations de matières premières et de biens intermédiaires et par les perspectives d'évolution des exportations. La production agricole, réagissant aux nouvelles incitations consenties aux producteurs, devrait connaître la reprise annoncée, mais cela dépendra en partie des conditions atmosphériques. En raison du ralentissement de la croissance de la production et de l'orientation restrictive de la politique budgétaire, la progression de l'emploi dans le secteur socialisé a légèrement fléchi au deuxième semestre de 1981, la variation étant plus marquée dans le secteur public que dans le secteur des entreprises. L'augmentation probable de la production industrielle et des dépenses publiques conduit à penser que la croissance de l'emploi n'atteindra pas non plus l'objectif officiel, qui est de 2 %.

On prévoyait que le déficit de la balance des opérations courantes baisserait légèrement en 1982 pour s'établir à ½ milliard de dollars, mais les autorités estiment maintenant qu'une position d'équilibre pourrait à peu près être atteinte. Vis-à-vis des pays à monnaie convertible, il était initialement prévu que le déficit serait ramené de 1½ milliard de dollars en 1981 à ½ milliard de dollars en 1982<sup>64</sup>,

62. Les estimations provisoires indiquent une augmentation de 5 % du volume des exportations, et une augmentation du même ordre pour les exportations à destination des pays à monnaie convertible. Les exportations vers la zone de l'OCDE se sont accrues à un rythme beaucoup plus rapide.

63. La croissance des importations a dépassé l'objectif mensuel (par rapport aux exportations) au cours des deux premiers mois de 1982, et il semble que les autorités aient pris des mesures pour modérer la croissance des importations en mars et avril de manière à ramener le déficit commercial à un niveau conforme à l'objectif.

64. L'élimination du déficit extérieur courant impliquerait une balance courante à peu près en équilibre avec les pays à monnaie convertible.

tandis que le solde des échanges par voie de compensation devrait être nul, après avoir accusé un excédent de  $\frac{3}{4}$  milliard de dollars en 1981. Le déficit commercial devrait se creuser quelque peu, une légère amélioration des échanges avec les pays à monnaie convertible étant surcompensée par la variation du solde des échanges par voie de compensation. On prévoit officiellement une augmentation substantielle des recettes invisibles nettes (21 % en dollars des Etats-Unis) due exclusivement aux opérations avec les pays à monnaie convertible. Les recettes du tourisme devraient augmenter de 16 % (en dollars des Etats-Unis), ce poste étant la composante la plus dynamique du compte des invisibles; avec la détente des taux d'intérêt internationaux, les paiements au titre des dividendes et intérêts, qui avaient fait un bond de 62 % en 1981, devraient rester à peu près stationnaires selon les projections officielles. Dans les tout premiers mois de 1982, le déficit commercial a été un peu inférieur à l'objectif — essentiellement en raison des restrictions à l'importation — mais le déficit vis-à-vis des pays à monnaie convertible a été plus important que prévu. On ne dispose pas de données détaillées concernant les recettes invisibles, mais les objectifs retenus sont peut-être optimistes, compte tenu des raisons exposées ci-dessus. Au total, on pense que les opérations extérieures courantes seront en équilibre en 1982 conformément aux prévisions officielles révisées.

#### IV. CONCLUSIONS

En 1981, pour la deuxième année consécutive, la politique économique a eu pour principal objectif prioritaire de réduire les déséquilibres considérables qui, dans le double domaine du secteur extérieur et de l'inflation, avaient pris de l'importance dans la seconde moitié des années 70<sup>65</sup>. Cette politique a reçu une orientation restrictive et des mesures spécifiques ont été prises pour encourager les exportations, réduire les importations et freiner la hausse des prix. A cause de la forte baisse de la demande intérieure, des ressources substantielles ont été affectées au secteur extérieur, ce qui a permis une légère progression du produit social, la poursuite de l'expansion de la production industrielle et une croissance soutenue de l'emploi. On a également enregistré une réduction du déficit extérieur courant supérieure à l'objectif fixé dans la Résolution économique pour 1981. Les résultats de la lutte contre l'inflation ont été moins nets, et le taux moyen de hausse des prix — de l'ordre de 40 % — a été plus élevé qu'en 1980. Toutefois, dans les derniers mois de l'année et au début de 1982, les hausses de prix se sont ralenties, leur taux d'une année sur l'autre se situant au-dessus de 25 %.

L'an dernier, l'évolution du secteur extérieur et l'inflation ont surtout reflété des réactions inévitables relevant de la politique à court terme et non des ajustements fondamentaux de l'économie, lesquels prennent inévitablement beaucoup de temps. Par la force des choses, les mesures essentielles de stabilisation ont été largement fondées sur la régulation de la demande malgré les conséquences négatives que celle-ci peut comporter pour la croissance et l'emploi. Devant la nécessité de consolider l'amélioration du compte des opérations extérieures courantes enregistrée en 1981, et étant donné le taux d'inflation prévu, l'orientation prudente définie dans la Résolution économique pour 1982 s'imposait manifestement.

65. On trouvera un examen approfondi des principaux déséquilibres dans l'Etude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de mai 1981, pages 20 à 28.

La politique budgétaire est encore restrictive en 1982 et, qui plus est, les relèvements récents des taux d'intérêt renforceront l'efficacité de la politique du crédit. Toutefois, il semblerait souhaitable de réduire encore davantage l'écart entre les hausses de prix et les taux d'intérêt nominaux qui reste important. Il est essentiel aussi de surveiller strictement l'accroissement des crédits sélectifs qui ne sont pas pris en compte dans les plafonds de crédit. La même remarque vaut pour la progression rapide des crédits-fournisseurs. En l'absence de mesures correctrices, l'emploi croissant de devises étrangères dans les opérations intérieures constituerait une menace pour la maîtrise effective de la situation monétaire et pour la stabilité de la monnaie nationale.

Il est apparu au premier semestre de 1982 que certains des principaux objectifs de la Résolution ne pourraient être atteints sans l'adoption de nouvelles mesures de politique économique. En particulier, étant donné l'évolution des gains moyens, on peut craindre un certain renforcement des tensions inflationnistes. Il faut espérer que l'objectif officiel retenu pour la hausse du coût de la vie sera dans l'ensemble atteint et que la stabilité des revenus réels sera assurée. Toutefois, il faudra peut-être prendre de nouvelles mesures si l'on veut maintenir la dynamique du mouvement de désinflation et consolider les progrès accomplis jusqu'ici dans le secteur extérieur. Cependant, pour maîtriser l'inflation, il est essentiel de s'attaquer à ses causes et non à ses symptômes. Et, comme les autorités l'ont reconnu dans le Programme de stabilisation, on ne peut envisager de recourir pendant une période prolongée à une compression de la demande intérieure, à des mesures coûteuses d'encouragement à l'exportation ainsi qu'à des mesures de contrôle des importations pour atténuer les contraintes extérieures qui se manifestent dans l'importance de la dette extérieure et dans le coût du service de la dette.

Il importe aussi que les mesures restent relativement restrictives pendant une période suffisamment longue, car on ne voit guère la possibilité d'assouplir la politique économique à bref délai si l'on veut établir les bases d'un retour à une expansion viable et durable au cours de la période d'exécution du Plan quinquennal 1981-1985. Les révisions en baisse apportées aux principaux objectifs du Plan vont donc dans la bonne direction mais la réalisation des objectifs ainsi modifiés dépendra en partie de la vigueur de l'économie mondiale. De plus, leur adéquation étroite aux ajustements qu'il convient d'apporter à l'économie doit dans une large mesure être appréciée en fonction du résultat de l'analyse en cours de la stratégie à moyen terme; en effet, pour les raisons qui sont examinées ci-après, une politique de régulation de la demande n'est pas suffisante en soi pour corriger les déséquilibres importants de l'économie.

Il est essentiel que les mécanismes de détermination des prix et des revenus soient rendus plus efficaces, les pressions exercées par les salaires et les prix menaçant de rester vigoureuses aussi longtemps que les forces du marché ne pourront pas jouer plus librement. La détermination du revenu soulève des difficultés dans la plupart des pays de l'OCDE, mais la discipline du marché semble être moins efficace en Yougoslavie qu'ailleurs en raison de l'attachement à l'objectif de la croissance de l'emploi, et des aides accordées aux entreprises. Et, comme on l'a vu dans la deuxième partie, le nouveau système de prix institué au début de 1981 n'a pu fonctionner régulièrement l'an dernier et les tensions inflationnistes se sont accrues pendant un certain temps au lieu de s'atténuer. Dans ces conditions, la formation des salaires et des prix n'a pas été conforme à l'objectif de lutte contre l'inflation et au désir d'accroître le rôle des forces de la concurrence. En conséquence, il est indispensable que le Programme de stabilisation à moyen terme actuellement mis au point prévoit un examen approfondi de la régulation des prix et des revenus si l'on veut maîtriser durablement l'inflation.

Un autre problème est celui de l'affectation rationnelle des ressources qui est lié au taux élevé de l'inflation sous-jacente et à l'insuffisance de la compétitivité extérieure de l'économie yougoslave. Dans le passé, certains investissements ont souvent été trop lourds et inutiles, et se sont traduits par la création d'installations faisant double emploi, par le choix de procédés et de produits inopportuns et par une attention insuffisante aux questions de conception et de qualité, autant de facteurs qui, associés à la médiocrité de la conjoncture internationale, ont contribué à l'importance du déficit commercial avec les pays à monnaie convertible. De mauvaises affectations de ressources ont également résulté des entraves aux mouvements interrégionaux de capitaux et de biens, et de la coordination insuffisante entre les plans d'investissement régionaux. Dans les années 70, les investissements ont dépassé les objectifs retenus par les Plans quinquennaux pour la rapidité de la croissance et ils ont été facilités de façon excessive par l'abondance de l'offre de crédits assortis de taux d'intérêt réels fortement négatifs. Compte tenu du freinage actuel de l'investissement et des mesures visant à mieux contrôler les projets d'investissement, on peut s'attendre à une amélioration du rendement des investissements et de la production. Une autre mesure importante est le relèvement récent des taux d'intérêt — préconisé dans de précédentes Etudes de l'OCDE sur la Yougoslavie — qui devrait aussi conduire à une amélioration sensible de la sélection des projets d'investissement. Toutefois, les taux d'intérêt sont encore nettement inférieurs au taux d'inflation, et de nouveaux relèvements seront nécessaires si l'on veut que les entreprises soient amenées à observer une discipline économique raisonnable dans leurs décisions d'investissement. Une action en ce sens, ainsi que d'autres possibilités actuellement étudiées par les autorités, contribueraient probablement à mieux intégrer le marché yougoslave en favorisant une restructuration de l'industrie et une plus grande mobilité du capital. L'application de taux d'intérêt plus réalistes aurait aussi pour effet de réduire l'attrait de la substitution du capital au travail et donc de favoriser l'accroissement de l'emploi.

Il conviendrait, semble-t-il, de modifier l'organisation et le régime du commerce extérieur et des changes de manière à favoriser l'accroissement rapide des exportations nettes de biens et services à moyen terme, qui doit rester un objectif essentiel de la politique économique. Ainsi qu'on l'a fait observer dans la deuxième partie, le système actuel du commerce extérieur, en partie fondé sur des projections régionales des exportations et des importations, ainsi que le manque de devises, favorisent l'établissement de liaisons directes entre les importations et les exportations, ce qui entraîne dans une certaine mesure une mauvaise affectation des ressources, y compris des ressources en devises. Ce dernier phénomène se manifeste notamment par l'existence des taux de change de référence illégaux. Il est vrai que les entraves résultant de la structure des relations commerciales extérieures et du régime des changes sont effectivement en cours d'examen et que des mesures temporaires mais limitées visant à assouplir l'offre et la circulation des devises ont été annoncées en mai, mais il est essentiel que les arrangements commerciaux soient rapidement reconsidérés si l'on veut asseoir sur des bases solides et durables une meilleure performance à l'exportation. Il faut aussi noter que, si un abaissement des barrières commerciales à l'étranger qu'entravent les ventes de la Yougoslavie serait de nature à améliorer les résultats de ce pays à l'exportation, il est également très important de mieux intégrer les marchés du commerce extérieur et des changes.

Le Programme de stabilisation est destiné — entre autres objectifs — à s'attaquer aux problèmes posés par le taux d'inflation élevé, la mauvaise affectation des ressources et la compétitivité extérieure insuffisante de la production yougoslave. De fait, c'est dans une large mesure en fonction des changements



d'orientation qui seront apportés au régime économique dans le cadre d'une régulation prudente de la demande qu'il sera possible de rétablir de façon satisfaisante à moyen terme une croissance plus durable. Cependant, la présente Etude, tout en insistant sur les problèmes économiques à court et à moyen terme les plus urgents, ne doit pas taire les résultats considérables obtenus au cours des deux dernières années, qu'il s'agisse plus précisément de la réduction sensible du déficit extérieur courant, de l'utilisation plus active des taux d'intérêt, du meilleur contrôle de l'investissement ou de diverses mesures prises en vue de réduire le morcellement du marché national. Certains des objectifs de stabilisation à court terme ont été atteints en 1981, l'orientation de la politique économique qui ressort de la Résolution pour 1982 semble être correcte, et les objectifs révisés du Plan quinquennal 1981-1985 s'harmonisent plus étroitement aux possibilités de l'économie du pays que ceux du Plan précédent. Il faut espérer que l'examen des politiques à moyen terme qui sera effectué dans le cadre du Programme de Stabilisation actuellement en cours de préparation permettra de procéder aux ajustements structurels nécessaires de manière que les objectifs du Plan puissent effectivement être atteints.

*ANNEXE STATISTIQUE*

Tableau A. **Produit social (concepts et définitions yougoslaves)**  
Millions de dinars

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>
Aux prix courants											
Dépenses des consommateurs	86 305	110 514	137 025	168 877	220 187	275 283	326 191	397 837	487 200	622 447	818 829
Consommation collective	14 689	17 508	21 286	26 708	35 962	49 620	60 265	72 556	86 439	110 900	143 060
Formation brute de capital fixe	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387	163 287	207 283	267 956	357 314	447 581	545 665
Variation des stocks	13 638	21 983	14 500	31 957	57 827	44 760	30 286	59 100	28 767	82 209	119 622
Balance extérieure	-9 723	-15 043	-8 024	-14 550	-44 698	-43 606	-25 897	-59 553	-73 768	-118 527	-167 828
Exportations de biens et services	30 381	40 575	56 026	72 278	95 128	105 231	120 851	129 855	146 929	201 309	359 345
Importations de biens et services	40 104	55 618	64 050	86 828	139 826	148 837	146 748	189 408	220 697	319 836	527 173
Ecart statistique	575	4 863	6 631	7 832	20 555	13 651	-5 568	-3 592	15 863	20 807	93 741
Produit social	157 207	204 476	245 395	306 326	407 220	502 995	592 560	734 304	901 815	1 165 417	1 553 089
Aux prix de 1972											
Dépenses des consommateurs	120 960	130 960	137 025	140 695	151 030	156 174	163 097	174 595	186 737	197 319	198 481
Consommation collective	20 269	20 256	21 286	22 160	23 774	25 980	28 448	30 553	32 540	34 000	33 670
Formation brute de capital fixe	69 478	72 668	73 977	77 074	84 054	92 181	99 689	109 114	120 589	128 293	121 914
Variation des stocks	18 941	25 967	14 500	21 344	31 095	19 132	15 380	22 123	9 683	25 300	28 350
Balance extérieure	-16 828	-20 911	-8 024	-14 719	-24 866	-23 556	-9 075	-22 878	-22 521	-29 682	-13 434
Exportations de biens et services	45 941	47 622	56 026	59 835	60 424	59 346	68 189	64 508	63 991	63 702	70 518
Importations de biens et services	62 769	68 533	64 050	74 554	85 290	82 902	77 264	87 386	86 512	93 384	83 952
Ecart statistique	5 127	6 600	6 631	11 130	14 598	19 982	3 652	11 814	20 771	17 087	11 883
Produit social	217 947	235 540	245 395	257 684	279 685	289 893	301 191	325 321	347 799	372 317	380 864

1. Chiffres préliminaires.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau B. **Produit national et dépenses (concepts et définitions standardisés)**  
Millions de dinars, aux prix courants

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>
Dépenses des consommateurs en biens et services	79 944	95 593	121 722	151 687	187 146	244 100	294 900	351 500	428 950	528 400	672 125	879 140
Dépenses courantes de l'Etat en biens et services	26 054	30 484	36 686	45 290	52 742	74 300	97 900	118 700	147 500	177 200	227 500	285 967
Formation brute de capital fixe	41 049	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387	163 287	207 283	267 956	357 314	447 581	545 665
Variation des stocks	7 297	13 638	21 983	14 702	31 957	57 800	44 600	30 300	59 100	28 767	82 209	119 622
Exportations de biens et services	27 383	31 841	42 909	59 206	76 436	101 100	111 200	129 500	136 400	153 220	206 575	383 634
moins : Importations de biens et services	29 894	40 494	56 291	64 996	87 951	142 000	150 000	148 800	190 800	221 188	325 232	527 173
Ecart statistique	1 034	-867	3 651	3 296	7 832	20 013	15 313	-5 683	-13 906	-10 994	-16 822	1 843
Produit national brut aux prix du marché	152 867	181 918	235 311	283 162	353 664	472 700	577 200	682 800	835 200	1 012 719	1 293 936	1 688 698
Revenus en provenance du reste du monde	2 724	5 728	10 024	15 411	22 644	26 710	26 773	29 000	34 800	55 570	64 687	115 943
Revenus versés au reste du monde	1 290	1 610	2 236	2 818	3 778	4 800	4 273	5 000	6 400	8 300	15 604	34 971
Produits national brut aux prix du marché	154 301	186 036	243 099	295 755	372 530	494 610	599 700	706 800	863 600	1 059 989	1 343 019	1 769 670
Impôts indirects	12 628	15 864	22 041	27 279	29 239	58 070	62 000	71 200	105 300	123 172	163 085	195 332
Subventions	935	1 287	2 790	7 015	8 194	12 280	15 000	10 000	26 100	26 400	34 233	42 894
Produit national brut au coût des facteurs	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	645 600	784 400	963 217	1 214 167	1 617 232
Amortissement et provisions pour autres opérations	14 238	16 644	21 180	27 979	36 290	50 840	61 000	70 000	83 600	102 717	128 507	174 746
Produit national net au coût des facteurs	128 370	154 815	202 668	247 512	315 195	397 980	491 700	575 600	700 800	860 500	1 085 660	1 442 486

Note. En raison d'une modification des institutions et d'une classification différente depuis le milieu des années 1970, les chiffres des années récentes ont été révisés.

1. Chiffres préliminaires.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau C. **Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité**  
Millions de dinars, aux prix courants

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>
Agriculture, sylviculture et pêche	27 129	29 612	37 346	43 273	59 250	70 900	80 700	97 250	113 700	115 228	149 207	199 151
Industries extractives	3 460	4 103	5 503	6 860	8 900	13 740	17 600	20 700	25 200	28 728	35 278	51 153
Industries manufacturières	39 086	48 590	63 889	77 570	98 514	130 020	171 600	191 400	239 200	287 165	360 679	494 130
Electricité, gaz et eau	3 779	4 411	5 477	6 891	8 450	9 500	13 200	15 400	19 200	25 600	32 040	44 606
Construction	15 180	19 490	25 108	29 888	33 600	43 750	57 400	61 600	79 400	99 079	127 512	164 235
Transports et communications	9 463	12 391	16 281	19 254	23 600	28 400	34 300	44 800	53 700	73 800	95 500	123 482
Commerce de gros et de détail	14 325	17 367	23 501	27 193	33 150	42 000	52 600	56 300	71 500	88 100	117 750	153 075
Revenu de la banque, des assurances et des propriétés non bâties	2 432	2 811	3 666	4 846	6 500	7 600	8 700	9 800	14 200	17 500	22 366	29 431
Logements occupés par leurs propriétaires	1 230	1 464	1 860	2 300	3 000	3 600	4 200	5 000	5 900	7 098	8 685	11 376
Administration publique et défense	6 951	7 762	9 611	11 757	15 000	23 500	27 200	32 600	41 100	49 400	56 600	70 750
Santé et enseignement	8 684	10 416	13 209	16 476	19 700	26 983	31 300	35 000	44 800	58 500	72 423	89 877
Services divers	6 654	8 646	11 003	13 672	18 040	27 317	31 400	21 450	48 200	65 749	87 044	104 994
Produit intérieur brut au coût des facteurs	141 174	167 341	216 060	259 980	327 704	426 910	530 200	591 300	756 100	915 947	1 165 084	1 536 260
Païement net de revenus dus aux facteurs de production par le reste du monde	1 434	4 118	7 788	12 593	19 320	21 910	22 500	24 000	28 300	47 270	49 083	80 972
Produit national brut au coût des facteurs	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	615 300	784 400	963 217	1 214 167	1 617 232
Ajustement	2 801	278	-394	2 918	4 461	-400	—	—	—	—	—	—

Note. En raison d'une modification des institutions et d'une classification différente depuis le milieu des années 1970, les chiffres des années récentes ont été révisés.

1. Chiffres préliminaires.

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau D. **Formation brute de capital fixe**  
Millions de dinars, aux prix courants

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<b>Total</b>	41 049	51 723	64 651	73 977	85 500	117 400	163 200	207 300	268 000	357 300	447 600	545 600
Secteur privé	7 423	9 657	13 335	16 098	22 100	28 200	30 900	36 300	45 700	53 600	71 000	88 500
Secteur socialisé	33 626	42 066	51 316	57 879	63 400	89 200	132 300	171 000	222 300	303 700	376 600	457 100
<i>Par type d'activités :</i>												
Productrices	30 021	36 304	45 684	50 455	57 600	79 600	114 200	146 600	192 500	260 800	319 600	386 300
Non productrices	11 028	15 419	18 967	23 522	27 900	37 800	49 000	60 700	75 500	96 500	128 000	159 300
<i>Par branches d'activités :</i>												
Agriculture et forêts	3 299	3 818	4 722	5 687	8 282	11 078	12 100	14 700	20 800	26 000	31 500	36 700
Industrie	13 000	15 895	21 000	24 250	26 014	38 588	64 000	80 700	98 000	136 000	157 800	199 600
Construction	1 365	1 642	1 700	2 015	2 340	3 328	4 000	4 800	9 300	10 900	13 800	14 400
Transports	7 237	8 393	9 103	9 995	12 803	16 102	21 000	27 700	37 000	52 000	65 900	72 900
Commerce, restaurants et tourisme	4 274	5 791	6 985	6 144	5 190	7 218	9 400	10 400	15 900	20 000	28 890	32 200
Logement et activités communales	9 474	12 438	15 332	18 512	23 166	31 145	39 000	48 700	59 800	77 000	103 600	134 200
Autres branches d'activité	2 400	3 746	5 809	7 374	7 705	9 941	13 700	20 300	27 200	35 400	46 110	55 600
<i>Par genres d'investissements :</i>												
Machines et équipements d'origine nationale	16 433	19 919	24 705	27 936	33 200	47 000	66 730	86 100	110 900	139 600	167 900	191 600
d'importation	9 288	11 499	13 553	16 400	18 800	27 100	35 530	50 200	64 900	85 600	109 000	125 500
Travaux de construction	7 145	8 420	11 152	11 536	14 400	19 900	31 200	35 900	46 000	54 000	58 900	66 100
Divers	22 689	30 037	37 622	43 218	47 300	64 600	88 960	110 700	141 300	194 800	249 800	309 400
	1 927	1 767	2 324	2 823	5 000	5 800	7 510	10 500	15 800	22 900	29 900	44 600

*Note.* Les chiffres comportent les dépenses sur les avoirs déjà existants et indiquent la valeur des investissements effectivement réalisés indépendamment des dates de leur remboursement.  
*Source :* Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau E. Le revenu national et le compte des particuliers (concepts et définitions yougoslaves)  
Millions de dinars

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Revenu national :</i>											
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462	310 075	361 588	451 280	573 256
Impôts sur le revenu et cotisations de Sécurité sociale	24 625	29 688	35 437	42 958	62 334	83 643	108 780	131 681	171 856	206 920	260 005
Intérêt et impôts à la charge des entreprises	29 813	36 284	45 879	59 359	71 610	84 307	101 377	131 510	168 429	236 384	306 652
Accumulation des entreprises productrices et des producteurs individuels	17 599	30 937	32 530	44 927	63 356	78 364	64 839	88 612	111 050	159 419	260 652
Revenu national	142 835	186 138	220 959	275 549	363 350	454 336	528 458	661 878	812 923	1 054 003	1 400 565
<i>plus</i> : Amortissements	14 372	18 338	24 436	30 777	43 939	48 659	64 102	72 426	88 892	111 414	152 524
Produit social	157 207	204 476	245 395	306 326	407 289	502 995	592 560	734 304	901 815	1 165 417	1 553 089
<i>Compte des particuliers :</i>											
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462	310 075	361 588	451 280	573 256
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises non productrices	16 012	20 054	24 149	28 675	37 321	48 294	58 440	74 007	91 644	114 369	141 360
Prestations de Sécurité sociale et autres prestations sociales	14 556	18 146	23 688	30 338	38 329	49 890	63 548	79 102	99 600	127 190	158 549
Autres transferts intérieurs	781	964	1 067	800	1 268	1 778	2 651	3 666	4 881	7 008	8 840
Transferts nets en provenance de l'étranger	6 599	11 452	17 403	25 395	29 839	31 248	34 615	37 513	58 582	65 649	110 565
Total des revenus	108 746	139 845	173 420	213 513	272 807	339 232	412 716	504 363	616 295	765 496	992 570
Dépenses de consommation en biens et services du secteur productif	75 783	98 107	122 162	150 477	197 967	249 083	295 351	362 117	447 710	572 842	753 590
Auto-consommation de produits	10 522	12 407	14 863	18 400	22 220	26 200	30 840	35 720	39 490	49 605	65 239
Dépenses de consommation encaissées par le secteur non productif	8 384	10 127	12 018	14 829	19 836	26 129	34 912	44 069	54 318	69 560	88 382
Épargne	14 057	19 204	24 377	29 807	32 784	37 820	51 613	62 457	74 777	73 489	85 359
Taux d'épargne (en %)	12.9	13.7	14.1	14.0	12.0	11.1	12.5	12.4	12.1	9.6	8.6

Source : FSO, Statistički Godisnjak.

Tableau F. Agriculture

Unité ou base	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	
<i>Indices de la production agricole</i>	1951-1955 = 100													
Total	183	175	187	184	197	209	203	217	227	213	225	225	(228)	
Production végétale	190	167	180	179	195	199	193	205	212	186	205	204	(204)	
Production animale	173	190	194	197	209	235	235	244	263	268	270	273	(283)	
<i>Production de certains produits</i>														
Blé	Millions de t. métr.	4.9	3.8	5.6	4.8	4.8	6.3	4.4	6.0	5.6	5.4	4.5	5.1	4.3
Maïs	—	7.8	6.9	7.4	7.9	8.3	8.0	9.4	9.1	9.9	7.6	10.1	9.3	9.8
Betterave sucrière	—	3.6	2.9	3.0	3.3	3.3	4.3	4.2	4.7	5.3	5.2	5.9	5.2	6.2
Viande	Milliers de t. métr.	770	811	880	817	839	1 000	1 031	1 034	1 144	1 237	1 227	1 207	..
Bois en grumes	Millions de m <sup>3</sup>	17.1	17.5	17.9	17.3	17.4	18.2	18.6	18.5	19.5	19.7	19.9	19.4	20.4
Nombre de tracteurs en service <sup>1</sup>	Milliers	68.2 <sup>2</sup>	80.0	96.7	120.5	150.0	195.1	225.5	260.9	296.8	342.0	385.1	415.7	..
Consommation d'engrais	Milliers de t. métr.	1 820	1 678	1 747	1 821	1 919	1 817	1 964	1 970	2 056	2 147	2 203	2 131	..

1. A la fin de l'année.

2. Chiffres obtenus à partir d'un recensement des exploitations privées et non strictement comparables aux estimations se référant aux années antérieures.

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.



Tableau G. Production industrielle

	Unité ou base	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	
<i>Indices de la production industrielle</i>		1970 = 100													
Total	Base originale	92	100	110	119	126	139	147	152	167	181	195	204	212	
Industries extractives	1953 = 100	93	100	108	110	117	124	130	133	139	143	148	153	158	
Industries manufacturières		92	100	110	119	126	140	149	154	168	184	200	208	218	
Métallurgie de base		91	100	108	121	132	150	157	158	171	188	196	199	214	
Transformation des métaux		89	100	109	107	123	140	154	157	175	199	219	226	237	
Produits chimiques		86	100	117	132	146	169	178	182	206	234	251	275	301	
Textiles		96	100	107	118	125	135	142	145	152	158	172	182	189	
Alimentation, boissons, tabac		91	100	111	119	126	136	137	147	160	173	187	189	195	
<i>Production de certains produits</i>															
Electricité	Milliards de kWh	23.4	26.0	29.5	33.2	35.1	39.5	40.0	43.6	48.6	51.3	55.0	59.4	60.4	
Lignite et charbon	Millions de t. métr.	25.8	27.4	29.8	30.3	31.9	33.0	35.0	36.3	38.6	39.2	41.7	46.6	51.5	
Produits pétroliers <sup>1</sup>	—	5.7	7.1	7.8	8.4	9.1	10.4	10.9	11.7	13.8	14.2	15.8	15.2	13.4	
Minerai de cuivre	—	8.1	9.4	10.3	11.9	14.2	14.9	14.6	17.4	17.5	17.1	16.4	19.6	18.3	
Minerai de plomb	Milliers de t. métr.	118	127	124	120	119	120	127	122	130	124	130	121	119	
Minerai de zinc	—	97	101	99	97	97	95	103	107	112	104	102	95	89	
Acier brut	Millions de t. métr.	2.2	2.2	2.4	2.6	2.7	2.8	2.9	2.8	3.2	3.5	3.5	3.6	4.0	
Ciment	—	4.0	4.4	4.9	5.8	6.3	6.6	7.1	7.6	8.0	8.7	9.1	9.3	9.8	
Machines à travailler les métaux ou le bois	Milliers de t. métr.	9.9	10.9	12.6	15.9	12.5	15.5	17.1	20.5	28.6	31.9	37.5	46.4	46.3	
Machines pour la construction	—	23.4	26.8	28.4	28.0	34.4	34.6	34.6	38.4	47.1	67.8	82.6	71.4	71.3	
Machines rotatives	—	15.3	21.5	26.0	26.8	30.7	34.3	39.8	30.1	34.9	40.6	44.1	43.6	47.3	
Pâte à papier et cellulose	—	475	450	489	517	527	560	527	495	584	612	608	606	642	
Cotonnades	Millions de m <sup>2</sup>	415	390	391	374	361	365	376	385	384	410	418	385	377	

1. Pétrole brut et raffiné.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau H. Population active et emploi  
Milliers

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Population active (estimation en milieu d'année) <sup>1</sup>	8 780	8 834	8 890	9 014	9 034	9 087	9 147	9 206	9 242	9 286	9 324	9 385	9 562
Nombre de personnes occupant un emploi rémunéré	3 706	3 850	4 034	4 210	4 306	4 514	4 758	4 925	5 148	5 383	5 615	5 798	5 966
Nombre de chômeurs recensés	331	320	291	315	382	449	540	635	700	735	762	785	809
Reste de la population active <sup>1</sup>	4 743	4 664	4 565	4 489	4 346	4 124	3 849	3 646	3 394	3 168	2 947	2 802	2 787
Emigration de travailleurs (nette) <sup>2</sup>	572	783	923	1 020	1 100	1 035	940	870	825	800	790	770	770
Travailleurs yougoslaves employés en Allemagne <sup>3</sup>	265	423	478	475	535	470	410	390	375	360	360	350	340
Emploi intérieur rémunéré par secteur :													
Secteur socialisé <sup>4</sup>	3 622	3 765	3 944	4 115	4 213	4 423	4 667	4 833	5 052	5 280	5 506	5 681	5 846
Activités productrices	3 011	3 130	3 279	3 422	3 495	3 671	3 876	4 004	4 182	4 364	4 560	4 709	4 848
Activités non productrices	611	635	665	693	718	752	791	829	870	916	946	972	998
Secteur privé	84	85	90	95	93	91	91	92	96	103	109	117	120
Emploi intérieur rémunéré par branches d'activité <sup>4</sup>													
dans l'agriculture	162	159	158	160	161	168	176	178	179	183	188	191	200
dans l'industrie	1 385	1 438	1 512	1 591	1 638	1 726	1 819	1 874	1 954	2 022	2 102	2 162	2 242
dans la construction	394	412	424	430	420	444	479	500	531	567	602	622	622
dans les transports et communications	281	291	303	315	320	329	346	357	372	381	387	399	408
dans le commerce	336	357	385	411	429	452	476	494	507	529	558	582	596

1. Y compris les travailleurs yougoslaves temporairement employés à l'étranger.

2. Selon le Bureau fédéral de l'emploi.

3. Chiffres de septembre (1981 = 31 mars).

4. Les données pour les travailleurs du secteur socialisé, par activités économiques, ont été modifiées de 1969 à 1976 sur la base de la dernière révision de ces données, d'après la classification type des activités économiques appliquée depuis janvier 1977.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau I. Prix et salaires  
Indices, 1969 = 100

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Prix à la production des produits agricoles	100	115	145	180	225	257	291	333	373	417	524	709	1 087
Prix à la production des produits industriels	100	109	126	140	158	205	250	266	291	315	357	455	658
Matières premières	100	112	132	146	165	232	285	301	328	354	410	550	791
Biens d'équipement	100	105	118	126	138	156	191	216	236	250	265	297	372
Biens de consommation	100	107	121	136	154	188	227	239	265	291	323	391	562
Valeurs unitaires des exportations, en dollars	100	109	114	121	144	191	208	217	244	266	305	364	395
Valeurs unitaires des importations, en dollars	100	108	112	118	142	207	218	224	255	267	318	381	421
Coût de la vie													
Total	100	111	128	149	178	216	268	299	345	394	474	617	870
<i>dont :</i>													
Denrées alimentaires	100	112	131	156	190	220	273	312	369	425	503	661	946
Services	100	108	122	134	156	186	231	260	295	338	407	490	623
Salaires par personne employée dans le secteur socialisé	100	118	145	169	196	250	309	357	424	513	617	744	995

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau J. Bilan consolidé du système bancaire<sup>1</sup> à l'exclusion des organismes financiers et autres et des banques internes |  
Milliards de dinars, fin de période

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
<b>Total des opérations à court terme</b>	93.6	118.4	139.1	169.1	227.7	274.9	397.8	494.3	870.6	1 356.4
Or et devises	15.6	26.9	27.1	21.3	47.3	49.0	56.7	34.0	75.7	133.1
Créances en devises	6.8	6.3	7.4	16.6	11.2	10.2	8.7	10.3	51.2	147.2
Prêts aux organisations du travail associé ayant des activités économiques	54.7	63.0	74.5	96.8	116.4	135.9	176.2	233.0	307.9	474.6
Prêts à l'administration fédérale et à d'autres institutions publiques	2.8	2.4	2.8	7.2	12.5	16.9	14.3	14.7	17.4	24.3
Prêts aux ménages	0.9	1.1	1.9	2.5	3.8	4.8	4.8	5.8	7.7	11.8
Autres actifs <sup>2</sup>	12.8	18.7	25.4	24.7	36.5	58.1	137.1	196.5	410.7	565.4
<b>Total des opérations à long terme</b>	204.6	241.9	298.7	367.8	473.7	603.3	778.1	968.0	1 241.9	1 425.2
Créances en devises sur le reste du monde	0.8	1.2	2.1	4.1	0.7	7.9	10.0	13.6	20.7	25.8
Prêts aux organisations du travail associé ayant des activités économiques	124.8	147.2	186.4	230.9	290.3	365.8	454.9	571.0	733.7	812.5
Prêts à l'administration fédérale et à d'autres institutions publiques	35.4	42.0	47.4	58.5	70.0	89.5	101.9	120.1	137.2	108.6
Prêts aux ménages	6.0	7.5	11.6	17.5	24.7	38.1	48.0	53.2	57.3	63.3
Prêts à la construction de logements	29.9	34.5	40.5	45.2	59.1	64.9	97.0	136.0	193.2	253.8
Autres actifs <sup>3</sup>	7.7	9.5	10.7	11.6	28.9	37.1	66.3	74.1	99.8	161.2
<b>Actif total</b>	298.2	360.3	437.8	536.9	701.4	878.2	1 175.9	1 462.3	2 112.5	2 784.6
<b>Total des engagements à court terme</b>	150.9	195.1	244.3	312.8	423.2	519.2	698.6	860.5	1 268.8	1 696.0
Engagements en devises	25.4	29.7	39.4	51.0	57.1	73.1	111.0	157.3	321.5	477.3
Masse monétaire	55.2	77.6	97.2	130.7	206.5	251.1	315.3	375.1	461.6	584.3
Autres et dépôts faisant l'objet de restrictions	48.9	61.7	72.6	89.9	112.4	135.2	155.2	195.7	254.7	329.8
Divers <sup>4</sup>	21.4	26.1	35.1	41.2	47.2	59.8	117.1	132.4	231.0	304.6
<b>Total des engagements à long terme</b>	125.8	145.0	170.6	196.7	241.6	314.2	419.4	536.4	769.7	998.9
Engagements en devises	20.8	29.5	39.2	52.9	71.6	98.9	144.6	197.1	349.6	512.1
Dépôts à terme	28.3	30.3	34.7	42.0	55.8	71.8	105.2	132.1	163.1	208.4
Emprunts	76.7	85.2	96.7	101.8	114.2	143.5	169.6	207.2	257.0	278.4
Fonds	21.5	20.2	22.9	27.4	36.6	44.8	57.9	65.4	74.0	86.7
<b>Passif total</b>	298.2	360.3	437.8	536.9	701.4	878.2	1 175.9	1 462.3	2 112.5	2 781.6

1. Les données ont été recalculées selon les nouvelles méthodes de la Banque Nationale de Yougoslavie.

2. Portefeuille d'obligations publiques et autres créances.

3. Portefeuille d'obligations publiques, participation au capital d'organismes financiers internationaux et autres créances.

4. Emissions d'obligations, paiements à effectuer et autres engagements.

Source : Banque Nationale de Yougoslavie.

Tableau K. **Importations et exportations par groupes de produits**  
Millions de dollars US

		1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
<b>CTCI SECTIONS</b>														
<b>Importations</b>														
0. et 1.	Produits alimentaires, boissons et tabacs	147	207	296	308	508	666	420	637	784	605	977	991	788
	<i>dont</i> : Céréales et produits à base													
	de céréales	26	18	100	73	57	213	17	142	92	20	271	302	98
2.	Matières premières	264	314	312	336	486	1 004	739	693	940	995	1 205	1 544	1 637
	<i>dont</i> : Fibres textiles et déchets	135	110	118	137	193	419	255	248	335	348	376	415	457
3.	Combustibles minéraux	104	138	193	176	358	951	943	1 082	1 296	1 431	2 248	3 549	3 786
5.	Produits chimiques	221	267	297	349	450	811	834	791	989	1 140	1 653	1 824	2 027
6.	Articles semi-manufacturés	544	826	917	844	1 081	1 806	1 747	1 364	1 763	1 698	2 243	2 376	2 595
	<i>dont</i> : Métaux communs	254	427	469	427	521	881	963	700	841	835	1 151	1 313	1 419
7. et 8.	Articles manufacturés	846	1 102	1 187	1 170	1 598	2 239	2 899	2 731	3 791	4 058	5 637	4 674	4 816
	<i>dont</i> : Machines	516	629	768	785	981	1 382	1 987	1 935	2 580	2 833	3 993	3 450	3 417
	Matériel de transport	208	326	250	233	434	576	628	548	814	796	1 038	766	944
4. et 9.	Autres produits	8	20	51	49	30	65	115	69	70	56	56	106	108
	<b>Total</b>	<b>2 134</b>	<b>2 874</b>	<b>3 253</b>	<b>3 232</b>	<b>4 511</b>	<b>7 542</b>	<b>7 697</b>	<b>7 367</b>	<b>9 633</b>	<b>9 983</b>	<b>14 019</b>	<b>15 064</b>	<b>15 757</b>
<b>Exportations</b>														
0. et 1.	Produits alimentaires, boissons et tabacs	289	314	319	392	459	412	478	618	607	687	720	1 023	1 157
	<i>dont</i> : Animaux vivants et viande	159	159	176	247	251	148	222	261	267	313	300	352	629
	Céréales et produits à base													
	de céréales	20	21	11	8	62	73	36	103	86	80	23	108	152
2.	Matières premières	142	157	149	184	275	360	282	429	510	451	619	665	554
	<i>dont</i> : Bois	63	64	66	84	157	183	140	248	315	265	318	368	293
5.	Produits chimiques	91	97	129	143	176	384	380	353	331	469	636	1 010	1 377
6.	Articles semi-manufacturés	431	492	494	603	814	1 245	1 180	1 337	1 204	1 259	1 606	1 994	2 414
	<i>dont</i> : Métaux communs	208	256	246	308	444	748	579	603	492	497	606	697	700
7. et 8.	Articles manufacturés	503	595	698	886	1 088	1 342	1 712	2 077	2 409	2 598	2 939	3 996	5 162
	<i>dont</i> : Machines	165	192	242	301	365	491	622	802	1 000	1 030	1 329	1 656	2 117
	Navires	101	142	136	162	178	248	304	287	415	421	252	317	310
3., 4. et 9.	Autres produits	18	24	26	29	41	62	40	64	195	204	274	289	265
	<b>Total</b>	<b>1 474</b>	<b>1 679</b>	<b>1 814</b>	<b>2 237</b>	<b>2 853</b>	<b>3 805</b>	<b>4 072</b>	<b>4 878</b>	<b>5 256</b>	<b>5 668</b>	<b>6 794</b>	<b>8 977</b>	<b>10 929</b>

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau L. **Importations et exportations par zones**  
Millions de dollars US

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	Importations, caf												
Pays de l'OCDE	1 379	1 981	2 140	2 113	2 820	4 562	4 677	4 038	5 481	5 890	8 530	7 955	8 395
CEE	963	1 334	1 435	1 423	1 905	3 016	3 162	2 876	3 806	3 829	5 699	5 220	5 588
Italie	317	378	396	400	531	889	869	760	1 029	827	1 146	1 117	1 291
Allemagne	389	567	617	604	856	1 356	1 437	1 233	1 571	1 801	2 887	2 500	2 243
Etats-Unis	93	160	198	198	185	357	417	370	546	615	1 059	1 015	957
Autres pays de l'OCDE	323	487	507	492	730	1 189	1 098	792	1 129	1 446	1 172	1 720	1 850
Pays à économie planifiée <sup>1</sup>	511	593	778	802	1 117	1 755	1 907	2 259	2 781	2 498	3 542	4 526	4 961
dont : URSS	168	193	281	283	408	752	807	1 002	1 301	1 375	1 793	2 698	2 966
Pays en voie de développement	245	300	336	316	574	1 225	1 112	1 070	1 371	1 595	1 947	2 583	2 401
en Afrique	72	78	85	100	146	292	159	258	323	397	570	936	1 126
en Amérique	51	81	78	93	189	275	185	212	327	222	317	468	357
en Extrême-Orient	65	71	83	65	63	114	180	118	164	440	67	86	252
au Moyen-Orient	57	70	90	57	176	544	588	482	555	536	993	1 093	666
<b>Total</b>	<b>2 134</b>	<b>2 874</b>	<b>3 253</b>	<b>3 232</b>	<b>4 511</b>	<b>7 542</b>	<b>7 697</b>	<b>7 367</b>	<b>9 633</b>	<b>9 983</b>	<b>14 019</b>	<b>15 064</b>	<b>15 757</b>
	Exportations, fob												
Pays de l'OCDE	822	942	960	1 272	1 588	1 773	1 452	2 040	2 101	2 437	2 986	3 358	3 501
CEE	563	655	645	809	1 018	1 044	930	1 327	1 395	1 305	1 928	2 365	2 531
Italie	226	255	226	308	465	432	372	596	664	531	716	833	1 012
Allemagne	162	198	210	264	319	364	316	426	390	472	739	778	867
Etats-Unis	93	90	109	150	233	316	265	354	297	371	373	393	387
Autres pays de l'OCDE	166	197	206	313	337	413	258	359	409	761	685	600	583
Pays à économie planifiée <sup>1</sup>	455	545	666	807	970	1 581	1 924	2 069	2 109	2 180	2 731	4 137	5 433
dont : URSS	206	242	267	329	407	668	1 012	1 142	1 138	1 394	1 401	2 489	3 644
Pays en voie de développement	198	192	188	158	295	451	696	769	1 046	1 051	1 077	1 482	1 995
en Europe	1	10	1	1	1	1	3	4	6	3	4	5	4
en Afrique	57	60	68	55	113	170	289	307	469	467	543	734	876
en Amérique	39	22	42	43	66	62	68	57	122	47	34	57	74
en Extrême-Orient	63	65	41	20	55	90	161	203	151	300	42	51	311
au Moyen-Orient	37	35	36	39	60	128	175	198	298	234	454	635	730
<b>Total</b>	<b>1 474</b>	<b>1 679</b>	<b>1 814</b>	<b>2 237</b>	<b>2 853</b>	<b>3 805</b>	<b>4 072</b>	<b>4 878</b>	<b>5 256</b>	<b>5 668</b>	<b>6 794</b>	<b>8 977</b>	<b>10 929</b>

1. Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM), R.P. de Chine et Albanie.  
Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau M. **Balance des paiements**  
Millions de dollars US

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 <sup>2</sup>
<b>Balance commerciale</b>	-1 435	-992	-1 658	-3 715	-3 625	-2 489	-4 380	-4 317	-7 225	-6 086	-4 828
Exportations, fob	1 817	2 241	2 853	3 805	4 072	4 878	5 254	5 671	6 794	8 978	10 929
Importations, caf	-3 252	-3 233	-4 511	-7 520	-7 697	-7 367	-9 634	-9 988	-14 019	-15 064	-15 757
<b>Services et transferts privés</b>	1 079	1 412	2 144	2 532	2 622	2 654	2 798	3 061	3 564	3 795	4 078
Transports	224	240	323 <sup>1</sup>	396	473	429	568	585	731	832	999
Tourisme	141	219	589 <sup>1</sup>	644	702	725	751	930	1 028	1 515	
Revenus d'investissement	-139	-155	-181	-198	-281	-279	-258	-300	-633	-1 084	-1 710
Transferts privés et envois de fonds des travailleurs	789	1 049	1 413	1 379	1 310	1 415	1 427	1 745	1 710	1 539	2 042
Autres services	64	59		311	418	364	310	101	728	993	
Transferts publics	-1	-1	-1	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Balance des opérations courantes</b>	-357	419	485	-1 183	-1 003	165	-1 582	-1 256	-3 661	-2 291	-750
<b>Capitaux non monétaires</b> (y compris les erreurs et omissions)	132	-14	301	731	1 203	1 046	1 383				
A long terme, net	579	557	596	679	1 076	1 093	1 402	1 350	1 084	1 923	
Autres (y compris les erreurs et omissions)	-447	-571	-295	52	127	-47	-19				
<b>Allocations de DTS</b>	22	24	—	—	—	—	—	—	37	38	
<b>Mouvements monétaires</b>	203	-429	-786	-452	200	1 211	-199				
Soldes bilatéraux	—	-113	—	-195	137	146	-161				
Position nette en or et en devises	-73	-538	-508	-257	63	1 065	-38	336	-1 474	180	
Opérations de crédit de la Banque Nationale et des banques commerciales, position nette au FMI, DTS	276	222	-278	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				

1. La couverture ayant été modifiée, le chiffre de 1973 n'est pas entièrement comparable à celui des années antérieures.

2. Chiffres préliminaires.

Sources : *Annuaire de la balance des paiements*, FMI et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

*STATISTIQUES DE BASE :*  
*COMPARAISONS INTERNATIONALES*





**OECD SALES AGENTS**  
**DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**ARGENTINA - ARGENTINE**

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)  
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,  
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086  
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

**AUSTRIA - AUTRICHE**

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agent/Agent local:  
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

**BELGIUM - BELGIQUE**

LCLS  
35, avenue de Stalingrad, 1000 BRUXELLES. Tel. 02.512.89.74

**BRAZIL - BRÉSIL**

Mestre Jou S.A., Rua Guaipa 518,  
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920  
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.  
Tel. 232.07.32

**CANADA**

Renouf Publishing Company Limited,  
2182 St. Catherine Street West,  
MONTRÉAL, Que. H3H 1M7. Tel. (514)937.3519  
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

**DENMARK - DANEMARK**

Munksgaard Export and Subscription Service  
35, Narre Sogade  
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

**FINLAND - FINLANDE**

Akateeminen Kirjakauppa  
Keskuskatu 1, 00100 HÉLSINKI 10. Tel. 65.11.22

**FRANCE**

Bureau des Publications de l'OCDE,  
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67

Principal correspondant:  
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.  
Tel. 26.18.08

**GERMANY - ALLEMAGNE**

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

**GREECE - GRÈCE**

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,  
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

**HONG-KONG**

Government Information Services,  
Publications/Sales Section, Baskerville House,  
2/F., 22 Ice House Street

**ICELAND - ISLANDE**

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,  
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.  
Tel. 13133/14281/11936

**INDIA - INDE**

Oxford Book and Stationery Co.:  
NEW DELHI-1, Scindia House. Tel. 45896  
CALCUTTA 700016, 17 Park Street. Tel. 240832

**INDONESIA - INDONÉSIE**

PDIIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

**IRELAND - IRLANDE**

TDC Publishers - Library Suppliers  
12 North Frederick Street, DUBLIN 1. Tel. 744835-749677

**ITALY - ITALIE**

Libreria Commissionaria Sansoni:  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751  
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365803

Sub-depositari:

Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 6794628  
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446  
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274  
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori  
librerie nelle città più importanti.

**JAPAN - JAPON**

OECD Publications and Information Center,  
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,  
Minato-ku, TOKYO 107. Tel. 586.2016

**KOREA - CORÉE**

Pan Korea Book Corporation,  
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

**LEBANON - LIBAN**

Documenta Scientifica/Redico,  
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.  
Tel. 354429 - 344425

**MALAYSIA - MALAISIE**

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR  
University of Malaysia Co-operative Bookshop Ltd.  
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru  
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

**THE NETHERLANDS - PAYS-BAS**

Staatsuitgeverij  
Verzendenboekhandel Chr. Plantijnstraat 1  
Postbus 20014  
2500 EA S-GRAVENHAGE. Tel. nr. 070.789911  
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE**

Publications Section,  
Government Printing Office Bookshops:  
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,  
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.  
HAMILTON: Retail Ward Street,  
Mail Orders, P.O. Box 857  
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),  
Cubacade World Trade Centre  
Mail Orders: Private Bag  
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,  
Mail Orders: Private Bag  
DUNEDIN: Retail: Princes Street  
Mail Order: P.O. Box 1104

**NORWAY - NORVÈGE**

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43  
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO I. Tel. (02) 80.12.60

**PAKISTAN**

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.  
Tel. 66839

**PHILIPPINES**

National Book Store, Inc.  
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.  
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

**PORTUGAL**

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,  
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

**SPAIN - ESPAGNE**

Mundi-Prensa Libros, S.A.  
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55  
Librería Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7.  
Tel. 317.53.08, 317.53.58

**SWEDEN - SUÈDE**

AB CE Fritzes Kungl Hovbokhandel,  
Box 16 356, S 103 27 STH. Regeringsgatan 12,  
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

**SWITZERLAND - SUISSE**

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agents/Agents locaux  
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50  
Freihofer A.G., Weinbergstr. 109, CH-8006 ZÜRICH.  
Tel. 01.3634282

**TAIWAN - FORMOSE**

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.  
9th floor, No. 118, Sec. 2  
Chung Hsiao E. Road  
TAIPEI. Tel. 391.7396/391.7397

**THAILAND - THAÏLANDE**

Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,  
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

**TURKEY - TURQUIE**

Kültür Yayınları Is-Türk Ltd. Sti.  
Atatürk Bulvarı No : 77/B  
KIZILAY/ANKARA. Tel. 17 02 66  
Dolmabahce Cad. No : 29

**BESIKTAS/ISTANBUL. Tel. 60 71 88**

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI**

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,  
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977, Ext. 410 or  
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)  
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,  
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.  
UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS  
OECD Publications and Information Center, Suite 1207,  
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C.20006 - 4582  
Tel. (202) 724.1857

**VENEZUELA**

Librería del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,  
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73  
YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE  
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.  
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :  
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:  
OECD Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

**PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**2, rue André-Pascal  
75775 PARIS CEDEX 16**

**N° 42 238**

**(10 82 41 2) ISBN 92-64-22314-2  
ISSN 0304-3363**



***IMPRIMÉ EN FRANCE***

OCDE

*Département des Affaires Économiques et Statistiques*

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES  
*Études détaillées du développement économique  
dans chaque pays de l'OCDE*

Abonnement F300,00 £30.00 US\$67.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES  
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique  
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives  
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.  
En supplément, cette publication contient fréquemment  
des études spéciales destinées à faciliter  
l'interprétation des tendances économiques.*

(10 82 41 2) ISBN 92-64-22314-2  
ISSN 0304-3363

F 18/4.00